

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

TEXTES ÉMIS EN NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 2007

ERRATUM pages 4 et 32 :

Au lieu de :

« **Délégation au développement et aux affaires internationales**

« Directive nationale d'orientation n° 2007/021 du 2 novembre 2007 pour 2008. »

Lire :

« **Direction de l'administration générale**

« Directive nationale d'orientation n° 2007/021 du 2 novembre 2007 pour 2008. »

Directrice de la publication : Catherine Ahmadi-Ruggeri
Rédactrice en chef : Marie-Liesse Baudrez
Secrétariat de rédaction : Centre de documentation juridique et administrative
Mission de la coordination documentaire
Contact : Véronique Van Temsche
Contact abonnement : Ernestine Gomis

Imprimerie du ministère de la Culture
et de la Communication

Ministère de la Culture et de la Communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires financières et générales
Centre de documentation juridique et administrative
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Cabinet de la ministre

- Page 7 Décision du 6 novembre 2007 portant nomination des représentants de la ministre de la Culture et de la Communication au conseil d'administration de l'Institut national d'histoire de l'art.
- Page 7 Décision du 7 novembre 2007 relative à l'intérim des fonctions de président du conseil d'administration du Centre national des arts plastiques.

Direction de l'administration générale

- Page 8 Décision du 10 octobre 2007 portant nomination du secrétaire général du service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles.
- Page 8 Arrêté du 6 novembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la secrétaire générale.
- Page 9 Arrêté du 6 novembre 2007 portant nomination des représentants du personnel au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la secrétaire générale.
- Page 10 Décision du 20 novembre 2007 portant inutilité de divers ensembles immobiliers sis à Montigny-le-Bretonneux (Yvelines).
- Page 10 Décision du 26 novembre 2007 portant inutilité d'un ensemble immobilier sis au Mans (Sarthe), place Saint-Michel.
- Page 10 Décision du 30 novembre 2007 portant inutilité d'une maison dénommée « Pavillon Suard » sise à Fontevraud-L'Abbaye (49 - Maine-et-Loire).
- Page 11 Arrêté du 3 décembre 2007 approuvant le règlement intérieur du comité technique paritaire ministériel du ministère de la Culture et de la Communication.
- Page 13 Arrêté du 13 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 6 novembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la secrétaire générale.
- Page 13 Arrêté du 14 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire ministériel.
- Page 14 Arrêté du 17 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire ministériel.

- Page 14 Arrêté du 21 décembre 2007 portant création d'une commission formation.
- Page 16 Arrêté du 21 décembre 2007 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentées à la commission formation.

Direction des Archives de France

- Page 17 Instruction n° 2007/019 du 13 novembre 2007 relative à la mise à jour du règlement des archives spécifiques aux juridictions dépendant des cours d'appel de Colmar et de Metz (AD 91-4 du 10 juillet 1991).

Direction de l'architecture et du patrimoine

- Page 22 Arrêté n° 038 du 23 novembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques, en totalité, du mémorial des Martyrs de la déportation situé 1-3-7, quai de l'Archevêché à Paris (4°).
- Page 22 Circulaire n° 2007/022 du 28 novembre 2007 relative à la gestion des biens français inscrits sur la liste du patrimoine mondial par l'UNESCO.
- Page 27 Arrêté n° 039 du 29 novembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques de certaines parties du domaine du château de Valençay (Indre).
- Page 28 Arrêté n° 042 du 29 novembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques des vestiges archéologiques du clos de la Lombarde à Narbonne (Aude).
- Page 29 Arrêté n° 043 du 10 décembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques du château de Guiche (Pyrénées-Atlantiques).
- Page 30 Arrêté n° 044 du 17 décembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques du bain rituel juif et de ses espaces annexes à Cavaillon (Vaucluse).
- Page 31 Arrête n° 045 du 21 décembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques du hangar à avions de l'aérodrome de Thise (Doubs).
- Page 31 Arrêté n° 046 du 27 décembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques du château de Droué, à Droué (Loir-et-Cher).

Délégation au développement et aux affaires internationales

- Page 32 Directive nationale d'orientation n° 2007/021 du 2 novembre 2007 pour 2008.

Centre national de la cinématographie

- Page 38 Décision du 5 novembre 2007 habilitant certains agents du Centre national de la cinématographie conformément à l'article 48 du Code de l'industrie cinématographique.
- Page 38 Décision du 30 novembre 2007 portant habilitation de certains agents du Centre national de la cinématographie conformément à l'article 14 du décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du Code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques.

Centre des monuments nationaux

- Page 39 Décision n° 1303-2007-DAF3 du 12 novembre 2007 portant délégation de signature.
- Page 40 Décision n° 247-2007 du 19 novembre 2007 portant délégation de signature.
- Page 41 Décision n° IDF/2007 du 4 décembre 2007 portant délégation de signature.
- Page 41 Décision n° 1303-2007-PACA1 du 7 décembre 2007 portant délégation de signature.

Musée du Louvre

- Page 42 Décision n° DFJ/2007/16 du 21 décembre 2007 portant délégation de signature.

Musée du quai Branly

- Page 52 Délibération n° 07/19 du 29 novembre 2007 du conseil d'administration modifiant la composition de la commission des marchés.

Musée et domaine national de Versailles

- Page 53 Décision du 12 décembre 2007 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles et relevant du département des affaires financières et des services généraux.
- Page 54 Décision n° 2007-10 du 19 novembre 2007 portant délégation de signature.

Mesures d'information

- Page 56 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***

- Page 70 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

- Page 73 Annexe de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *JO n° 13* du 16 janvier 2008) (Douai).
- Page 75 Annexe de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *JO n° 13* du 16 janvier 2008) (Montauban).

Page 77	Annexe de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au <i>JO n° 13</i> du 16 janvier 2008) (Tarbes).
Page 79	Annexe de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au <i>JO n° 15</i> du 18 janvier 2008) (Chalon-sur-Saône).
Page 81	Dérogations au délai vidéo.
Page 83	Bulletin d'abonnement.

Mesures de publication et de signalisation

CABINET DE LA MINISTRE

Décision du 6 novembre 2007 portant nomination des représentants de la ministre de la Culture et de la Communication au conseil d'administration de l'Institut national d'histoire de l'art.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2001-621 du 12 juillet 2001 portant création de l'Institut national d'histoire de l'art, notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, modifié par le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 et par le décret n° 2006-1828 du 23 décembre 2006,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres du conseil d'administration de l'Institut national d'histoire de l'art en tant que représentants de la ministre de la Culture et de la Communication :

1°) En qualité de membres titulaires :

- M^{me} Francine Mariani-Ducray, directrice des musées de France ;

- M. Benoît Yvert, directeur du livre et de la lecture ;

- M^{me} Patricia Landour, sous-directrice chargée des affaires financières et générales à la direction de l'administration générale.

2°) En qualité de membres suppléants :

- M. Rodolphe Rapetti, directeur adjoint des musées de France ;

- M. Fabien Plazannet, chef du département des politiques documentaires et patrimoniales à la direction du livre et de la lecture ;

- M^{me} Anne Baylac, adjointe au chef du bureau des opérateurs culturels nationaux à la direction de l'administration générale.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Christine Albanel

Décision du 7 novembre 2007 relative à l'intérim des fonctions de président du conseil d'administration du Centre national des arts plastiques.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 82-883 du 15 octobre 1982 portant création du Centre national des arts plastiques, modifié par le décret n° 2002-1512 du 23 décembre 2002, notamment ses articles 5 et 6 ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, modifié par le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 et par le décret n° 2006-1828 du 23 décembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 20 octobre 2006 portant nomination du président du conseil d'administration du Centre national des arts plastiques ;

Vu la lettre de démission de M. Jean-Pierre Courcol en date du 15 octobre 2007,

Décide :

Art. 1^{er}. - M^{me} Anne-Marie Charbonneaux est chargée de l'intérim des fonctions de président du conseil d'administration du Centre national des arts plastiques jusqu'à la nomination du successeur de M. Jean-Pierre Courcol.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Christine Albanel

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Décision du 10 octobre 2007 portant nomination du secrétaire général du service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles.

Le chef du service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles,

Vu le décret n° 2003-729 du 1^{er} août 2003 portant organisation de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2007 portant nomination du chef du service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles,

Décide :

Article unique

M. Lê Nhat Binh, inspecteur général, est nommé secrétaire général du service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles, pour assister le chef de service et le suppléer en cas d'empêchement.

Le chef du service de l'inspection générale de l'administration
des affaires culturelles,
Patrick Olivier

Arrêté du 6 novembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la secrétaire générale.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, modifié par le décret n° 2006-1453 du 24 novembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2003 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres titulaires représentants de l'administration au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la secrétaire générale, à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- Christine Le Bihan-Graf, secrétaire générale ;
- Francine Mariani Ducray, directrice des musées de France ;
- Martine de Boisseffre, directrice des Archives de France ;
- Michel Clément, directeur de l'architecture et du patrimoine ;
- Jean de Saint Guilhem, directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles ;
- Benoît Yvert, directeur du livre et de la lecture ;
- Xavier North, délégué général à la langue française et aux langues de France ;
- Olivier Kaepelin, délégué aux arts plastiques ;
- Gilbert Labelle, secrétaire général de la délégation au développement et aux affaires internationales ;
- Olivier Noël, chef du service du personnel et des affaires sociales.

Art. 2. - Sont nommés membres suppléants représentants de l'administration au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la secrétaire générale, à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- Catherine Ahmadi-Ruggeri, directrice adjointe de l'administration générale ;
- Jean-Pierre Lalaut, directeur adjoint des Archives de France ;
- Rodolphe Rapetti, directeur adjoint des musées de France ;
- Isabelle Maréchal, directrice adjointe de l'architecture et du patrimoine ;
- Marc-André Wagner, directeur adjoint du livre et de la lecture ;
- Geneviève Rialle Salaber, sous-directrice des statuts et du développement professionnel et social ;
- Catherine Toussaint, sous-directrice de la modernisation de la gestion des carrières ;
- Christopher Miles, secrétaire général de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles ;
- Pierre Cournal, chef de la mission de la politique des personnels.

Art. 3. - La secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère.

Pour la ministre et par délégation :
La secrétaire générale,
Christine Le Bihan-Graf

Arrêté du 6 novembre 2007 portant nomination des représentants du personnel au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la secrétaire générale.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, modifié par le décret n° 2006-1453 du 24 novembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2003 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2006 modifié par l'arrêté du 30 janvier 2007 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, ensemble l'arrêté du 22 mars 2007 relatif à l'organisation de seconds tours de scrutin dans le cadre de la consultation électorale organisée au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2007 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la directrice de l'administration générale,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres titulaires représentants du personnel au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la secrétaire générale, à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* au titre du syndicat CFDT Culture :

- M. François Mari,
- M^{me} Françoise Chaudenson,

* au titre du syndicat SNAC-FSU :

- M^{me} Claudie Laurenceau,

* au titre du syndicat SCENTAC-CFTC :

- M^{me} Chantal Thomas,

* au titre du syndicat SUD Culture :

- M. Jean-François Hersent,

* au titre du syndicat USPAC-CGT :

- M. Luc Albessard,
- M^{me} Katell Briatte,
- M. Jean Davoigneau,
- M. Jean-Paul Leonarduzzi,
- M. Georges Mouradian.

Art. 2. - Sont nommés membres suppléants représentants du personnel au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la secrétaire générale, à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* au titre du syndicat CFDT Culture :

- M^{me} Chantal Devillers-Sigaud,
- M^{me} Claire Vidal,

* au titre du syndicat SCENRAC-CFTC :

- M. Jean-Yves Desormeaux,

* au titre du syndicat SNAC-FSU :

- M. Jean-Claude Philemon,

* au titre du syndicat SUD Culture :

- M^{me} Annie Lelandais,

* au titre du syndicat USPAC-CGT :

- M. Sébastien Bonnard,
- M^{me} Claire Chastanier,
- M^{me} Patricia Davis,
- M. Mamadou-Soné Dia,
- M^{me} Isabelle Marfond.

Art. 3. - La secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère.

Pour la ministre et par délégation :
La secrétaire générale,
Christine Le Bihan-Graf

Décision du 20 novembre 2007 portant inutilité de divers ensembles immobiliers sis à Montigny-le-Bretonneux (Yvelines).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu les dispositions de l'article L. 53 du Code du domaine de l'État ;

Vu les dispositions de l'article 8 de l'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006 relative à la partie législative du Code général de la propriété des personnes publiques,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont déclarés inutiles divers ensembles immobiliers sis à Montigny-le-Bretonneux (Yvelines) cadastrés :

- section BE n° 97 d'une superficie de 8 982 m²,
- section BE n° 98 d'une superficie de 2 123 m²,
- section BE n° 99 d'une superficie de 554 m²,
- section BM n° 94 d'une superficie de 997 m²,
- section BN n° 76 d'une superficie de 4 190 m²,
- section BN n° 77 d'une superficie de 2 528 m²,
- section BN n° 78 d'une superficie de 267 m²,
- section BN n° 79 d'une superficie de 63 m².

Art. 2. - La mutation correspondante sera appliquée au tableau général des propriétés de l'État.

Art. 3. - La directrice de l'administration générale est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :
La directrice adjointe de l'administration générale,
Catherine Ahmadi-Ruggeri

Décision du 26 novembre 2007 portant inutilité d'un ensemble immobilier sis au Mans (Sarthe), place Saint-Michel.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du domaine de l'État ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 2 novembre 2005 portant délégation de signature à M^{me} Catherine Ahmadi-Ruggeri, directrice adjointe de l'administration générale,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est déclarée inutile une parcelle sise place Saint-Michel au Mans (Sarthe), cadastrée n° 194, d'une superficie de 126 m².

Art. 2. - La mutation correspondante sera appliquée au tableau général des propriétés de l'État.

Art. 3. - La directrice adjointe de l'administration générale est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :
La directrice adjointe de l'administration générale,
Catherine Ahmadi-Ruggeri

Décision du 30 novembre 2007 portant inutilité d'une maison dénommée « Pavillon Suard » sise à Fontevraud-L'Abbaye (49 - Maine-et-Loire).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du domaine de l'État ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 2 novembre 2005 portant délégation de signature à M^{me} Catherine Ahmadi-Ruggeri, directrice adjointe de l'administration générale,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est déclarée inutile une maison dénommée « Pavillon Suard », sise à Fontevraud-L'Abbaye (49 - Maine-et-Loire), 32, rue du Logis-Bourbon, cadastrée F n° 928, édifée sur un terrain d'une superficie de 145 m², comprenant pour 71 m² de surface utile une cuisine, des toilettes, deux caves sous roc, trois chambres, une salle de bain et un grenier, et, pour 102 m² un garage, le tout soumis, d'une part, au régime des servitudes de protection au titre des monuments historiques et, d'autre part, au régime des servitudes de protection au titre des sites.

Art. 2. - La mutation correspondante sera appliquée au tableau général des propriétés de l'État.

Art. 3. - La directrice adjointe de l'administration générale est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :
La directrice adjointe de l'administration générale,
Catherine Ahmadi-Ruggeri

Arrêté du 3 décembre 2007 approuvant le règlement intérieur du comité technique paritaire ministériel du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la culture et de la communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, modifié par le décret n° 2006-1453 du 24 novembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2003 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu le règlement intérieur type établi en application de l'article 20 du décret n° 82-452 du 28 mai 1982 susvisé ;

Vu la délibération du comité technique paritaire ministériel en date 27 septembre 2007,

Arrête :

Article unique

Le règlement intérieur du comité technique paritaire ministériel du ministère de la Culture et de la Communication, ci-annexé, est approuvé.

Pour la ministre, et par délégation :
Le chef du service du personnel et des affaires sociales
Olivier Noël

Annexe

Règlement intérieur du comité technique paritaire ministériel du ministère de la Culture et de la Communication

Art. 1^{er}. - Le présent règlement intérieur a pour objet de fixer, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de travail du comité technique paritaire ministériel.

I - Convocation des membres du comité

Art. 2. - Le comité tient au moins deux réunions par an sur convocation du président, soit à l'initiative de ce dernier, soit à la demande écrite de la moitié au moins des représentants titulaires du personnel.

Dans ce dernier cas, la demande écrite adressée au président doit préciser la ou les questions à inscrire à l'ordre du jour. Le comité se réunit dans le délai maximal d'un mois à compter du jour où la demande écrite a été reçue par le président.

Art. 3. - Le président convoque les membres titulaires et suppléants du comité. Il en informe, le cas échéant, leur chef de service. Les convocations sont adressées aux membres titulaires et suppléants du comité quinze jours avant la date de réunion.

Tout membre titulaire du comité qui ne peut pas répondre à la convocation doit en informer immédiatement le président.

Au début de la réunion, le président communique au comité la liste des participants.

L'administration s'efforce, par tous moyens utiles, un mois au moins à l'avance, d'informer les membres du comité du jour et de l'heure prévus de la prochaine réunion du comité technique paritaire ministériel.

Art. 4. - Les experts sont convoqués par le président du comité, quarante-huit heures au moins avant l'ouverture de la réunion. En application de l'article 22, dernier alinéa du décret n° 82-452 du 28 mai 1982, ils n'ont pas voix délibérative. Ils ne peuvent assister qu'à la partie des débats, à l'exclusion du vote, relative aux questions pour lesquelles ils ont été convoqués.

Lorsque le comité technique paritaire ministériel procède à l'examen de questions statutaires, les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent également aux deux représentants du personnel de la commission administrative du ou des corps intéressés.

Art. 5. - Les membres suppléants de l'administration et du personnel qui ne remplacent pas un représentant titulaire défaillant ont la possibilité d'assister aux séances du comité, mais sans pouvoir prendre part aux votes.

Art. 6. - L'ordre du jour de chaque réunion du comité est arrêté par le président après consultation des organisations syndicales représentées au CTPM. Il est communiqué aux membres titulaires et suppléants en même temps que les convocations.

À l'ordre du jour sont adjointes toutes questions relevant de la compétence du comité en application des articles 12 et 15 du décret n° 82-452 susvisé et dont l'examen est demandé par écrit au président du comité par la moitié au moins des représentants titulaires du personnel.

Ces questions sont alors transmises par le président à tous les membres du comité au moins quarante-huit heures avant la réunion.

Le comité, à la majorité des membres présents ayant voix délibérative, peut demander, à l'ouverture de la séance, la modification de l'ordre d'examen des questions inscrites à l'ordre du jour.

Art. 7. - La transmission des documents nécessaires à chaque séance est effectuée en même temps que la convocation.

S'ils ne peuvent pas être transmis en même temps que les convocations et l'ordre du jour, ces documents doivent être adressés aux membres du comité titulaires et suppléants, au moins huit jours avant la date de la réunion.

II - Déroulement des réunions

Art. 8. - Conformément à l'article 28, deuxième alinéa, du décret n° 82-452 du 28 mai 1982, le comité technique paritaire ne délibère valablement que si les trois quarts au moins de ses membres sont présents lors de l'ouverture de la réunion.

Si les conditions de quorum ne sont pas remplies, une nouvelle convocation doit être envoyée dans les huit jours aux membres du comité qui siège alors valablement si la moitié des membres sont présents.

Art. 9. - Après avoir vérifié que le quorum est réuni, le président du comité ouvre la réunion en rappelant les questions inscrites à l'ordre du jour.

Le président est chargé de veiller à l'application des dispositions réglementaires auxquelles sont soumises les délibérations du comité, ainsi qu'à l'application du présent règlement intérieur. D'une façon plus générale, il est chargé d'assurer la bonne tenue et la discipline des réunions.

Art. 10. - Le secrétariat permanent du comité est assuré par l'un des représentants de l'administration. Il peut se faire assister par un ou plusieurs agents non membres du comité qui assistent aux réunions.

Le secrétaire adjoint est désigné au début de chaque séance par le comité conformément à la proposition émise par les représentants du personnel ayant voix délibérative. Ce secrétaire adjoint peut être soit un représentant du personnel ayant voix délibérative, soit un représentant suppléant assistant, en vertu de l'article 22 du décret n° 82-452, aux réunions du comité sans pouvoir prendre part aux votes.

Art. 11. - Le comité émet ses avis à la majorité des membres présents ayant voix délibérative.

Tout membre ayant voix délibérative peut demander qu'il soit procédé à un vote sur des propositions formulées par l'administration ou des propositions émanant d'un ou de plusieurs représentants du personnel ayant voix délibérative.

Il ne peut être procédé au vote sans que le président se soit assuré que tous les membres du comité qui souhaitent intervenir sur la question soumise aux suffrages aient pu le faire.

Le vote a lieu à main levée.

Les abstentions sont admises.

Aucun vote par délégation n'est admis.

Art. 12. - Le président peut décider une suspension de séance. Il prononce la clôture de la réunion après épuisement de l'ordre du jour.

Art. 13. - Il est établi un procès-verbal de chaque réunion par le secrétaire permanent, assisté du secrétaire adjoint.

Pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, ce document indique le résultat et la répartition du vote de l'administration et de chacune des organisations syndicales représentées, à l'exclusion de toute indication nominative. Le procès-verbal de la réunion signé par le président et contresigné par le secrétaire ainsi que le secrétaire adjoint est transmis, dans les meilleurs délais, à chacun des membres titulaires et suppléants du comité.

L'approbation du procès-verbal de la réunion constitue le premier point de l'ordre du jour de la réunion suivante.

Il est tenu un répertoire des procès-verbaux de séance du comité. Celui-ci est tenu à la disposition des agents du ministère de la Culture. Les procès-verbaux sont également disponibles sur l'Intranet du ministère après leur approbation.

Art. 14. - L'administration informe régulièrement les membres du CTPM des suites données aux questions traitées lors des précédentes réunions. Un relevé des suites est ainsi adressé aux membres du comité avec les documents préparatoires mentionnés à l'article 7. Ces suites sont également évoquées à l'ouverture de la séance.

Art. 15. - Afin de faciliter l'exercice de leur fonction, les membres titulaires et suppléants du personnel, ainsi que les experts convoqués par le président ont droit, sur simple présentation de leur convocation, à une autorisation spéciale d'absence.

La durée de cette autorisation comprend :

- les délais de route,
- la durée prévisible de la réunion,
- un temps égal à la durée prévisible de la réunion destiné à la préparation et au compte rendu des travaux du comité. Ce temps ne saurait être inférieur à une demi-journée, ni excéder deux journées.

Art. 16. - Le comité peut désigner en son sein des sous-comités pour une mission déterminée. Ces sous-comités doivent respecter la parité du comité technique paritaire. Ils peuvent demander à l'administration communication des documents nécessaires à leur mission. Ils sont présidés par le représentant de l'administration le plus ancien dans le grade le plus élevé.

Art. 17. - Un expert peut être désigné par le comité pour une mission déterminée. Si cet expert n'est pas membre titulaire du comité, il ne peut assister qu'à la partie du comité pour laquelle il a mission.

Il ne peut prendre part au vote.

Art. 18. - Les documents utiles à l'information du comité, autres que ceux transmis avec la convocation, peuvent être lus et distribués pendant la réunion à la demande d'au moins un des membres du comité ayant voix délibérative.

Arrêté du 13 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 6 novembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la secrétaire générale.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, modifié par le décret n° 2006-1453 du 24 novembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2003 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la secrétaire générale,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est nommée en qualité de représentant suppléant de l'administration au comité technique paritaire de l'administration centrale :

Clarence Jaccard-Briat, administratrice civile, adjointe au délégué aux arts plastiques.

Art. 2. - La secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère.

Pour la ministre et par délégation :
La secrétaire générale,
Christine Le Bihan-Graf

Arrêté du 14 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire ministériel.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, modifié par le décret n° 2006-1453 du 24 novembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2003 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire ministériel,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est nommée en qualité de représentant suppléant de l'administration au comité technique paritaire ministériel :

Clarence Jaccard-Briat, administratrice civile, adjointe au délégué aux arts plastiques.

Art. 2. - La secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère.

Pour la ministre et par délégation :

La secrétaire générale,
Christine Le Bihan-Graf

Arrêté du 17 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire ministériel.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, modifié par le décret n° 2006-1453 du 24 novembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2003 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire ministériel, modifié par arrêté du 14 décembre 2007,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est nommé en qualité de représentant suppléant de l'administration au comité technique paritaire ministériel :

M. Le Nhat-Binh, secrétaire général de l'inspection générale de l'administration et des affaires culturelles, en remplacement de M. Jean-René Marchand.

Art. 2. - La secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère.

Pour la ministre et par délégation :

Le chef du service du personnel et des affaires sociales,
Olivier Noël

Arrêté du 21 décembre 2007 portant création d'une commission formation.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2003 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel du ministère de la Culture et de la Communication en date du 18 décembre 2007,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Dans le cadre des lois et règlements en vigueur, le présent arrêté a pour objet d'instituer une commission formation auprès du comité technique paritaire ministériel du ministère chargé de la culture.

I - Attributions de la commission formation

Art. 2. - La commission formation examine le bilan de la formation du ministère chargé de la culture ainsi que les orientations stratégiques afin de préparer la ou les séances du comité technique paritaire ministériel consacrée(s) à la formation.

Elle constitue une instance de concertation et d'échanges sur l'ensemble des questions de formation et leurs évolutions.

II - Composition de la commission formation

Art. 3. - Cette commission comprend 12 représentants titulaires de l'administration et 12 représentants titulaires du personnel, ainsi qu'un nombre égal de suppléants.

Art. 4. - Les représentants de l'administration sont nommés en fonction de leur compétence technique selon la répartition suivante :

- le secrétaire général,
- 1 représentant de la direction de l'administration générale,
- 1 représentant de la direction des musées de France,
- 1 représentant de la direction de l'architecture et du patrimoine,
- 1 représentant de la direction des Archives de France,
- 1 représentant de la direction du livre et de la lecture,
- 1 représentant d'une direction régionale des affaires culturelles,
- 1 représentant interrégional de la formation,
- 4 représentants d'établissements publics relevant du ministère de la Culture.

Art. 5. - Les représentants du personnel sont désignés librement par les organisations syndicales compte tenu du nombre de voix obtenues lors de la consultation générale du personnel destinée à apprécier la représentativité syndicale pour le renouvellement des comités techniques paritaires.

La répartition des sièges est fixée sur cette base par décision du secrétaire général afin d'assurer la représentation de l'ensemble des organisations syndicales siégeant au comité technique paritaire ministériel.

Art. 6. - Les membres de la commission sont désignés pour trois ans par décision du secrétaire général. Ses membres doivent être affectés au ministère chargé de la culture.

Art. 7. - Outre les organisations syndicales énoncées à l'article 5, les organisations syndicales du ministère chargé de la culture qui sont représentatives au niveau interministériel sont associées, sur convocation de l'administration, aux débats sur les questions de formation d'ordre général et leurs évolutions à l'exception de l'examen du bilan et des orientations stratégiques, dans la limite d'un représentant par organisation syndicale associée.

Chaque organisation syndicale mentionnée à l'alinéa précédent désigne librement son représentant qui doit être affecté au ministère chargé de la culture.

III - Fonctionnement

Art. 8. - La commission formation placée auprès du comité technique paritaire ministériel est présidée par le secrétaire général.

Le président peut toutefois, en cas d'empêchement, se faire remplacer par le directeur adjoint de l'administration générale ou par le chef du service du personnel et des affaires sociales.

Art. 9. - La commission se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président ainsi que sur demande de la moitié, au moins, des représentants titulaires du personnel.

Art. 10. - L'acte portant convocation de la commission formation fixe l'ordre du jour de la séance. Les questions entrant dans la compétence de cette commission formation et dont l'examen a été demandé par la moitié, au moins, des représentants titulaires du personnel sont inscrites à cet ordre du jour.

Le président de la commission peut convoquer des experts à la demande de l'administration ou à la

demande des représentants du personnel afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour quarante-huit heures au moins avant l'ouverture de la réunion.

La convocation et les documents nécessaires à chaque séance sont adressés aux membres de la commission par le président quinze jours avant la séance.

Art. 11. - Une autorisation d'absence est accordée aux représentants du personnel titulaires ou suppléants membres de la commission formation ainsi qu'aux experts appelés à prendre part aux séances pour leur permettre de participer aux réunions sur simple présentation de leur convocation. La durée de cette autorisation est calculée en tenant compte des délais de route, de la durée prévisible de la réunion et augmentée d'un temps égal à cette durée afin de mettre les intéressés en mesure d'assurer la préparation et le compte rendu des travaux de la commission.

IV - Déroulement des réunions

Art. 12. - La commission ne se réunit valablement que si les trois quarts au moins de ses membres sont présents lors de l'ouverture de la réunion. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée dans le délai de huit jours aux membres de la commission qui siège alors valablement sans quorum.

Art. 13. - Après avoir vérifié que le quorum est atteint, le président ouvre la réunion en rappelant les questions inscrites à l'ordre du jour.

Art. 14. - La commission procède à l'examen approfondi des dossiers, formule toutes propositions utiles et propose des solutions argumentées. Elle n'a pas de pouvoir de délibération propre. Les points inscrits à l'ordre du jour ne sont pas soumis au vote.

Art. 15. - Le secrétariat permanent de la commission est assuré par le bureau de la formation du service du personnel et des affaires sociales à la direction de l'administration générale qui établit un compte rendu succinct de la réunion. Ce compte rendu est adressé aux membres de la commission. Il est joint aux documents venant en appui de la séance du comité technique paritaire ministériel consacré à la formation.

Art. 16. - La secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :
La secrétaire générale,
Christine Le Bihan-Graf

Arrêté du 21 décembre 2007 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentées à la commission formation.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2007 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire ministériel ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2007 portant création d'une commission formation ;

Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel du ministère de la Culture et de la Communication en date du 18 décembre 2007,

Arrête :

Art. 1^{er}. - En application de l'article 5 de l'arrêté du 21 décembre 2007 susvisé, la répartition des sièges auxquels peuvent prétendre les organisations syndicales à la commission formation placée auprès du comité technique paritaire ministériel est la suivante :

Organisations syndicales	Nombre de sièges des représentants titulaires	Nombre de sièges des représentants suppléants
CFDT Culture	2	2
SNAC-FSU	1	1
SNAC - FO	1	1
SUD CULTURE	2	2
SNSC-UNSA	1	1
USPAC - CGT	5	5

Art. 2. - À compter de la notification du présent arrêté aux organisations syndicales énumérées à l'article 1^{er}, celles-ci disposent d'un délai de six semaines pour désigner leurs représentants titulaires et suppléants.

Art. 3. - La secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :

La secrétaire générale,
Christine Le Bihan-Graf

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

Instruction n° 2007/019 du 13 novembre 2007 relative à la mise à jour du règlement des archives spécifiques aux juridictions dépendant des cours d'appel de Colmar et de Metz (AD 91-4 du 10 juillet 1991).

La garde des sceaux, ministre de la Justice,

à

Mesdames et messieurs les premiers présidents

Mesdames et messieurs les procureurs généraux des cours d'appel de Colmar et de Metz

La ministre de la Culture et de la Communication

à

Messieurs les préfets de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (à l'attention de mesdames et messieurs les directeurs des archives départementales - pour attribution)

Messieurs les présidents des conseils généraux de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (pour information)

Textes officiels :

- Code du patrimoine (Livre II consacré aux archives) et décrets d'application, notamment décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 ;

- Circulaire du Premier ministre NOR: PRMN0105139C du 2 novembre 2001 relative à la gestion des archives dans les services et établissements publics de l'État ;

- Règlement des archives spécifiques aux juridictions dépendant des cours d'appels de Colmar et de Metz (AD 91-4 du 10 juillet 1991).

Références antérieures annulées :

- Partie E 34 TI-AM à 43 TI-AM (Livre foncier) du Règlement des archives spécifiques aux juridictions dépendant des cours d'appel de Colmar et de Metz (AD 91-4 du 10 juillet 1991).

Présentation historique du Livre foncier

Le Livre foncier a remplacé la Conservation des hypothèques, à la fin du XIX^e siècle, pendant la période d'annexion à l'Empire allemand de l'Alsace et de la Moselle (Lothringen). Il résulte des lois des 22 juin 1891 et 14 juin 1895.

L'introduction du Livre foncier avait été progressive : elle avait été précédée d'une modernisation du régime en vigueur, qui était obsolète et imparfait. Tout d'abord, l'ancien cadastre napoléonien fut rénové. Puis, le système de publicité foncière fut modernisé, notamment par l'adoption de la forme notariée des actes et l'application du principe de la spécialité des

inscriptions, désignant clairement les biens immobiliers grevés de charges. La gestion du Livre foncier a été confiée à l'autorité judiciaire.

Finalement, le Livre foncier fut étendu à toutes les communes sans exception, à partir du 1^{er} janvier 1900. Il fut mis fin aux formalités hypothécaires (les conservations des hypothèques n'existent plus à partir du 1^{er} janvier 1900).

Au lendemain de l'Armistice du 11 novembre 1918, tout le monde s'accorda pour considérer que le système de publicité par le Livre foncier tel qu'il existait dans les trois départements était techniquement supérieur à celui résultant de la loi de 1855. Il fut donc conservé et adapté à la législation française, par les articles 36 à 65 de la loi civile d'introduction du 1^{er} juin 1924, réformée par une loi du 4 mars 2002 destinée à adapter les règles légales à l'informatisation du Livre foncier. Le Livre foncier, avant son informatisation, avait peu évolué depuis sa création, les inscriptions étant toujours faites manuellement dans de grands registres.

Pourquoi une instruction nouvelle ?

La numérisation du Livre foncier Alsace-Moselle entraîne des modifications importantes dans la durée de conservation par les greffes du Livre foncier de leurs archives papier. En effet, des documents conservés autrefois de manière illimitée dans ces greffes vont pouvoir être qualifiés d'archives historiques et rejoindre ainsi les archives départementales.

Il est rappelé que le versement des archives définitives ou historiques auprès des services compétents - archives départementales notamment - revêt un caractère obligatoire au terme du Code du patrimoine (livre II) et du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979.

La partie E, consacrée au Livre foncier dans le règlement de 1991 est donc annulée par ces nouvelles instructions.

Utilisation des tableaux d'archivage

Les tableaux d'archivage joints à la présente instruction se lisent comme suit.

Une première colonne est consacrée au numéro d'ordre de la typologie documentaire. Les colonnes deux à quatre donnent l'ancienne nomenclature des documents, l'ancienne durée administrative, l'ancien sort final. Les colonnes cinq à huit donnent les nouvelles règles à adopter, tant en matière de durée d'utilité administrative qu'en matière de sort final :

* La *durée d'utilité administrative* (DUA) : elle correspond au temps pendant lequel les documents

doivent être conservés dans les locaux des établissements ou services producteurs en tant qu'archives courantes ou intermédiaires nécessaires à la bonne marche desdits établissements et services.

* Le *sort final* précise ce que deviennent les documents analysés à l'issue de la DUA.

Ce sort final peut être :

- la *destruction*, indiquée par la lettre D. La liste des documents arrivés au terme de leur DUA et dont le sort final est la destruction doit être reprise brièvement dans un *bordereau d'élimination* qu'il convient de faire viser par le directeur des archives départementales territorialement compétent avant de procéder à la destruction matérielle des pièces (décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979, article 16) ;

- le *versement* aux archives départementales, indiqué par la lettre C. Les typologies documentaires concernées ont été identifiées comme la part historique de la production d'archives de l'établissement ou service concerné et sont conservées pour la

documentation historique de la recherche. Celles-ci doivent être versées à l'issue de la DUA aux archives départementales territorialement compétentes. Le responsable des archives courantes et intermédiaires de l'établissement ou du service coordonnera, après avoir pris l'attache des archives départementales, l'élaboration d'un *bordereau de versement* récapitulant les documents qui seront alors pris en charge par les archives départementales (décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979, article 18) ;

- enfin, le *tri*, indiqué par la lettre T. Il signifie que les documents doivent être triés avant versement, en fonction des remarques figurant dans la colonne *Observations*. Il est rappelé que les tris suggérés sont des *minima* de conservation ; le directeur d'archives compétent peut choisir de conserver plus de documents à l'issue des délais d'utilité administrative et au moment des versements pour tenir compte, par exemple, d'un déficit de versements antérieurs de l'établissement ou du service concerné.

Exemple :

N° d'ordre	Ancienne nomenclature des documents	Ancienne DUA	Sort final ancien	Nouvelle nomenclature	Nouvelle DUA	Nouveau sort final	Observations
34 TI-AM	Volumes du Livre foncier	illimité		Idem	FI	C	Un récolement de ces volumes est joint aux présentes.

Sont joints à l'ensemble une liste indicative du nombre des volumes du Livre foncier par département, bureau foncier et communes, ainsi qu'un modèle de bordereau de versement.

Nous vous remercions d'assurer la diffusion de la présente instruction auprès des juridictions, services et établissements concernés placés sous votre autorité et vous prions de nous faire connaître toute difficulté qui pourrait survenir dans son application.

La garde des sceaux, ministre de la Justice,
Rachida Dati

La ministre de la Culture et de la Communication,
Christine Albanel

N° d'ordre	Ancienne nomenclature des documents	Ancienne DUA	Sort final ancien	Nouvelle nomenclature	Nouvelle DUA	Nouveau sort final	Observations
34 TI-AM	Volumes du Livre foncier	illimité		Volumes du Livre foncier	Fin de l'informatisation	C	Une liste indicative de ces volumes est jointe aux présentes. Les originaux papier conservent valeur probante pour les parties non ressaisies (données inactives).
35 TI-AM	Fiches parcellaires	illimité		Fiches et registres parcellaires	Fin de l'informatisation	D	Conserver ces fiches et registres si le fichier des propriétaires (voir ci-dessous) est trop lacunaire ou si la conservation des archives des services du cadastre est mal assurée.
39 TI-AM	Fiches alphabétiques des anciens propriétaires	5	E	Fiches et fichiers alphabétiques des propriétaires et anciens propriétaires, répertoires alphabétiques	Fin de l'informatisation	C	Ces documents peuvent revêtir un intérêt historique lorsque le fichier des anciens propriétaires, ce qui est parfois le cas, n'a pas été détruit. La plupart des fiches porteront les noms des propriétaires au moment du déploiement d'AMALFI 1 (registre des dépôts, propriété des parcelles).
36 TI-AM	Autres pièces	illimité		Voir pièces annexes			
37 TI-AM	Annexes	illimité		Ordonnances du juge du Livre foncier	30 ans	C	Les ordonnances du juge du Livre foncier ne forment une série bien distincte que depuis quelques années, la date de début de tenue à jour de cette série de documents étant variable d'un bureau à l'autre. Il s'agit de documents recelant peu d'informations propres.
				Pièces annexes (dont ordonnances du juge)	100 ans	C : années 1900-1907	À titre expérimental , afin d'évaluer l'intérêt historique des pièces annexes, les archives départementales prendront en charge les pièces annexes des années 1900 à 1907 . La pertinence de la conservation de ces documents sera évaluée par la suite au regard du taux de consultation effectif de ces documents en salle de lecture, étant précisé que le tri interne au dossier de pièces annexes est matériellement impossible.

N° d'ordre	Ancienne nomenclature des documents	Ancienne DUA	Sort final ancien	Nouvelle nomenclature	Nouvelle DUA	Nouveau sort final	Observations
				- Procès-verbaux de remembrement - Procès-verbaux d'arpentage - Esquisses d'étage Plans cadastraux par communes	Renouvellement cadastral	T	Le dossier des pièces annexes est d'abord un dossier matériel qui regroupe différentes copies d'actes et se termine par l'ordonnance du juge qui ordonne l'inscription (le volume du Livre foncier donne le n° qui renvoie au dossier de pièces annexes) ; il est aussi composé de pièces classées à part pour des raisons de commodité et de format, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - les procès-verbaux de remembrement sont conservés à part car ils ont un autre format ; - les procès-verbaux d'arpentage sont conservés par leur n° propre ; - les esquisses d'étage sont des originaux liés aux règlements de copropriété. On trouve parfois d'anciens plans cadastraux par commune ; il convient de ne les éliminer qu'après visa du directeur des archives départementales. En effet, ces plans peuvent compléter des lacunes des collections départementales.
				Pièces annexes papier ayant fait l'objet d'une numérisation après le déploiement d'AMALFI V2 (servitudes et charges)	1 mois après l'ordonnance du juge	D	
38 TI-AM	PV de remembrement, de renouvellement cadastral	illimité		Voir pièces annexes			

N° d'ordre	Ancienne nomenclature des documents	Ancienne DUA	Sort final ancien	Nouvelle nomenclature	Nouvelle DUA	Nouveau sort final	Observations
40 TI-AM	Requêtes rejetées ou retirées	30	E	Requêtes rejetées et ordonnances de rejet Requêtes retirées	5 1	T D	Conserver l'ordonnance, jeter la requête après 5 ans.
41 TI-AM	Registre journal	10	E	Registre journal ou registre des dépôts	20 ans pour les registres postérieurs à 1990 sans objet pour les autres	D D	Avant 1990, registre chronologique d'entrée. Depuis 1990, ce document est celui qui donne la date de dépôt de l'acte.
42 TI-AM	Demande de copies, d'extraits	5	E	Demandes de copies, d'extraits	2	D	Gestion par application après l'informatisation.
43 TI-AM	Registres de commandes	5	E	Registres de commandes	2	D	Documents dont la tenue n'est plus prescrite.

Traitement : C = à conserver et à verser aux archives départementales à la fin de la DUA, D = à éliminer après obtention du visa des archives départementales, T = trier.

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Arrêté n° 038 du 23 novembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques, en totalité, du mémorial des Martyrs de la déportation situé 1-3-7, quai de l'Archevêché à Paris (4^e).

La ministre de la Culture et de la communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 5 juillet 1993, portant inscription au titre des monuments historiques, en totalité, du mémorial des Martyrs de la déportation ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 29 mars 2007 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 18 juin 2007 ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 25 septembre 2007 par le ministère de la Défense affectataire, l'État étant propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du mémorial des Martyrs de la déportation à Paris (4^e) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public, en tant qu'il constitue à la fois une œuvre majeure de l'architecte Pingusson par sa sobriété et son effacement par rapport à l'environnement, et un lieu particulièrement adapté au recueillement et à la commémoration des personnes déportées depuis la France durant la seconde guerre mondiale,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé au titre des monuments historiques, en totalité, le mémorial des Martyrs de la déportation sis 1-3-7, quai de l'Archevêché à Paris (4^e), situé sur la parcelle n° 5 d'une contenance de 27a 92ca, figurant au cadastre section 04 AX et appartenant à l'État, affecté au ministère de la Défense.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 5 juillet 1993 susvisé.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris, au maire de Paris et au ministère de la Défense affectataire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Circulaire n° 2007/022 du 28 novembre 2007 relative à la gestion des biens français inscrits sur la liste du patrimoine mondial par l'UNESCO.

La ministre de la Culture et de la Communication
à

Madame et messieurs les préfets de région (direction régionale des affaires culturelles)

Mesdames et messieurs les préfets de département (service départemental de l'architecture et du patrimoine)

PJ : Liste détaillée des biens français comportant tous les biens, y compris ceux inclus dans des séries, classés par région et par département

Le patrimoine mondial fait actuellement l'objet d'un intérêt tout à fait exceptionnel. La Convention du patrimoine mondial, signée par 183 états, est sans conteste l'une des conventions internationales les plus appréciées. La France a œuvré activement à son élaboration et reste très attentive à en respecter l'esprit.

L'engouement pour cette inscription de biens patrimoniaux au titre de l'UNESCO est particulièrement développé en France. Cet intérêt porté au patrimoine est en soi très positif : il résulte notamment d'un travail de fond mené depuis de nombreuses années par les services du ministère chargé de la culture, en particulier dans le cadre des journées européennes du patrimoine, pour sensibiliser notre société aux valeurs qu'il représente et perpétue.

Vous trouverez ci-joint la liste détaillée des biens français inscrits sur la liste du patrimoine mondial par l'UNESCO, y compris ceux inclus dans des séries, classés par région et par département.

Portés par cette vague, de plus en plus d'élus demandent à l'État de retenir de façon prioritaire leurs propositions d'inscription de biens à soumettre au Comité du patrimoine mondial. Je vous rappelle qu'il revient au gouvernement de présenter les dossiers au nom de la France.

Il me semble aujourd'hui nécessaire d'attirer votre attention et celle des élus sur l'objectif d'exemplarité que la France doit maintenir et développer en matière de politique du patrimoine, *a fortiori* du patrimoine mondial.

L'inscription sur la liste du patrimoine mondial ne peut pas se limiter à un « label », plus ou moins exploité sur les plans culturel, touristique ou économique. Elle crée des obligations qui, sans être strictement réglementaires, n'en demeurent pas moins fortes : en effet, en signant la Convention du patrimoine mondial, la France s'est engagée à rendre compte au Comité du patrimoine mondial de la gestion des biens français dont elle a obtenu l'inscription. En outre, au plan international, il est essentiel que la France, souvent prise comme modèle dans ce domaine, démontre qu'elle a toujours une vision dynamique et innovante de la protection et de la gestion du patrimoine ainsi que de sa mise en valeur.

Le rapport périodique sur l'état des biens français inscrits sur la liste du patrimoine mondial, rendu en 2006, a bien montré que si leur protection était globalement bien assurée, des progrès importants restaient à faire en matière de gestion.

Il me semble donc indispensable de mobiliser vos services tant pour les biens déjà inscrits que pour les candidats à l'inscription sur la liste du patrimoine mondial.

Pour les biens déjà inscrits, vous distinguerez les monuments des ensembles et paysages culturels.

Les monuments

Ils sont déjà tous protégés au titre des monuments historiques ; cependant, les édifices seulement inscrits au titre des monuments historiques ont vocation à être classés. Leurs « zones-tampon » peuvent être protégées, totalement ou partiellement, au titre des abords, des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou des secteurs sauvegardés.

Des projets de construction ou d'aménagement, peuvent, par leur importance ou leur caractère, être de nature à modifier sensiblement l'esprit des lieux qui environnent le bien inscrit au patrimoine mondial.

Je demande aux chefs des services départementaux de l'architecture et du patrimoine de me signaler ces projets le plus en amont possible, accompagnés de leur avis s'ils sont situés en espaces protégés, par lettre adressée, sous votre couvert, au directeur de l'architecture et du patrimoine. Il pourra, s'il le juge opportun, saisir l'inspection générale de l'architecture et du patrimoine pour expertise du projet. Certains projets pourront éventuellement faire l'objet d'un examen par la troisième section de la Commission nationale des monuments historiques (périmètres de protection des immeubles classés ou inscrits et travaux sur les immeubles situés dans ces périmètres).

Enfin, dans certains cas, la procédure d'évocation du dossier au niveau ministériel pourra être mise en œuvre.

Compte tenu de ces dispositions, qui étaient déjà possibles et auraient été souvent souhaitables, mais qui ont été trop peu utilisées ces dernières années, je vous demande de veiller à éviter que des avis conformes soit donnés sur les projets de nature à modifier substantiellement l'esprit des lieux sans cet examen préalable : en effet une fois l'avis rendu au nom de la ministre de la Culture et de la Communication, il n'est plus possible de revenir sur celui-ci.

Il convient, par ailleurs, d'anticiper sur de futurs projets qui pourraient poser des problèmes graves d'insertion. Dans ce but, vous inciterez les maires à développer la mise en place de ZPPAUP en y consacrant prioritairement les moyens de l'État pour subventionner les études. C'est un objectif prioritaire sur les parties des « zones-tampon » ne bénéficiant d'aucune protection : elles ont vocation à être transformées en ZPPAUP.

Là où il n'est pas possible, ou justifié, de mettre en place des ZPPAUP, vous inciterez les élus et les services à élargir la protection en définissant des périmètres de protection modifiés (PPM).

J'attire votre attention sur le risque pour des biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial d'en être retirés faute de protection suffisante de leur « zone-tampon » ou de mauvaise gestion de celle-ci.

Les ensembles et paysages culturels

La protection des ensembles et paysages culturels inscrits sur la liste du patrimoine mondial et de leurs « zones-tampon » est très variable : certains bénéficient de protections fortes, d'autres non. Ils comportent des monuments et des espaces protégés mais aussi de grands paysages naturels ou urbains gérés par les outils de droit commun de l'urbanisme.

Vous voudrez bien me signaler, là encore, les projets de construction dans les mêmes conditions que précédemment.

Compte tenu de la pression très forte qui pèse de plus en plus sur les espaces inscrits sur la liste du patrimoine mondial, il faut renforcer leur niveau actuel de protection : je vous demande d'inciter les élus à développer la mise en place de ZPPAUP ou, plus exceptionnellement, de secteurs sauvegardés, en liaison avec nos services déconcentrés (direction régionale des affaires culturelles et services départementaux de l'architecture et du patrimoine). Vous veillerez à ce que soient identifiées les zones méritant ces protections spécifiques pour lesquelles devront être affectés prioritairement les crédits d'étude du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour les zones qui ne sont pas de niveau à justifier la mise en place de protection spécifique, il faudra convaincre les élus de la nécessité de se doter, d'une part, de documents d'urbanisme suffisamment exigeants en matière de qualité architecturale et

paysagère et, d'autre part, de structures de conseil aux élus, aménageurs et habitants, pour ces questions.

Pour les candidats à l'inscription sur la liste du patrimoine mondial vous alerterez les porteurs de projets sur les devoirs que crée celle-ci. L'inscription au patrimoine mondial ne remplace pas les protections juridiques ni la mise en place d'outils de gestion bien au contraire, elle les rend obligatoires. C'est aussi à l'aune de la mise en œuvre effective de procédures de protection adaptées, de la qualité de la gestion et des actions de mise en valeur que seront appréciées la recevabilité des futures demandes d'inscription sur la liste du patrimoine mondial et leurs chances d'aboutir.

Je vous remercie de me tenir informée, dès à présent, des projets affectant des biens français inscrits sur la liste du patrimoine mondial et de toutes les actions menées pour en améliorer la gestion et la mise en valeur. Notre politique de gestion de ces biens demande une vigilance accrue et régulière de votre part. Un premier bilan de ce nouveau mode de travail sera fait d'ici un an.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Christine Albanel

UNESCO

Biens français inscrits sur la liste du patrimoine mondial ¹ 2007

RÉGION	DÉPARTEMENT	NOM DU BIEN INSCRIT	DATE
ALSACE	Bas-Rhin	Strasbourg – Grande île	1988
AQUITAINE	Landes	<i>CSJC</i> ² <i>Aire-sur-Adour : Église Sainte-Quitterie</i> <i>Mimizan : Clocher de l'ancienne église</i> <i>Saint-Sever : Abbaye</i> <i>Sorde : Abbaye Saint-Jean</i>	1998
		Sites préhistoriques et grottes ornées de la vallée de la Vézère	1979
		<i>CSJC</i> <i>Périgueux : Cathédrale Saint-Front</i> <i>Le Buisson de Cadouin : Ancienne abbaye</i> <i>Saint-Avit-Sénieur : Église</i>	1998
		<i>CSJC</i> <i>Bazas : Ancienne cathédrale St-Jean-Baptiste</i>	1998
	Gironde	Bordeaux, Port de la Lune	2007
		<i>CSJC</i> <i>Bordeaux : Basiliques Saint-Seurin et Saint-Michel, cathédrale Saint-André</i> <i>La Sauve-Majeure : Abbaye et église Saint-Pierre</i> <i>Soulac : Église de Notre-Dame-de-la-Fin-des-Terres</i>	1998
		Juridiction de Saint-Émilion	1999
		<i>CSJC</i> <i>Agen : Cathédrale Saint-Caprais</i>	1998
	Pyrénées-Atlantiques	<i>CSJC</i> <i>Bayonne : Cathédrale de Sainte-Marie</i> <i>Saint-Jean-Pied-de-Port : Porte Saint-Jacques</i> <i>Oloron Saint-Marie : Église Sainte-Marie</i> <i>L'Hôpital Sain-Blaise : Église</i>	1998

¹ 31 biens figurent sur la liste du patrimoine mondial en 2007.

² Le bien « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle » inscrit en 1998 est constitué d'une série qui comprend 77 édifices et 7 tronçons de chemins. Les édifices sont répertoriés dans ce tableau en italique précédés des initiales CSJC.

RÉGION	DÉPARTEMENT	NOM DU BIEN INSCRIT	DATE
AUVERGNE	Puy-de-Dôme	CSJC <i>Clermont-Ferrand : Église Notre-Dame-du Port</i>	1998
	Haute-Loire	CSJC <i>Le Puy en Velay : Cathédrale et Hôtel- Dieu Saint-Jacques</i>	1998
BOURGOGNE	Côte-d'Or	Abbaye cistercienne de Fontenay	1981
	Yonne	Basilique et colline de Vézelay	1979, 2007
		CSJC <i>Asquins : Église Saint-Jacques</i> <i>Vezelay : Ancienne abbatale Sainte-Madeleine</i>	1998
	Nièvre	CSJC <i>La Charité-sur-Loire : Église prieurale St. Croix-Notre-Dame</i>	1998
CENTRE	Eure-et-Loir	Cathédrale de Chartres	1979
	Cher	Cathédrale de Bourges	1992
		CSJC <i>Bourges : Cathédrale Saint-Étienne</i>	1998
	Loiret	Val de Loire entre Sully-sur-Loire et Chalonnes	2000
	Indre	CSJC <i>Neuvy-Saint-Sépulchre : Collégiale Saint-Étienne</i> <i>(anciennement collégiale Saint-Jacques)</i>	1998
	Loir-et-Cher	Val de Loire entre Sully-sur-Loire et Chalonnes	2000
CHAMPAGNE- ARDENNES	Marne	Cathédrale Notre-Dame, ancienne abbaye Saint-Remi et palais de Tau, Reims	1991
		CSJC <i>L'épine : Basilique Notre-Dame</i> <i>Châlon-en-Champagne : Église Notre Dame-en-Vaux</i>	1998
FRANCHE-COMTÉ	Doubs	Saline royale d'Arc-et-Senans	1982
ÎLE-DE-FRANCE	Paris	Paris, rives de la Seine	1991
		CSJC <i>Église Saint-Jacques de la Boucherie</i>	1998
	Seine-et-Marne	Provins, ville de foire médiévale	2001
		Palais et parc de Fontainebleau	1981
	Yvelines	Palais et parc de Versailles	1979, 2007
LANGUEDOC- ROUSSILLON	Aude	Ville fortifiée historique de Carcassonne	1997
		Canal du Midi	1996
	Gard	Pont du Gard	1985
		CSJC <i>Saint-Gilles du Gard : Ancienne abbatale</i>	1998
	Hérault	Canal du Midi	
		CSJC <i>Saint-Guilhem le désert : Ancienne abbaye de Gellone</i> <i>Aniane / Saint-Jean de Fos : Pont du diable</i>	1998
LIMOUSIN	Haute-Vienne	CSJC <i>Saint-Léonard-de-Noblat : Église</i>	1998
LORRAINE	Meurthe-et-Moselle	Places Stanislas, de la Carrière et d'Alliance à Nancy	1983
MIDI-PYRÉNÉES	Haute-Garonne	Canal du Midi	1996
		CSJC <i>Aragouet : Hospice du Plan et chapelle Notre-Dame-de-l'Assomption, dite chapelle des Templiers</i> <i>Gavarnie : Église paroissiale</i> <i>Saint-Bertrand de Comminges : Ancienne cathédrale de Notre-Dame, cloître et basilique paléochrétienne ainsi que la chapelle Saint-Julien</i> <i>Toulouse : Basilique Saint-Sernin, Hôtel-Dieu Saint-Jacques</i> <i>Valcabrière : Église Saint-Just</i>	1998

RÉGION	DÉPARTEMENT	NOM DU BIEN INSCRIT	DATE
MIDI-PYRÉNÉES	Ariège	CSJC <i>Audressein : Église de Tramesaygues</i> <i>Saint-Lizier : Ancienne cathédrale et cloître, cathédrale Notre-Dame-de-la-Sède, palais épiscopal, cité, remparts</i>	1998
	Tarn	Canal du Midi	1996
		CSJC <i>Rabastens : Église Notre-Dame-du-Bourg</i>	1998
	Gers	CSJC <i>Auch : Cathédrale Sainte-Marie</i> <i>Beaumont sur Losse et Laressinge : Pont d'Artigue ou de Lartigue</i> <i>La Romieu : Collégiale Saint-Pierre</i>	1998
	Tarn-et-Garonne	CSJC <i>Moissac : Abbatale Saint-Pierre et cloître</i>	1998
	Aveyron	CSJC <i>Conques : Abbatale Sainte-Foy, pont sur le Dourdou</i> <i>Espalion : Pont-Vieux sur le Lot</i> <i>Estaing : Pont sur le Lot</i> <i>Saint-Chély d'Aubrac : Pont dit "des pèlerins" sur la Boralde</i>	1998
	Lot	CSJC <i>Cahors : Cathédrale Saint-Étienne, pont Valentré</i> <i>Gréalou : Dolmen de Pech-Laglaire</i> <i>Figeac : Hôpital Saint-Jacques</i> <i>Rocamadour : Église Saint-Sauveur et crypte Saint-Amador</i>	1998
	Hautes-Pyrénées	CSJC <i>Jezeau : Église Saint-Laurent</i> <i>Ourdis-Cotdussan : Église de Cotdussan</i>	1998
	Pyrénées	Mont perdu	1997/ 1999
NORD - PAS-DE-CALAIS	Nord	Beffrois de Belgique et de France	2005
BASSE NORMANDIE	Manche	Le Mont Saint-Michel et sa baie	1979, 2007
HAUTE NORMANDIE	Seine-maritime	Le Havre, la ville reconstruite par Auguste Perret	2005
PICARDIE	Somme	Amiens : Cathédrale	
	Oise	CSJC <i>Compiègne : Église paroissiale Saint-Jacques</i> <i>Folleville : Église paroissiale Saint-Jean-Baptiste</i>	1998
PAYS DE LOIRE	Maine-et-Loire	Val de Loire entre Sully-sur-Loire et Chalonnes	2000
POITOU-CHARENTES	Vienne	Abbatiale de Saint-Savin sur Gartempe	1983
		CSJC <i>Poitiers : Église Saint-Hilaire-le-Grand</i>	1998
	Charente-Maritime	CSJC <i>Saintes : Église Sainte-Eutrope</i> <i>Saint-Jean d'Angély : Abbaye royale St-Jean-Baptiste</i> <i>Aulnay : Église Saint-Pierre</i> <i>Pons : Ancien hôpital des Pèlerins</i>	1998
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	Bouches-du-Rhône	Arles, monuments romains et romans	1981
	Vaucluse	Centre historique d'Avignon : Palais des papes, ensemble épiscopal et Pont d'Avignon	1995
		Théâtre antique et ses abords et «Arc de Triomphe» d'Orange	1981, 2007
RHÔNE-ALPES	Rhône	Site historique de Lyon	1998

Arrêté n° 039 du 29 novembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques de certaines parties du domaine du château de Valençay (Indre).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 24 septembre 1975 portant classement au titre des monuments historiques, en totalité, du château de Valençay (Indre) ;

Vu l'arrêté en date du 25 mars 1992 portant inscription au titre des monuments historiques des éléments suivants du château de Valençay (Indre) :

- l'entrée monumentale, côté ville,
- les façades et les toitures du pavillon de gardien,
- la cour dite « des ronds », ses murs et ses portails,
- l'allée vers la route de Blois et la grille d'entrée nord,
- les façades et les toitures des bâtiments de la ferme,
- les façades et les toitures des autres bâtiments de la basse-cour : forge et bâtiment d'habitation,
- le pavillon dit « de l'horloge », en totalité,
- les écuries dites « espagnoles », en totalité, y compris les cours, le pédiluve, l'abreuvoir dit « fontaine d'Apollon », le bâtiment dit « la vènerie »,
- le théâtre et ses dépendances, en totalité,
- les façades et les toitures de la construction située en face du théâtre,
- les deux corps de bâtiment des communs : remise et orangerie, en totalité,
- la grille d'entrée, située entre la cour « des ronds » et la seconde cour ou avant-cour d'honneur,
- l'avant-cour d'honneur située entre le château et les communs, y compris ses grilles et ses bassins,
- la cour d'honneur, ses murs et le grand bassin,
- le jardin en terrasse à l'est de la cour d'honneur,
- les fossés et les ouvrages les enjambant,
- l'escalier monumental descendant au jardin dit « de la duchesse »,
- le jardin dit « de la duchesse » et ses murs,
- le pont dit « hollandais »,

- l'escalier monumental situé au nord-est de l'actuel parc aux daims,
- les murs de soutènement situés au sud du parc, y compris leurs escaliers,
- le sol correspondant à l'emprise du parc,
- la glacière, en totalité,
- les murs d'enceinte du parc, y compris les pavillons et les portails,
- les murs de clôture du château et de ses dépendances,
- l'escalier monumental descendant au potager,
- le manège hydraulique du potager,
- la maison du potager ;

La commission régionale du patrimoine et des sites de la région du Centre entendue en sa séance du 13 mars 2007 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 5 avril 1993 ;

Vu la délibération du 28 septembre 2007 du comité syndical du Syndicat mixte du château de Valençay, propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation des communs, dépendances, cours et jardins du château de Valençay (Indre), présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la grande cohérence de l'ordonnance de cet ensemble qui complète de façon harmonieuse le château déjà classé, et compte tenu de la qualité intrinsèque des éléments qui le composent,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées au titre des monuments historiques certaines parties bâties, et toutes les parties non bâties du domaine de Valençay (Indre) situées au nord du château ainsi qu'aux abords immédiats de celui-ci, à savoir :

- les sols de la cour dite « des ronds » et de l'allée reliant celle-ci à l'entrée du domaine donnant sur la route de Blois,
- les façades et toitures des bâtiments de la ferme et du pavillon de gardien, des autres bâtiments de la basse-cour, à savoir la forge et le bâtiment d'habitation, et de la construction située en face du théâtre (de part et d'autre de l'allée et de la partie nord de la cour dite « des ronds »),
- en totalité : le pavillon dit « de l'horloge » et les écuries dites « espagnoles » y compris les cours, le pédiluve, l'abreuvoir dit « fontaine d'Apollon », et le bâtiment dit « la vènerie », le théâtre et ses dépendances ainsi que les deux corps de bâtiment des communs à usage de remise et orangerie (de part et d'autre de la partie sud de la cour dite « des ronds »),

- les sols des parcelles n^{os} 76, 79, 80, et 222, section E du cadastre sur lesquelles ces bâtiments sont implantés,
- l'avant-cour d'honneur et son jardin, entre la cour dite « des ronds » et le château,
- les fossés du château et tous les ponts qui les enjambent,
- la cour d'honneur, le jardin dit « de la duchesse », et les terrasses situées à l'est du château,
- tous les murs de clôture, portails, grilles, murs de soutènement, bassins et escaliers liés aux éléments mentionnés plus hauts.

Toutes ces parties du domaine figurent au cadastre section E, parcelles n^o 80, au lieu-dit « 2, rue de Blois », d'une contenance de 15a 40ca, n^{os} 75, 76, 77, 79, 222, au lieu-dit « Le château », d'une contenance respective de 1ha 53a 56ca, 60a 6ca, 1ha 59a 54ca, 11a 50ca, 24a 27ca, et appartenant au Syndicat mixte du château de Valençay, établissement public en la forme d'un syndicat mixte créé en application des articles L. 5721-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, constitué par arrêté préfectoral de M. le préfet de l'Indre n^o 2004-E-3667 en date du 7 décembre 2004, identifié au répertoire SIREN sous le n^o 253 609 929 et dont le siège social est situé à la mairie, 4, rue de Talleyrand, à Valençay (36600), représenté par M. Claude Doucet, président.

Le Syndicat mixte du château de Valençay en est propriétaire par acte authentique reçu le 1^{er} juillet 2005, par M. Claude Doucet, président du Syndicat mixte du château de Valençay, agissant au terme de l'article L. 1311-5 du Code général des collectivités territoriales, au siège dudit syndicat, comportant vente par l'Association départementale de gestion du château de Valençay et de développement de la culture, des arts et des loisirs au Syndicat mixte du château de Valençay, publié au bureau des hypothèques de Châteauroux (Indre) le 22 août 2005, volume 2005 P, n^o 6783.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue, en ce qui concerne les parties classées, à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 25 mars 1992 susvisé et complète l'arrêté de classement au titre des monuments historiques du 24 septembre 1975 également susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au Syndicat mixte du château de Valençay propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n^o 042 du 29 novembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques des vestiges archéologiques du clos de la Lombarde à Narbonne (Aude).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n^o 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n^o 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n^o 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 3 mai 2007 portant inscription au titre des monuments historiques des vestiges archéologiques du clos de la Lombarde de Narbonne (Aude) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 20 mars 2007 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 21 mai 2007 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par le conseil municipal de Narbonne, propriétaire, en date du 24 octobre 2007 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation des vestiges archéologiques du clos de la Lombarde de Narbonne (Aude) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison du caractère exceptionnel pour la connaissance de la vie quotidienne antique en Gaule du sud de cet ensemble urbain gallo-romain, dont le programme décoratif de peintures, pavements et sculptures est particulièrement riche et constitue une importante réserve archéologique du I^{er} au V^e siècle,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classés les vestiges archéologiques du clos de la Lombarde situés 28 et 28 bis, rue Chanzy à Narbonne (Aude) sur les parcelles n^{os} 353, 354, 355 et 356, d'une contenance respective de 87ca, 41ca, 20a 50ca et 65a 65ca, figurant au cadastre section AI et appartenant pour les parcelles n^{os} 353, 354, 355 à la commune de Narbonne enregistrée sous le n^o SIREN 211102629 ; celle-ci en est propriétaire :

- pour la parcelle n^o 353 par acte du 13 mars 1995 passé devant M^e Fourès notaire à Narbonne, publié au bureau des hypothèques de Narbonne, le 25 mars 1995, volume 95P20480 ;

- pour les parcelles n^{os} 354 et 355 par acte administratif du 20 février 1989, publié au bureau des hypothèques de Narbonne, le 20 février 1989, volume 11183, n^o 16 ;

et pour la parcelle n^o 356 à l'État ; celui-ci en est propriétaire par acte administratif du 20 décembre 1972, publié au bureau des hypothèques de Narbonne, le 22 décembre 1972, volume 4475, n^o 3.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 3 mai 2007 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n^o 043 du 10 décembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques du château de Guiche (Pyrénées-Atlantiques).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n^o 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n^o 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n^o 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 4 avril 1996 portant inscription au titre des monuments historiques, en totalité, des diverses parties composant le château de Guiche (Pyrénées-Atlantiques) à savoir : la forteresse et son sol, le bastion ouest, le fossé ainsi que le tronçon d'enceinte villageoise barrant ce dernier ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine entendue en sa séance du 4 mars 2004 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 13 septembre 2004 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par M. de Gramont, Antoine, propriétaire, en date du 21 mai 2007 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par M. et M^{me} Hayet, propriétaires, en date du 12 avril 2006 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du château de Guiche (Pyrénées-Atlantiques) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison du caractère exceptionnel de cette forteresse des XIII^e et XIV^e siècles lié à son authenticité et à certaines de ses dispositions rares et archaïsantes,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé au titre des monuments historiques en totalité le château de Guiche (Pyrénées-Atlantiques) à savoir :

- tous les bâtiments et vestiges de bâtiments de la forteresse avec le bastion ouest ;

- le sol des parcelles sur lesquelles ils sont situés ;

- le fossé avec son tronçon d'enceinte villageoise le barrant.

Les bâtiments et les vestiges de bâtiments, le bastion ouest, et leur sol d'implantation, correspondent aux parcelles n^{os} 7, 96, 97 et 98 d'une contenance respective de 5a, 88ca ; 17a, 04ca ; 44a, 86ca ; 7a, 44ca.

Le fossé et le tronçon d'enceinte villageoise sont situés au pied de la courtine est de la forteresse, entre le sentier dit « de la bourgade » et la voie communale n^o 9, domaine public non cadastré.

L'ensemble figure au cadastre de Guiche, section AA.

Les parcelles n^{os} 7, 96 et 97 appartiennent à M. de Gramont Antoine, né le 26 avril 1951 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), chef d'entreprise, demeurant au Pavillon de l'Écuyer à Bidache (Pyrénées-Atlantiques), époux de M^{me} Forget Catherine.

Celui-ci en est propriétaire par acte de succession passé le 19 mai 1982 devant M^e Patria notaire à Senlis (Oise) et publié au 1^{er} bureau des hypothèques de Bayonne, le 9 juin 1982, volume 3594, n° 3.

M. de Gramont et la communauté de communes du Pays de Bidache, ayant son siège à la mairie de Bidache (Pyrénées-Atlantiques - n° SIREN 246 401 541) et dont le président est M. Malou Robert, maire de Came (Pyrénées-Atlantiques), ont procédé à un acte contenant bail emphytéotique pour une durée de 36 ans les 24 et 27 octobre 2003 devant M^e Clerisse, notaire à Bayonne.

Cet acte a été publié au bureau des hypothèques de Bayonne le 13 janvier 2004, n° 2004 D 00442, volume 2004P, n° 269, attestation rectificative du 23 mars 2004, publiée au bureau des hypothèques de Bayonne le 26 mars 2004, 2004D, n° 4705, volume 2004P, n° 2860.

La parcelle n° 98 appartient conjointement à M. Hayet Hubert, né le 19 août 1937 à Guiche (Pyrénées-Atlantiques), retraité et à M^{me} Rouquier Huguette, son épouse, née le 9 décembre 1941 à Digne (Alpes-de-Haute-Provence), retraitée, demeurant ensemble Maison Tichené, lieu dit « la bourgade » à Guiche (Pyrénées-Atlantiques).

Ceux-ci en sont propriétaires par acte passé devant M^e Olivier, notaire à Draguignan (Var), le 18 août 1970 et publié au bureau des hypothèques de Bayonne le 1^{er} septembre 1970, volume 42, n° 5.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 4 avril 1996, susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, aux propriétaires, au président de la communauté de communes du Pays de Bidache, emphytéote et au maire de la commune, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Pour le directeur de l'architecture et du patrimoine :
La directrice adjointe,
Isabelle Maréchal

Arrêté n° 044 du 17 décembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques du bain rituel juif et de ses espaces annexes à Cavaillon (Vaucluse).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 17 avril 2007 portant inscription au titre des monuments historiques du bain rituel juif, de ses espaces souterrains annexes, de son escalier d'accès et du sol de la cour de l'ancienne maison Auguste à Cavaillon (Vaucluse) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 16 novembre 2006 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 19 novembre 2007 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par la Fondation Calvet d'Avignon, propriétaire, par délibération du conseil d'administration en date du 7 mars 2006 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du bain rituel juif de Cavaillon et de ses espaces annexes présente au point de vue de l'histoire un intérêt public en raison de la rareté de ce type d'équipement, témoin de la vie et des pratiques rituelles des communautés juives comtadines,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classés en totalité le bain rituel juif, ses espaces souterrains annexes, son escalier d'accès et le sol de la cour de l'ancienne maison Auguste, situés rue Hébraïque, à Cavaillon (Vaucluse), figurant au cadastre, section CK, sur la parcelle n° 1068, d'une contenance de 9a 11ca, et appartenant à la Fondation Calvet, établissement public communal, constituée par

règlement du Conseil d'État des 19 mars 1823, 26 août 1831 et 7 mars 1832 et par avis du Conseil d'État du 8 juillet 1925, ayant son siège social 63, rue Joseph-Vernet à Avignon (Vaucluse) et pour représentant responsable M^{me} Marie-Josée Roig, maire d'Avignon, présidente du conseil d'administration. Cette fondation en est propriétaire depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 17 avril 2007 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrête n° 045 du 21 décembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques du hangar à avions de l'aérodrome de Thise (Doubs).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 10 juillet 2006 portant inscription en totalité du hangar à avions de l'aérodrome de Thise (Doubs) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Franche-Comté en date du 16 juin 2000 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 21 juin 2007 ;

Vu la délibération du 31 mai 2007 du conseil municipal de la commune de Thise (Doubs), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du hangar à avions de l'aérodrome de Thise (Doubs) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de son authenticité et de sa rareté,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé le hangar à avions de l'aérodrome de Thise (Doubs), en totalité, situé sur la parcelle n° 635, d'une contenance de 15ha 06a 53ca, figurant au cadastre section D et appartenant à la commune de Thise (Doubs), n° SIREN 212.505.606.

La commune de Thise en est propriétaire, par un acte du 14 septembre 2007, passé devant le préfet de Franche-Comté, et publié au bureau des hypothèques de Besançon (1^{er} bureau) (Doubs), le 14 septembre 2007, volume 2007P, n° 6569.

Étant précisé que l'union sportive de l'aéro-club du Doubs - Aéro-club de Besançon-Thise - Route de l'Aérodrome - 25220 Thise est affectataire. Elle est représentée par M. Frédéric Bulle, président, demeurant 102C, rue des Cras, 25000 Besançon.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 10 juillet 2006 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune propriétaire, et à l'affectataire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° 046 du 27 décembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques du château de Droué, à Droué (Loir-et-Cher).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 13 septembre 2004 portant inscription des façades et toitures du château, des décors peints du ^{xvii}^e siècle des offices dans les sous-sols, des décors du ^{xix}^e siècle des pièces de réceptions du rez-de-chaussée (salle à manger, grand salon, salle de billard et bibliothèque), de l'emprise du château y compris les anciens fossés du château médiéval et des façades et toitures des communs (grange, pavillon du ^{xvii}^e siècle, pigeonnier, poulailler, chenil, petite longue, écuries, grande longue) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 18 mai 2004 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 18 juin 2007 ;

Vu la lettre d'adhésion au classement donnée de M. et M^{me} Jacques Piedoüe d'Heritot, en date du 27 février 2007 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;
Considérant que la conservation du château de Droué, à Droué (Loir-et-Cher), présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de son exemplarité en tant qu'architecture de transition entre le ^{xvi}^e et le ^{xvii}^e siècles et pour les décors historicistes de grande qualité exécutés au ^{xix}^e siècle qu'il renferme,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé en totalité parmi les monuments historiques le château de Droué, à Droué (Loir-et-Cher) situé sur la parcelle n° 77, d'une contenance de 10ha 88a et 63ca, figurant au cadastre de la commune de Droué (Loir-et-Cher) section AD.

Le bien immobilier appartient en indivision à M. Jacques, Marie, Piedoüe d'Heritot, né le 10 décembre 1945 à Poitiers (Vienne) et à son épouse Bénédicte, Josèphe, Canonnettes de Canecaude, née le 6 décembre 1959 à Paris (x^e arrondissement), demeurant ensemble 36, avenue Villeneuve-L'Étang à Versailles (Yvelines), par acte passé devant M^e Legris, notaire à Patay (Loiret), le 25 juillet 2002, publié au bureau des hypothèques de Vendôme (Loir-et-Cher), le 19 août 2002, volume 2002P, n° 2400.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue en ce qui concerne le château proprement dit à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 13 septembre 2004 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié, au préfet du département de Loir-et-Cher, au maire de la commune de Droué (Loir-et-Cher) et aux propriétaires, qui seront responsables,

chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Pour le directeur de l'architecture et du patrimoine :
La directrice adjointe,
Isabelle Maréchal

DÉLÉGATION AU DÉVELOPPEMENT ET AUX AFFAIRES INTERNATIONALES

Directive nationale d'orientation n° 2007/021 du 2 novembre 2007 pour 2008.

La secrétaire générale

à

M^{mes} et MM les directeurs régionaux des affaires culturelles

s/c de M^{me} et MM. les préfets de région

Objet : Notification de la directive nationale d'orientation 2008 et de la circulaire de préparation des BOP.

Je vous diffuse la notification de la directive nationale d'orientation 2008 ainsi que la circulaire de préparation des BOP.

Ces deux documents officiels formalisent les directives ou les indications qui vous ont déjà été communiquées et sur la base desquels vous avez bâti vos BOP pour 2008.

La secrétaire générale,
Christine Le Bihan-Graf

Annexe 1 : Circulaire de préparation des BOP

Le directeur du Cabinet

à

Madame et messieurs les préfets de région

Objet : Préparation des BOP 2008 des directions régionales des affaires culturelles.

PJ : Directive nationale d'orientation 2008 et circulaire de préparation des BOP.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, la directive nationale d'orientation pour 2008 permettant d'orienter les travaux de préparation de la programmation budgétaire des directions régionales des affaires culturelles, accompagnée d'une circulaire de préparation des BOP.

Le budget 2008 prend en compte l'objectif de maîtrise des dépenses publiques affiché par le gouvernement

et les priorités contenues dans la lettre de mission de la ministre de la Culture et de la Communication.

Les dotations des directions régionales des affaires culturelles incluent la réserve de précaution et sont calculées pour permettre en investissement la couverture des opérations FEDER et des engagements antérieurs dont le paiement est exigible à court terme. Cet effort de couverture des engagements antérieurs s'accompagne d'un resserrement des autorisations d'engagement qui seront réservées aux opérations considérées comme prioritaires figurant parmi celles inscrites dans les CPER 2007-2013. Il conviendra donc d'étaler les engagements et les paiements sur la durée de ces contrats. La participation de l'État devra être fixée en valeur absolue (euros courants) et non en pourcentage.

L'exercice de programmation des BOP 2008 sera donc un exercice très contraint en DRAC. Ceux-ci devront reprendre les priorités de la ministre et les orientations stratégiques des programmes, déclinées et adaptées au contexte de la région.

Je vous remercie d'apporter votre soutien aux directeurs régionaux des affaires culturelles dans le nécessaire dialogue avec les collectivités territoriales.

Il va de soi que, dans toute la mesure du possible, les services du ministère seront attentifs, dans le cadre d'une éventuelle levée de la réserve de précaution au cours de l'exécution 2008, au traitement des principales difficultés que vous pouvez rencontrer.

Le directeur du Cabinet,
Jean-François Hébert

Annexe 2 : Directive nationale d'orientation

Le directeur du Cabinet

à

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles
sous couvert de madame et messieurs les préfets de région

Objet : Directive nationale d'orientation pour 2008.

PJ : Trois annexes relatives aux principales orientations des programmes

Le budget 2008 prend en compte l'objectif de maîtrise des dépenses affiché par le Gouvernement. Pour ce faire, un travail d'analyse des dispositifs d'intervention du ministère a été entrepris et ce travail sera poursuivi dans les prochains mois dans le cadre de la révision générale des politiques publiques. Votre

programmation budgétaire et vos politiques d'intervention devront faire l'objet du même exercice.

Sur la base des priorités définies ci-dessous, vous me proposerez une déclinaison territoriale des missions du ministère en 2008, prenant en compte le contexte de votre région.

Les projets que vous conduirez devront être porteurs des orientations figurant dans la lettre de mission de la ministre, et en particulier les trois grandes priorités suivantes.

1. La rencontre des publics avec la création et le patrimoine

Celle-ci doit être au cœur de la diffusion des créations artistiques, par l'encouragement des initiatives de médiation, d'apprentissage et d'éducation artistique et culturelle, pour tous les âges et prioritairement dans les territoires et auprès des publics éloignés de la culture.

Pour le patrimoine comme pour le spectacle vivant, votre action de conseil et de soutien doit prioritairement encourager et susciter la recherche permanente des publics, la mise en réseau des offres en région, les échanges de bonnes pratiques et la professionnalisation des services aux publics, sans oublier la diffusion numérique et dématérialisée des œuvres et des patrimoines qui doit pouvoir constituer une première voie d'accès pour des publics éloignés.

2. L'éducation artistique et culturelle

L'éducation artistique et culturelle est un axe stratégique de la mission de démocratisation culturelle. Le plan d'action, établi conjointement par le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère de l'Éducation nationale, comporte cinq objectifs sur lesquels je vous demande de travailler en lien avec les services de l'Éducation nationale :

- développer à l'école l'accompagnement à l'histoire des arts et à la dimension culturelle de tous les enseignements ;
- permettre à tous les élèves l'exercice d'une pratique artistique ;
- renforcer le contact des élèves et de leurs enseignants avec les artistes et les professionnels de la culture ;
- participer à la formation initiale et continue des enseignants ;
- développer le partenariat entre les établissements scolaires et les établissements d'enseignement spécialisés d'une part, et rapprocher les IUFM et les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de la culture, d'autre part.

3. La hiérarchisation des priorités et la cohérence dans les interventions du ministère

Je vous demande de poursuivre la généralisation des démarches de contractualisation, fondée sur la clarification des objectifs, l'optimisation des moyens publics et les principes d'une évaluation partagée. Ces démarches doivent désormais structurer les interventions du ministère.

Par le pilotage actif du pôle culture, vous coordonnerez les interventions du ministère en région et valoriserez les actions conduites, qu'elles passent par vos budgets (DRAC et SDAP), par celui des établissements, des SCN ou des actions pilotées par les services centraux, via notamment des appels à projets.

Dans le budget 2008, une nouvelle répartition de certaines interventions est envisagée entre les directions régionales, les directions centrales et les opérateurs présents en région, notamment le CMN et le CNC.

Je souligne la nécessité d'articuler votre programmation avec les orientations stratégiques nationales et régionales en cohérence avec les priorités de la ministre, à travers le renouvellement progressif des contenus et des conditions de partenariats avec les collectivités locales et les acteurs culturels, que nous devons accompagner dans cette transformation.

Dans le détail, vos budgets reposeront sur la déclinaison territoriale et opérationnelle des orientations stratégiques des programmes¹. Vous trouverez en annexe les indications des responsables de programme en ce qui concerne les actions du ministère en région. Ces éléments vous sont transmis pour vous aider à construire votre programmation ; il vous revient de les appliquer avec discernement en les adaptant au contexte régional en tant que de besoin.

Les responsables de programme ont affecté les crédits d'investissement à l'apurement des opérations FEDER et à la prise en compte des engagements antérieurs du ministère exigibles à court terme. C'est la priorité de vos budgets d'investissement pour 2008.

Cet effort de couverture des engagements antérieurs s'accompagne d'un resserrement des autorisations d'engagement. L'harmonisation entre le niveau des crédits de paiement et celui des autorisations d'engagement permettra à moyen terme de retrouver les marges de manœuvre nécessaires au lancement d'opérations nouvelles dans le respect des normes de

soutenabilité budgétaire de l'ensemble des budgets opérationnels en région.

Je souhaite que les autorisations d'engagement soient réservées aux opérations considérées comme prioritaires figurant parmi celles inscrites dans les CPER 2007-2013. Je vous invite à poursuivre une stratégie d'étalement des engagements et des paiements sur la durée du CPER. La participation de l'État devra être fixée en valeur absolue (euros courants) et non en pourcentage.

Un dialogue de gestion régulier entre les responsables de programme et les directions régionales ainsi que votre participation directe, dès la fin de cette année, à la préparation du budget 2009 et à la programmation pluriannuelle seront organisés.

Plus généralement, je vous demande d'engager des réflexions stratégiques partagées et des actions concertées en lien avec les autres pôles, pour renforcer la cohérence de l'État dans le développement de la démocratisation culturelle, de l'éducation artistique et culturelle et dans la recherche de mutualisation de certaines dépenses et de financements innovants.

Les possibilités du partenariat public-privé seront également favorisées, notamment en ce qui concerne le patrimoine, et vous devrez inciter les collectivités territoriales à y recourir pour les équipements culturels. Vous favoriserez les actions fondées sur les lois d'incitation au mécénat de 2002 et de 2003.

Les prochains mois seront l'occasion d'organiser quelques temps forts autour des 30 ans de la déconcentration, premières annonces des manifestations du cinquantenaire du ministère en 2009.

Le ministère doit valoriser la formidable réussite du développement culturel dans notre pays qui sert de référence au niveau européen notamment. Je considère que les directions régionales doivent être fières des résultats de leurs actions et notamment d'avoir incité et favorisé l'engagement des collectivités locales et des acteurs culturels.

Il revient désormais au ministère d'engager une nouvelle étape dans un paysage transformé par le partenariat entre collectivités publiques en faveur de la culture.

Le chantier de renouvellement des politiques d'intervention et de leurs modalités est devant nous. Je sais que je peux compter sur votre implication et je vous remercie d'y participer activement.

Le directeur du Cabinet,
Jean-François Hébert

¹ Documents des PAP 2008 disponibles sur le site du ministère des finances et sur Sémaphore

Annexe 3 : Principales orientations des programmes

Annexe A : Programme 175 - Patrimoine

La dotation 2008 laisse une large part à l'investissement qui représente plus de 80 % des crédits délégués.

Dans le domaine des monuments historiques, il importe de noter la re-budgétisation de la taxe attribuée en 2007 au CNIN d'un montant de 70 millions d'euros. Seuls les monuments nationaux seront en 2008 sous maîtrise d'ouvrage du CMN. Une information détaillée vous sera transmise prochainement sur les conséquences du dispositif de maîtrise d'ouvrage de l'État en 2008.

Le principe de la restitution de la maîtrise d'ouvrage au propriétaire établi par le décret du 8 septembre 2005 doit être pleinement pris en considération. Il vous est toutefois demandé d'achever les opérations en cours ou engagées pour lesquelles l'État a perçu des fonds de concours.

Les crédits de fonctionnement vous permettront de poursuivre la politique d'intervention dans les secteurs patrimoniaux. Les actions et les structures que vous soutenez devraient pouvoir conserver une aide comparable aux années précédentes.

Vous mettrez l'accent sur le soutien à l'emploi (scientifique et de médiation), et sur le développement des actions d'éducation artistique et culturelle. L'objectif est de toucher un nombre toujours croissant de jeunes d'âge scolaire, notamment dans les zones sensibles, urbaines ou rurales, grâce à des actions d'initiation de grande qualité.

Dans le cadre de l'application de la loi du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, et tout particulièrement en raison des implications de l'article 12 (inventaire et récolement), vous développerez et soutiendrez des opérations contribuant à la connaissance scientifique et administrative, matérielle et sanitaire des collections.

Il vous est demandé par ailleurs de privilégier les actions favorisant la constitution de réseaux géographiques, scientifiques ou culturels entre les institutions patrimoniales.

La promotion de la qualité architecturale et urbaine doit constituer un axe fort de la rencontre avec le public, conformément aux orientations fixées par le président de la République dans son discours sur l'architecture du 17 septembre 2007, au palais de Chaillot.

Annexe B : Programme 131 - Création

Dans un contexte budgétaire particulièrement difficile, les éléments indicatifs qui sont proposés devraient permettre de conduire la programmation budgétaire le mieux possible.

Action 1 Spectacle vivant

Dans le domaine du spectacle vivant, la délégation de crédits qui vous est proposée a été construite pour vous donner autant que possible les moyens de construire un budget opérationnel de programme soutenable, qui puisse être exécuté dès le début de l'année 2008. Cela devrait permettre notamment de réduire les agios et les frais bancaires des institutions ou des équipes artistiques dont vous appuyez le fonctionnement, en versant leurs subventions dès l'ouverture de la gestion.

Dans le domaine de l'investissement, l'enveloppe de crédits de paiements mise à votre disposition vise en priorité à réduire la dette, en prenant d'abord en compte les engagements FEDER à solder d'ici la fin 2008. Une deuxième délégation pourra intervenir en cas de levée de la mise en réserve pour poursuivre le mouvement de désendettement ainsi engagé.

Les autorisations d'engagement sont calibrées au plus juste pour cette première délégation, afin de pouvoir poursuivre les opérations engagées et lancer celles qui sont les plus prioritaires au sein des nouveaux contrats de plan 2007-2013. En cas de levée de la mise en réserve, une délégation ultérieure pourra intervenir au vu des opérations que vous signalerez par ordre de priorité en conférences budgétaires et en cours de gestion.

Pour ce qui concerne les crédits de fonctionnement, leur stabilité impose une particulière rigueur dans la gestion 2008, compte tenu des besoins de mesures nouvelles à financer. C'est le sens de l'économie générale appliquée sur la dotation de fonctionnement dont vous disposerez en 2008.

Par ailleurs, des redéploiements ciblés et des mesures nouvelles vous sont proposés.

Dans le domaine de la musique, une remise à plat des financements que l'État apporte aux réseaux des opéras et des orchestres en région est amorcée. C'est à la lumière de critères combinant l'équilibre national et régional, le dynamisme des structures, la stabilisation de l'emploi, la rigueur de gestion des structures concernées, le rayonnement national et international, les engagements pris par l'État et son poids relatif

dans le financement, que des redéploiements et des mesures nouvelles sont proposés.

En matière de diffusion-pluridisciplinaire du spectacle vivant, l'ensemble des scènes nationales constitue une armature essentielle sur le territoire, en particulier pour des villes et agglomérations de 50 à 100 000 habitants. Leurs 70 théâtres offrent souvent le seul espace de référence permanent en termes d'accueil de l'actualité de la création contemporaine et ils sont des relais majeurs d'action culturelle et artistique afin de constituer, former et élargir les publics du spectacle vivant.

C'est pourquoi les moyens affectés à ce réseau sont globalement préservés. Cependant, il est souhaité que ceux-ci soient plus équitablement répartis au sein de ce réseau, au profit des artistes et du public, autour d'un socle commun de missions, dans le souci d'une réelle pluridisciplinarité. Dès 2008, un premier rééquilibrage au sein de ce réseau est donc proposé.

Le soutien aux centres dramatiques nationaux participe de l'effort important que l'État consent pour développer la création dramatique dans notre pays. Le nécessaire souci de rigueur, combiné à la montée inévitable des moyens de fonctionnement de certaines de ces institutions impose donc un effort particulier dans la gestion de ces institutions. La plupart d'entre elles, à l'exception de celles qui doivent recevoir des moyens nouveaux pour des raisons objectives, connaissent donc un gel de leurs moyens de fonctionnement de 3 %, qui ne pourra leur être restitué qu'en cas de levée de la mise en réserve de crédits qui vous est notifiée.

Dans le domaine du cirque et des arts de la rue, un nombre important de déconcentrations sont mises en œuvre, tirant le bilan des efforts importants menés pour le développement de ce secteur ces dernières années. Il vous est demandé de veiller à ce que les équipes dont le soutien vous est ainsi transféré bénéficient en 2008 des crédits qui vous sont déconcentrés.

Dans le domaine de la danse, les moyens des CCN et le réseau de partage qu'ils constituent sont préservés. La DMDTS travaillera avec vous en 2008 sur l'évaluation du dispositif des scènes conventionnées pour la danse, sur la mise en œuvre des centres de développement chorégraphique et de l'accueil studio qu'ils développent, et, plus généralement, sur l'évaluation nationale des outils de répétition et de création.

Des mesures nouvelles sont mises en place pour soutenir le réseau des SMAC, toujours prioritaire, ainsi que certaines lieux et scènes conventionnées dont

l'effort d'aide à la création ou à la diffusion, dans le domaine des publics ou du soutien d'une discipline artistique particulière, doit être encouragé.

La poursuite du mouvement de contractualisation engagé avec l'ensemble des réseaux institutionnels constitue une priorité rappelée par la ministre en présentant le budget du ministère pour 2008. Vous vous attacherez particulièrement à la stabilisation de l'emploi, à la qualité du travail de production, d'accueil et de résidence des équipes artistiques, à l'effort de développement qualitatif et quantitatif de la diffusion.

Vous veillerez à la rapidité et à la régularité des remontées d'informations sur la gestion et les publics des institutions que vous suivez, en relation avec les délégations et le secrétariat général (mission des réseaux pluridisciplinaires et bureau de l'observation du spectacle vivant). Les délais doivent être réduits, notamment pour renseigner les indicateurs de performance communiqués au parlement. Vous pourrez si vous le souhaitez conditionner le versement d'une partie de la subvention à la communication de ces données.

Vous m'informerez régulièrement des conséquences de l'ensemble des économies à mettre en œuvre et des redéploiements qui vous sont proposés ainsi que des éventuelles difficultés que vous pourrez rencontrer pour les réaliser, en veillant particulièrement à évaluer l'impact du calibrage des enveloppes qui vous sont proposées sur les équipes artistiques et les festivals.

Action 2 Arts plastiques

Dans le domaine des arts plastiques, la priorité se porte sur la poursuite de la mise en cohérence interne des réseaux des FRAC et centres d'art. Vous porterez une attention particulière à la rigueur de la gestion des moyens de fonctionnement de ces institutions afin que celles-ci puissent, en particulier, préserver leurs moyens d'acquisition et les actions de diffusion menées en direction des publics. Vous soutiendrez principalement les institutions qui, en partenariat avec les collectivités territoriales, structurent la politique des arts plastiques en région : les FRAC, notamment ceux de seconde génération, et les centres d'art ou pôles de référence en arts plastiques. Cette politique de consolidation des partenariats est à mener dans les domaines de la constitution et de la conservation des fonds d'art contemporain, de leur diffusion, de la médiation et de l'éducation artistique.

Les crédits finançant les projets de commande publique en région feront l'objet, comme en 2007, de délégations en cours d'année en fonction des projets approuvés par la Commission nationale de la commande publique.

En investissement, l'effort est porté principalement sur les grands équipements dont l'aménagement s'achèvera en 2008 en partenariat avec les collectivités territoriales.

Les conférences budgétaires permettront d'examiner, en particulier, les efforts d'amélioration du suivi de la gestion des structures d'art contemporain en région et les perspectives de conventionnement en partenariat avec les collectivités territoriales qui donneront plus de lisibilité et de visibilité à la politique de l'État en région dans le domaine des arts plastiques.

Action 3 Livre

La stabilité des crédits à l'action 3 doit vous permettre de poursuivre la promotion du livre menée au sein des structures régionales pour le livre soutenues en partenariat avec les collectivités territoriales, ainsi que de conforter les aides apportées au fonctionnement des médiathèques de proximité et de participer aux actions de développement de la lecture portées par des bibliothèques et des manifestations littéraires.

Les dotations de crédits de paiement prévues en investissement permettront d'apurer la dette sur les opérations de construction et d'équipement de médiathèques de proximité.

Je vous rappelle qu'aucune dotation de crédits déconcentrés n'est disponible sur cette action pour les demandes en investissement, qui ont vocation à être financées par la nouvelle 1^{re} part du concours particulier de la DGD. Il vous appartiendra en conséquence de redéfinir le calendrier et les tranches des opérations d'investissement prioritaires dans votre région.

Action 4 Industries culturelles

Livre

Dans le domaine de l'économie du livre, les crédits prévus s'inscrivent dans les nouvelles orientations de la politique du livre, qui découlent notamment des mesures proposées dans le cadre du rapport Livre 2010. Le soutien à la librairie indépendante, et au premier chef le maintien et le développement d'emplois qualifiés dans ces structures, dans la perspective de leur labellisation, est particulièrement prioritaire.

Les conférences budgétaires permettront éventuellement d'examiner l'articulation des aides centrales et déconcentrées avec les soutiens spécifiques qui peuvent être apportés par le Centre national du livre, afin d'éviter les éventuels doublons pour les manifestations littéraires d'intérêt national et international. Vous fournirez une liste (ou un fichier exporté d'Arpège) des manifestations de ce type que vous soutenez, en précisant les objets subventionnés.

Cinéma

La notification définitive de crédits interviendra immédiatement après les conférences budgétaires.

Dans le domaine du cinéma, le Centre national du cinéma prendra désormais directement en charge le soutien aux manifestations cinématographiques d'intérêt national et international. Vous en établirez la liste (ou un export Arpège) qui sera examinée en conférence budgétaire.

Cette clarification des sources de financement ne laissera à votre charge que celui des manifestations de promotion du cinéma d'intérêt strictement régional et l'accompagnement éventuel d'actions de médiation, en relation avec les crédits du programme 224.

Vous communiquerez également une liste (ou un export Arpège) des conventions pluriannuelles d'objectifs signées dans le domaine du cinéma avec les collectivités, détaillant les principaux axes d'intervention financière de l'État et leurs montants.

Vous construirez donc votre BOP hors crédits cinéma, ceux-ci seront délégués ultérieurement après les conférences budgétaires.

Annexe C : Programme 224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture

Dans le champ territorial, la priorité sera le renforcement des actions que vous menez pour développer l'éducation artistique et culturelle.

Conformément à la politique gouvernementale de soutien à l'enseignement supérieur, la seconde priorité sera **l'enseignement supérieur Culture** dont on commence à mesurer la réussite en matière d'insertion. Vous veillerez à maintenir les subventions de fonctionnement des écoles territoriales d'art ainsi que celles des structures de formation du spectacle vivant ; vous soutiendrez leurs efforts de mise en réseau.

La troisième priorité sera le soutien aux structures intervenant dans le cadre **d'actions en faveur des publics spécifiques** tout particulièrement celles concernant les personnes en situation de handicap, sous main de justice, hospitalisées, ou éloignées de l'offre culturelle pour des raisons sociales ou géographiques.

Dans un budget contraint, il vous incombera de faire les arbitrages nécessaires pour respecter ces priorités, en fonction du contexte de coopération avec les collectivités territoriales qui participent aux efforts pour l'éducation artistique et culturelle, en privilégiant les zones urbaines et rurales sensibles.

Vous diminuerez notamment les crédits dédiés à l'observation culturelle et ne prendrez pas d'engagements nouveaux dans le cadre de la coopération internationale, à l'exception des régions transfrontalières.

Par ailleurs, la poursuite de l'effort d'optimisation des moyens de fonctionnement de votre service est une nécessité. Je vous encourage à conduire une démarche de projet de service pour mieux articuler les actions des services départementaux de l'architecture et du patrimoine et celles de la DRAC, en développant la mutualisation de certaines fonctions de gestion.

Le champ de l'évaluation de nos actions, *via* le développement du contrôle de gestion, doit être encouragé.

CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

Décision du 5 novembre 2007 habilitant certains agents du Centre national de la cinématographie conformément à l'article 48 du Code de l'industrie cinématographique.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,

Vu le Code de l'industrie cinématographique, notamment ses articles 47 à 49,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont habilités, conformément à l'article 48 du Code de l'industrie cinématographique, les agents du Centre national de la cinématographie ci-après désignés :

Xavier Albertella ;
Audrey Azoulay ;
Jean-Yves Billot ;
Richard Bitsch ;
Raphaël Ceriez ;
Chantal Couturier ;
Maurice Demichy ;
Stanimir Dobrev ;
Pierre Eynard ;
Gaspard Gantzer ;
Philippe Gautier ;
Valérie Goyard ;
Joëlle Guittet ;

Thierry Hébert ;
Fabienne Honnoré ;
Charlotte Huteaux ;
Olivier Lindois ;
Monique Ménager ;
Régis Orbillot ;
Josiane Panciatici ;
Philippe Poudensan ;
Dominique Renaud ;
Yves Rialland ;
Jean-Louis Tremblay ;
Laurent Vennier ;
Édith Rodier.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet du Centre national de la cinématographie.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,
Véronique Cayla

Décision du 30 novembre 2007 portant habilitation de certains agents du Centre national de la cinématographie conformément à l'article 14 du décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du Code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'industrie cinématographique, notamment ses articles 19 à 22 ;

Vu le décret n° 90-174 du 23 février 1990 modifié pris pour l'application des articles 19 à 22 du Code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques, notamment ses articles 11 et 14,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont habilités, conformément à l'article 14 du décret du 23 février 1990 susvisé, à effectuer tout contrôle conformément à l'article 11 du même décret, les agents du Centre national de la cinématographie ci-après désignés :

M. Xavier Albertella ;
M. Jean-Yves Billot ;
M. Richard Bitsch ;
M. Maurice Demichy ;
M. Stanimir Dobrev ;

M. Pierre Eynard ;
 M. Philippe Gautier ;
 M^{me} Joëlle Guittet ;
 M. Thierry Hébert ;
 M^{me} Fabienne Honnoré ;
 M. Olivier Lindois ;
 M. Régis Orbillot ;
 M^{me} Josiane Panciatici ;
 M. Dominique Renaud ;
 M. Yves Rialland ;
 M. Jean-Louis Tremblay.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
 Christine Albanel

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

Décision n° 1303-2007-DAF3 du 12 novembre 2007 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,
 Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;
 Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;
 Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;
 Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;
 Vu la décision n° 06-2007/DAF1 du 28 juin 2007 portant délégation de signature de la direction administrative et financière ;
 Vu la nomination de M. Mathey Lucien, responsable du bureau du budget et des études,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 6 de la décision portant délégation de signature de la direction administrative et financière est complété comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Casset, délégation de signature est donnée à :

6.3 - M. Mathey Lucien, responsable du bureau du budget et des études, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'études ;
- les engagements comptables ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

pour ce qui concerne les crédits gérés directement par le département budgétaire et financier ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des Bâtiments de France chargé de la gestion de monuments, les documents et actes suivants :

- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'études ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les états des frais dans le cadre des réceptions et des ordres de mission. »

Art. 2. - Les autres articles de la décision portant délégation de signature de la direction administrative et financière demeurent inchangés.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
 Christophe Vallet

Décision n° 247-2007 du 19 novembre 2007 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 22 mai 2002 portant nomination de M^{me} Sylvie Clavel, administratrice de la Conciergerie ;

Vu la décision n° ng/abf et adm 3-2004 du 15 mai 2004 modifiée portant délégation de signature à M^{me} Sylvie Clavel, administratrice de la Conciergerie ;

Vu le budget de l'exposition *Terre natale* qui sera présentée à la Conciergerie du 16 novembre 2007 au 9 mars 2008,

Décide :

Art. 1^{er}. - Dans le cadre de l'opération susvisée, délégation de signature est donnée à M^{me} Sylvie Clavel, administratrice de la Conciergerie, à l'effet de signer les engagements juridiques en dépense dans le cadre du budget susvisé.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Annexe**Conciergerie - Exposition «Terre natale» - 16 novembre 2007 - 9 mars 2008**

Poste	HT	TTC
construction		
transport et montage cimaises	9 100,00	10 883,60
remise en état et peinture	12 000,00	14 352,00
démontage et transport retour	5 000,00	5 980,00
éléments scéno complémentaires	4 000,00	4 784,00
total	30 100,00	35 999,60
commissariat scientifique	10 000,00	11 960,00
présentation des œuvres		
éclairage, achat, montage, démontage	3 850,00	4 604,60
conception et production graphiques	2 800,00	2 954,00
cartels, cartes, tirages photographiques	800,00	956,80
droits textes, cartes intro	1 450,00	1 734,20
total	8 900,00	10 249,60
régie des œuvres		
accrochage et décrochage	2 150,00	2 571,40
transport œuvres	19 000,00	22 724,00
fabrication caisses transport	1 300,00	1 554,80
assurance	150,00	150,00
surveillance	14 000,00	14 000,00
total	36 600,00	41 000,20
communication		
supports de communication, affichage, inauguration	17 000,00	20 332,00
attachée de presse	6 500,00	6 500,00
total	23 500,00	26 832,00
divers	2 139,30	2 558,60
TOTAL	111 239,30	128 600,00

Daniel Bécard, adjoint au contrôleur financier

Visa n° 93

Le 4 juin 2007

Décision n° IDF/2007 du 4 décembre 2007 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision n° 1401/04/993 du 28 septembre 2004 modifiée portant désignation des ordonnateurs délégués,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée aux administrateurs et administrateur adjoint, dont la liste est annexée à la présente décision, chargés par l'établissement de l'administration du chantier pilote de déconcentration concernant les monuments d'Île-de-France, à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions en application des articles 7 à 11 de la décision du 28 septembre 2004 modifiée, en qualité d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656) et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 45 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'étude,
- les actes de liquidation, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires,
- les ordres de mission en France métropolitaine, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels,
- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

Art. 2. - Le directeur, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui

sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Annexe

Titre	Nom	Prénom
Monsieur	Monnet	Pascal
Monsieur	Bonnevialle	Gilles
Monsieur	Charpentier	Jean-Louis
Madame	Boucher	Chantal
Madame	Maillé	Jacqueline

Décision n° 1303-2007-PACA1 du 7 décembre 2007 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant Code des marchés publics, et notamment son article 20 ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 5 janvier 2004 portant désignation du coordonnateur administratif et financier ;

Vu la délibération du conseil d'administration n° 11 du 27 avril 2004 ;

Vu la délégation de signature n° 1303-2005-PACA1 du 1^{er} janvier 2006,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 2 de la délégation de signature susvisée est modifié comme suit :

« 2.1 En cas d'absence ou d'empêchement d'Anne Matheron, au titre de ses fonctions de coordinatrice administrative et financière, délégation de signature est donnée à Valérie Caron, en qualité d'ordonnateur et de personne responsable des marchés des monuments énumérés en A/ de l'annexe jointe, à l'effet de signer les actes énumérés à l'article 1-1 de la présente décision aux limites ainsi fixées et à l'exclusion des engagements juridiques en dépense dont le montant unitaire est supérieur à 15 000 euros HT.

2.2 En cas d'absence ou d'empêchement de Valérie Caron, délégation de signature est donnée à Stéphanie Da Rocha, en qualité d'ordonnateur et de personne responsable des marchés des monuments énumérés en A/ de l'annexe jointe, à l'effet de signer les actes énumérés à l'article 1-1 de la présente décision aux limites ainsi fixées et à l'exclusion des engagements juridiques en dépense dont le montant unitaire est supérieur à 15 000 euros HT. »

Art. 2. - Les autres articles de la décision susvisée portant délégation de signature demeurent inchangés.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

MUSÉE DU LOUVRE

Décision n° DFJ/2007/16 du 21 décembre 2007 portant délégation de signature.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant nouveau Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJ/2007/03 portant délégation de signature,

Décide :

Titre I : Direction du musée du Louvre

Art. 1^{er}. - Délégation permanente est donnée à M. Didier Selles, administrateur général à l'effet de signer au nom du président-directeur :

- tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées à l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé, à l'exception des points 3, 8 ;

- tous actes définis en application des dispositions du décret n° 2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés.

Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Didier Selles, à M. Brice Mathieu, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;

- la certification du service fait et des pièces justificatives ;

- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;

- tous ordres de reversement ;

- tous documents comptables en dépense ;

- les certificats administratifs ;

- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Selles, délégation est donnée à M. Hervé Barbaret, administrateur général adjoint en charge des grands projets, à l'effet de signer au nom du président-directeur :

- tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4, 5, 6, et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé et pour le point 9 à l'exception des compétences relevant du choix de l'attributaire, de la signature et de la notification du marché lorsque le montant de l'acte d'achat excède 90 000 euros HT et pour les directions, services et délégations sur lesquels il a autorité ;

- en cas d'absence ou d'empêchement du président-directeur et de M. Didier Selles, tous actes et décisions afférents aux attributions du président-directeur de l'établissement énumérées à l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé à l'exception des points 3 et 8.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de M. Didier Selles et de M. Hervé Barbaret, délégation est donnée à M^{me} Catherine Sueur,

administratrice générale adjointe en charge du développement culturel, à l'effet de signer au nom du président-directeur, tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4, 5, 6, et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé et pour le point 9 à l'exception des compétences relevant du choix de l'attributaire, de la signature et de la notification du marché lorsque le montant de l'acte d'achat excède 90 000 euros HT.

Titre II : Direction des ressources humaines et du développement social

Art. 4. - Délégation est donnée à M^{me} Carole Étienne-Boisseau, directrice des ressources humaines et du développement social, à l'effet de signer, au nom du président-directeur tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 6, 7 et 11 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé et tous actes définis en application des dispositions du décret n° 2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés, et dans la limite des attributions de la direction des ressources humaines et du développement social :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement et titres de recette ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M. Jean-Marc Irollo, directeur adjoint de la direction des ressources humaines et du développement social.

Art. 5. - Délégation est donnée à M^{me} Valérie Pétillon-Boisselier, chef du service de la gestion du personnel à l'effet de signer, tous actes, décisions et documents mentionnés à l'article 4, dans la limite des attributions de la direction des ressources humaines et du développement social.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Valérie Pétillon-Boisselier, délégation est donnée à compter du 7 janvier 2008 à M^{me} Séverine Le Feunteun adjointe à la chef du service de la gestion du personnel.

Art. 6. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, à M^{me} Hélène Mahé, chef du service de la formation et de la gestion prévisionnelle des emplois et des carrières, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des attributions de la direction des ressources humaines et du développement social :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 7. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, à M^{me} Farida Laidaoui, chef du service intérieur, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des attributions de la direction des ressources humaines et du développement social :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 8. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, au D^r Françoise Moreau, chef du service médical, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 9. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, à M^{me} Fabienne Desroches, chef du service recrutement et mobilité, à l'effet de signer les conventions de stage, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 10. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, à M. Luc Wagner, chef du service effectif et budget, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

Art. 11. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, à M^{me} Brigitte Castan, chef du service social, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes de liquidation et de mandatement des dépenses ;
- tous documents comptables en dépenses et en recettes ;
- tous ordres de versement et titres de recettes ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Titre III : Direction du développement culturel

Art. 12. - Délégation de signature est donnée à M. Christophe Monin, directeur par intérim du développement culturel, à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction du développement culturel :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs ;
- les autorisations de tournage.

Art. 13. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Monin délégation est donnée à M^{me} Juliette Armand, directrice adjointe du développement culturel en charge des expositions à l'effet de signer tous actes, décisions ou documents mentionnés à l'article 12 ci-dessus, dans la limite des attributions de la direction du développement culturel.

Art. 14. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Monin et M^{me} Juliette Armand délégation est donnée, sous l'autorité de M. Christophe

Monin, à M^{me} Anne-Louise Cavillon, chef du service administratif et financier par intérim, à l'effet de signer tous actes, décisions ou documents mentionnés à l'article 12 ci-dessus, dans la limite des attributions de la direction du développement culturel.

Art. 15. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Christophe Monin, à :

- M^{me} Violaine Bouvet-Lanselle, chef du service des éditions,
- M. Fabrice Douar, adjoint au chef du service des éditions,
- M^{me} Catherine Derosier-Pouchous, chargée de mission pour la production audiovisuelle et cinématographique,
- M^{me} Myriam Prot-Poilvet, chargée de mission veille et méthode sur nouveaux projets,
- M^{me} Agnès Alfandari, chef du service Internet,
- M^{me} Anne-Laure Ranoux, chef du service des ressources documentaires,
- M^{me} Cécile Rebière-Plé, adjointe au chef du service des ressources documentaires,
- M^{me} Anne Vincent, chef du service des acquisitions,
- M^{me} Françoise Simon, responsable de la librairie du jardin des Tuileries et régisseur de recettes et d'avances pour cette même librairie,
- M^{me} Soraya Karkache, chef du service des expositions,

à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs et dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction du développement culturel.

Art. 16. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Christophe Monin, à :

- M^{me} Viviane Exiga, gestionnaire financier coordinatrice,
- M^{me} Corinne Roustan, gestionnaire financier,
- M^{me} Souhila Kaid, gestionnaire financier,
- M. Yvon Angélique, gestionnaire financier,

à l'effet de signer dans le cadre de leurs compétences et dans la limite des attributions de la direction du développement culturel, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 17. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Christophe Monin, à M^{me} Nathalie Cuisinier, responsable de l'unité mises à disposition d'espaces et événements spéciaux, à l'effet de signer les autorisations de tournage.

Titre IV : Direction financière et juridique

Art. 18. - Délégation est donnée à M. Julien Anfruns, directeur financier et juridique, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4 et 5 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé, ainsi que les ordres de mission d'un montant inférieur ou égal à 500 euros HT.

Art. 19. - En cas d'absence ou d'empêchement délégation est donnée, sous l'autorité de M. Julien Anfruns, à M. Alban Marino, directeur adjoint en charge des affaires financières, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction financière et juridique :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur ou égal à 500 euros HT ;
- les certificats administratifs.

Art. 20. - Délégation est donnée, à M^{me} Dominique Lugand, directeur adjoint en charge des affaires juridiques, à l'effet de signer, tous actes, décisions ou documents dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction juridique adjointe :

* dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs et dans le cadre de la gestion des procédures d'achats publics :

- les transmissions ou demandes de documents ;
- les correspondances administratives dans le cadre des procédures de mise en concurrence prévues par le Code des marchés publics, à l'exception de celles relatives au rejet des candidatures et des offres, aux négociations avec les candidats et à la notification du contrat à son titulaire.

Art. 21. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Dominique Lugand, directeur adjoint en charge des affaires juridiques, délégation est donnée à

M. Fabian Halbout, chef du service de la commande publique, à l'effet de signer dans la limite de ses compétences, les attestations de service fait et les certificats administratifs et dans le cadre de la gestion des procédures d'achats publics :

- les transmissions ou demandes de documents ;
- les correspondances administratives dans le cadre des procédures de mise en concurrence prévues par le Code des marchés publics, à l'exception de celles relatives au rejet des candidatures et des offres, aux négociations avec les candidats et à la notification du contrat à son titulaire.

En cas d'absence ou d'empêchement, une délégation identique est donnée à M^{me} Sophie Chevreau, adjointe au chef de service de la commande publique.

Art. 22. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Dominique Lugand, directeur adjoint en charge des affaires juridiques, délégation est donnée à M^{me} Hélène Gérard, chef du service juridique, à l'effet de signer dans la limite de ses compétences, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 23. - En cas d'absence ou d'empêchement délégation est donnée, sous l'autorité de M. Julien Anfruns, à M^{me} Françoise Bonnevalle, chef du service de la valorisation du domaine à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Titre V : Direction de l'architecture, muséographie, technique

Art. 24. - Délégation de signature est donnée à M. Alain Boissonnet, directeur de l'architecture, muséographie, technique, sous l'autorité de M. Hervé Barbaret, administrateur général adjoint, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction de l'architecture, muséographie, technique :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ainsi que les bons de commande pris dans le cadre de l'exécution d'un marché à bons de commande dont le montant n'excède pas 90 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 25. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 24 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à :

- M. Alain Gauchet, directeur adjoint bâtiment,
- M. Michel Antonpietri, directeur adjoint muséographie,
- M. Jean-Pierre Clément, directeur adjoint technique, et à M^{me} Anne-Sophie Casper, chef du service prévision, planification et gestion financière.

Art. 26. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à :

- M. Philippe Carreau, chef du service entretien bâtiment,
- M^{me} Clio Karageorghis, chef du service production signalétique et graphique,
- M. Benoît Balenghien, chef du service de l'éclairage et de l'électricité,
- M. Michel Hébert, chef du service équipements techniques,
- M. Éric Payrastre, chef du service administratif,
- M. Christophe Petitpas, chef du service des courants faibles,
- M. Benoît Chalandard, chef du service des travaux muséographiques,

à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 27. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à :

- M. Yvan Auffray, conducteur de l'opération « schéma directeur incendie »,
- M^{lle} Sophie Stewart, conducteur des opérations « Vénus de Milo » et « Petit Bourbon »,

à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Titre VI : Direction de la surveillance

Art. 28. - Délégation de signature est donnée à M. Serge Leduc, directeur de la surveillance, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;

- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge Leduc, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M^{me} Corinne Lebowski, directrice adjointe de la surveillance, sous-directrice des affaires administratives et financières.

Titre VII : Direction de la maîtrise d'ouvrage

Art. 29. - Délégation est donnée M. Hervé Barbaret, administrateur général adjoint, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction de la maîtrise d'ouvrage :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hervé Barbaret, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M. Geoffrey Albin, chef de projet et à M^{lle} Marie-Alix Filhol, responsable administratif et financier de la direction de la maîtrise d'ouvrage.

Titre VIII : Direction de l'auditorium

Art. 30. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Marc Terrasse, directeur de l'auditorium, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les ordres de mission des intervenants extérieurs au musée du Louvre ;

- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- les certificats administratifs.

Art. 31. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 30 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Jean-Marc Terrasse, à M^{me} Magali Maïza, directrice adjointe de l'auditorium, chef du service administratif et financier.

Art. 32. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Jean-Marc Terrasse, à M^{me} Sophie Walter, chef du service des relations avec le public, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et les ordres de service.

Titre IX : Direction des publics

Art. 33. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Catherine Guillou, directrice des publics, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction des publics :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- les certificats administratifs.

Art. 34. - Une délégation identique à celle visée au premier alinéa de l'article 33 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M^{me} Catherine Guillou, à M. Bertrand Abraham, chef du service de la gestion administrative et financière.

Art. 35. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Catherine Guillou, à :

- M^{lle} Anne Giroux, chef du service accueil, information et documentation,
- M^{me} Françoise Brovelle, chef du service vente et réservation de l'offre culturelle,
- M^{me} Anne Krebs, chef du service études, évaluation et prospective,

- M. Georges Martin, chef du service du développement des publics,
 - M. François Vaysse, chef du service des activités éducatives et culturelles,
- à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Titre X : Direction de la communication et de la promotion

Art. 36. - Délégation est donnée à M^{me} Aggy Lerolle, directrice de la communication et de la promotion, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction de la communication et de la promotion :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Aggy Lerolle, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M^{me} Élise Maillard, directrice adjointe de la communication et de la promotion.

Titre XI : Service informatique

Art. 37. - Délégation de signature est donnée à M. Bruno Zeitoun, chef du service informatique, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions du service informatique :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Zeitoun, une délégation identique à celle visée à l'alinéa

précédent du présent article est donnée à M^{me} Christine Ronflé-Guin, adjointe au chef du service informatique.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Zeitoun, délégation de signature est donnée à M^{me} Marlène Mathieu, chargée de la gestion administrative et financière, à l'effet de signer :

- les actes de liquidation ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Titre XII : Délégation Louvre-Lens

Art. 38. - Délégation est donnée à M. Jean-Marc Legrand, délégué Louvre-Lens, sous l'autorité de M. Hervé Barbaret, administrateur général adjoint, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marc Legrand, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M. Olivier Meslay, responsable scientifique et culturel.

Titre XIII : Département des antiquités orientales

Art. 39. - Délégation est donnée à M^{me} Béatrice André-Salvini, conservatrice en chef du patrimoine, chef du département des antiquités orientales, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;

- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Béatrice André-Salvini, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M^{me} Élisabeth Fontan, à M^{me} Françoise Demange, conservatrices en chef.

Art. 40. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Béatrice André-Salvini, à M. Joroslav Maniaczyk, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre XIV : Département des peintures

Art. 41. - Délégation de signature est donnée à M. Vincent Pomarède, conservateur général du patrimoine, chef du département des peintures, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;

- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent Pomarède, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M. Sylvain Laveissière, conservateur général du patrimoine.

Art. 42. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Vincent Pomarède, à M^{me} Aurélie Malbranche, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre XV : Département des antiquités égyptiennes

Art. 43. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Guillemette Andreu-Lanoë, conservatrice en chef du patrimoine, chef du département des antiquités égyptiennes, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Guillemette Andreu-Lanoë, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M^{me} Geneviève Pierrat-Bonnefois, à M^{me} Marie-Hélène Rutschwscaya, conservatrices générales du patrimoine.

Art. 44. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Guillemette Andreu-Lanoë, à M^{me} Marie Sotty, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre XVI : Département des arts de l'Islam

Art. 45. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Sophie Makariou, conservatrice du patrimoine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Sophie Makariou, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent est donnée à M^{me} Gwenaëlle Fellingier, et M. Jean-Baptiste Clais, conservateurs.

Art. 46. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Sophie Makariou, à M^{me} Florence Masson, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre XVII : Département des antiquités grecques, étrusques et romaines

Art. 47. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Luc Martinez, conservateur général du patrimoine, chef du département des antiquités grecques, étrusques et romaines, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Luc Martinez, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M^{me} Sophie Descamps, à M^{me} Françoise Gaultier, conservatrices en chef du patrimoine, à M. Daniel Roger, conservateur du patrimoine.

Art. 48. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Jean-Luc Martinez, à M. David Blanchet, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre XVIII : Département des arts graphiques

Art. 49. - Délégation de signature est donnée à M. Carel Van Tuyl Van Serooskerken, chef du département des arts graphiques, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

Art. 50. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Carel Van Tuyl Van Serooskerken, une délégation de signature identique à celle visée à l'article 49 de la présente décision est donnée à M^{me} Catherine Loisel, à M. Dominique Cordellier, conservateurs en chef du patrimoine.

Art. 51. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Carel Van Tuyl Van Serooskerken, à M. Frédéric Le Gallou, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre XIX : Département des objets d'art du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes

Art. 52. - Délégation de signature est donnée à M. Marc Bascou, conservateur général du patrimoine, chef du département des objets d'art du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Bascou, une délégation identique à celle visée au premier alinéa du présent article est donnée à M. Jannic Durand, à M^{me} Anne Dion-Tenenbaum, conservateurs en chef du patrimoine.

Art. 53. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Marc Bascou, à M^{me} Anne-Élisabeth Abiven, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre XX : Département des sculptures du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes

Art. 54. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Geneviève Bresc-Bautier, conservatrice générale du patrimoine, chef du département des sculptures du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

Cette même délégation est concurremment donnée à M. Guilhem Scherf, conservateur en chef du patrimoine, pour les seules dépenses afférentes aux achats de livres.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Geneviève Bresc-Bautier, une délégation identique à celle visée au premier alinéa du présent article est donnée à M^{me} Sophie Guillot de Suduiraut, à M^{me} Isabelle Leroy-Jay Lemaistre, à M. Guilhem Scherf, conservateurs en chef du patrimoine.

Art. 55. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Geneviève Bresc-Bautier, à M^{me} Mélanie Cugnet, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre XXI : Musée Eugène-Delacroix

Art. 56. - Délégation de signature est donnée à M. Christophe Leribault, conservateur en chef du patrimoine, directeur du musée Eugène-Delacroix, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède 15 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée Eugène-Delacroix.

Titre XXII : Service de protection-sécurité-incendie

Art. 57. - Délégation de signature est donnée au Commandant François Cesari, chef du service protection-sécurité-incendie, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité,

les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Titre XXIII : Service de la communication interne

Art. 58. - Délégation de signature est donnée à M. Xavier Milan, chef du service de la communication interne, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Titre XXIV : Dispositions finales

Art. 59. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 60. - Cette décision prend effet à compter du 21 décembre 2007 et annule et remplace la décision n° DFJ/2007/03 en date du 19 février 2007 portant délégation de signature.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

MUSÉE DU QUAI BRANLY

Délibération n° 07/19 du 29 novembre 2007 du conseil d'administration modifiant la composition de la commission des marchés.

Vu le décret n° 2004-1350 du 9 décembre 2004 relatif au statut de l'établissement public du musée du quai Branly, et notamment ses articles 5 et 8-8° ;

Vu l'article 49-1 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;

Vu le décret du 4 janvier 2005 portant nomination du président de l'établissement public du musée du quai Branly ;

Vu la délibération n° 07/10 du conseil d'administration de l'établissement public du musée du quai Branly en date du 25 septembre 2007 portant approbation des conditions générales de passation des marchés de l'établissement public du musée du quai Branly ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant Code des marchés publics et notamment son article 21 alinéa 3 ;

Après en avoir délibéré,

Le conseil d'administration adopte la délibération suivante :

Art. 1^{er}. - La délibération susvisée n° 07/10 du 25 septembre 2007 est modifiée par la présente délibération en ce qui concerne la composition de la commission des marchés de l'établissement public du musée du quai Branly.

Art. 2. - La commission des marchés comprend 6 membres ayant voix délibérative :

- le président de l'établissement public ou son représentant, président de la commission,
- le directeur général délégué ou son représentant,
- le directeur général délégué adjoint ou son représentant,
- le directeur de l'administration et des ressources humaines ou son représentant,
- le contrôleur financier de l'établissement public ou son représentant,
- l'agent comptable ou son représentant.

Le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant, le représentant du ministre chargé de la culture et de la communication, le représentant du ministre chargé de l'éducation nationale, le représentant du ministre chargé de la recherche, assistant de droit aux séances de la commission avec voix consultative. Ils peuvent demander que leur avis soit mentionné au procès-verbal.

Le ou les directeurs, ou leur(s) représentant(s), concernés par le projet de marché, d'avenant ou de décision de poursuivre pourront être invités à participer, avec voix consultative à la délibération de la commission.

Le service juridique assure le secrétariat de la commission et établit les procès-verbaux.

Art. 3. - La commission ne peut valablement délibérer en l'absence du président ou de son représentant.

La commission peut valablement délibérer lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents et lorsque l'agent comptable ou son représentant, ou le contrôleur financier ou son représentant, sont présents.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

L'ordre du jour de la commission des marchés est transmis au directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ainsi qu'aux représentants des tutelles.

Art. 4. - La présente délibération entrera en vigueur quinze jours après sa réception par les ministres chargés du budget, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la culture, si aucun de ceux-ci n'y a fait opposition dans ce délai.

Par le conseil d'administration :
Le président,
Stéphane Martin

MUSÉE ET DOMAINE NATIONAL DE VERSAILLES

Décision du 12 décembre 2007 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles et relevant du département des affaires financières et des services généraux.

Le président,

Vu le Code des marchés publics (décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006), notamment ses articles 21 et 25 ;

Vu le Code des marchés publics (décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004), notamment ses articles 21 et 23 ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, notamment son article 18-1-5° ;

Vu le décret du 6 juin 2007, publié au *Journal officiel* n° 130 du 7 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon, en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Décide :

Art. 1^{er}. - En application du Code des marchés publics, une commission d'appel d'offres est mise en place au sein du département des affaires financières et des services généraux de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

La présente commission est compétente pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, et relevant du champ de compétence du département des affaires financières et des services généraux, quelle que soit leur procédure de passation.

Elle se réunira dans les formations définies à l'article 2 ci-dessous selon l'objet des procédures.

Art. 2. - La présente commission d'appel d'offres est composée comme suit :

* Membres avec voix délibérative :

a) Membres à titre permanent :

- le président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ou son représentant, président de la commission,
- l'adjoint à l'administrateur général de l'établissement public ou son représentant,
- le chef du département des affaires financières et des services généraux de l'établissement public ou son représentant,
- le chef du service des marchés du département des affaires financières et des services généraux ou son représentant.

b) Membres selon la matière qui fait l'objet de la consultation :

- le(s) chef(s) de service concerné par l'objet du marché donnant lieu à la consultation ou son (leur) représentant(s).

* Membres avec voix consultative :

- le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant,
- le contrôleur financier ou son représentant,
- l'agent comptable de l'établissement public ou son représentant,
- tout agent de l'État ou de l'établissement public, ayant une compétence particulière dans la matière qui fait l'objet de la consultation.

Art. 3. - La commission est valablement constituée si plus de la moitié des membres ayant voix délibérative, y compris le président de la commission ou son représentant, sont présents.

Art. 4. - Les membres de la commission, constituée selon les modalités définies aux articles ci-dessus, établissent en tant que de besoin et dans la forme qui leur convient, leurs règles de fonctionnement.

Art. 5. - Le secrétariat de la commission est assuré par le chef du service des marchés au département des affaires financières et des services généraux ou son représentant.

Art. 6. - La présente décision s'applique à toutes les commissions d'appel d'offres organisées, à compter de sa signature par le président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles. Elle sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Elle annule et remplace la décision du 14 juin 2007 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles et relevant du département des affaires financières et des services généraux (publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication, n° 161 - mai et juin 2007).

Le président du musée et domaine national de Versailles,
Jean-Jacques Aillagon

Décision n° 2007-10 du 19 novembre 2007 portant délégation de signature.

Le président,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;
Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le décret du 6 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2007 portant nomination de M. Denis Berthomier en qualité d'administrateur général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu les décisions du président de l'établissement public :

- du 20 février 2004 nommant M. Thierry Webley, chef du département de l'accueil et de la surveillance,
- du 23 mai 2007 nommant M^{me} Karine Duquenne, chef du service de la logistique administrative et financière du département de l'accueil et de la surveillance ;

Vu les décisions du président de l'établissement public n° 2004-5 du 29 juin 2004, n° 2007-8 du 10 août 2007 et n° 2007-9 du 3 septembre 2007 portant délégations de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - 1) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Jacques Aillagon, président, et de M. Denis Berthomier, administrateur général, délégation de signature est donnée à M. Thierry Webley, chef du département de l'accueil et de la surveillance, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, toute note de service interne au département de l'accueil et de la surveillance, ainsi que toute mesure individuelle relative à la situation des agents placés sous son autorité, à l'exception de :

- tous les contrats et conventions,
- les décisions d'engagement des vacataires,
- les demandes de sanction disciplinaire auprès de l'autorité compétente,
- les propositions de logement.

2) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry Webley, chef du département de l'accueil et de la surveillance, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, par M^{me} Karine Duquenne, chef

du service de la logistique administrative et financière du département de l'accueil et de la surveillance.

Art. 2. - La présente décision annule et remplace la décision n° 2004-5 du 29 juin 2004, et complète l'article 5 de la décision n° 2007-9 du 3 septembre 2007 portant délégations de signature.

Elle prend effet à compter de sa signature.

Le président du musée et domaine national de Versailles,
Jean-Jacques Aillagon

Mesures d'information

Relevé de textes parus au *Journal officiel*

NOVEMBRE

J.O n° 254 du 1^{er} novembre 2007

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 44 Arrêté du 25 octobre 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'Agence France-Presse (M^{me} Andreani Pascale).

Culture et communication

Texte n° 89 Décret du 30 octobre 2007 portant nomination de la directrice générale du Centre national de la danse (M^{me} Barbaroux Monique).

Texte n° 90 Décret du 30 octobre 2007 portant nomination du directeur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique (M. Mesguich Daniel).

J.O n° 255 du 3 novembre 2007

Culture et communication

Texte n° 30 Arrêté du 26 octobre 2007 modifiant l'arrêté du 11 mars 1993 portant création d'un comité d'histoire du ministère de la Culture.

Texte n° 31 Arrêté du 25 septembre 2007 portant approbation de dispositions statutaires (application de l'article 14 [5°] du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié) (rectificatif).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 33 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 4 au 28 mai 2007 (Gestion 2007) (pour la culture : Patrimoines ; Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

J.O n° 256 du 4 novembre 2007

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 15 Décret n° 2007-1566 du 2 novembre 2007 modifiant l'article R. 102 AA-1 du Livre des procédures fiscales (télévision).

Avis divers

Texte n° 44 Avis relatif à l'homologation et à l'annulation de normes (dont « Information et documentation » : numéro international normalisé d'œuvre audiovisuelle).

J.O n° 257 du 6 novembre 2007

Culture et communication

Texte n° 24 Décision du 15 octobre 2007 de la commission prévue à l'article L. 214-4 du Code de la propriété intellectuelle (rémunération due par les services privés de radiodiffusion sonore).

Texte n° 86 Décret du 5 novembre 2007 portant nomination de la directrice générale de la Bibliothèque nationale de France (M^{me} Sanson Jacqueline).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 25 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 1^{er} au 29 juin 2007 (Gestion 2007) (pour la culture : Création ; Patrimoines ; Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

J.O n° 258 du 7 novembre 2007

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 22 Arrêté du 22 octobre 2007 modifiant l'arrêté du 19 septembre 2001 pris en application de l'article 7-8 du décret n° 46-1574 du 30 juin 1946 modifié réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers.

Culture et communication

Texte n° 32 Arrêté du 15 octobre 2007 déterminant pour l'année 2007 le nombre d'utilisateurs inscrits dans les bibliothèques accueillant du public pour le prêt et le montant de la part de la rémunération au titre du prêt en bibliothèque à la charge de l'État.

Texte n° 64 Arrêté du 26 octobre 2007 portant nomination à la Commission nationale des monuments historiques.

J.O n° 259 du 8 novembre 2007

Écologie, développement et aménagement durables

Texte n° 4 Arrêté du 22 octobre 2007 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture de deux concours (externe et interne) pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État élèves et d'un examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État.

Texte n° 5 Arrêté du 22 octobre 2007 fixant au titre de l'année 2008 les dates des épreuves écrites et graphiques des concours externe et interne pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État élèves et de l'examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État.

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 31 Arrêté du 25 octobre 2007 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur le Centre des monuments nationaux.

Économie, finances et emploi

Texte n° 52 Arrêté du 6 novembre 2007 portant nomination à la Commission nationale de la certification professionnelle (pour la culture : M. Jean-Marc Lauret et M^{me} Carole Alexandre).

J.O n° 260 du 9 novembre 2007

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 13 Arrêté du 5 septembre 2007 fixant la liste des indicateurs contenus dans le rapport sur l'état de la collectivité prévu par l'article 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Économie, finances et emploi

Texte n° 19 Décret n° 2007-1579 du 7 novembre 2007 pris pour l'application de l'article 220 duodecimes du Code général des impôts relatif au crédit d'impôt pour dépenses de distribution de programmes et de formats audiovisuels et modifiant l'annexe III à ce code.

Culture et communication

Texte n° 33 Arrêté du 25 octobre 2007 modifiant l'arrêté du 24 décembre 2006 portant règlement de comptabilité pour la désignation d'un ordonnateur principal délégué du ministre de la Culture et de la Communication.

Texte n° 91 Arrêté du 2 novembre 2007 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques (M. Escoubet Erwan).

Premier ministre

Texte n° 45 Arrêté du 30 octobre 2007 relatif à une situation administrative (administrateur civil : M^{me} Cartelier Bénédicte).

Texte n° 46 Arrêté du 31 octobre 2007 portant nomination à la commission des statuts du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État (M^{me} Ahmadi-Ruggeri Catherine).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 125 Avis de vacance d'un emploi de chef assistant du chœur de l'armée française à la garde républicaine.

J.O n° 261 du 10 novembre 2007

Texte n° 1 Loi n° 2007-1544 du 29 octobre 2007 de lutte contre la contrefaçon (rectificatif).

Conventions collectives

Texte n° 105 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'édition.

Texte n° 107 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des professions de la photographie.

Avis divers

Texte n° 140 Vocabulaire de l'ingénierie nucléaire (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

J.O n° 262 du 11 novembre 2007

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 1 Décret n° 2007-1591 du 9 novembre 2007 portant publication de l'accord complémentaire à l'accord-cadre de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela en matière de coopération universitaire, signé à Caracas le 25 janvier 1999.

J.O n° 263 du 13 novembre 2007

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 14 Décret n° 2007-1597 du 12 novembre 2007 instituant une indemnité compensant les jours de repos travaillés.

J.O n° 264 du 14 novembre 2007

Premier ministre

Texte n° 2 Arrêté du 12 novembre 2007 portant abrogation des articles A. 510-1 à A. 510-8 du Code de l'urbanisme.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 70 Avis de vacance d'un emploi de sous-directeur (sous-directeur du développement et de la société de l'information dans les services du Premier ministre - direction du développement des médias).

J.O n° 265 du 15 novembre 2007

Écologie, développement et aménagement durables

Texte n° 2 Arrêté du 7 novembre 2007 fixant au titre de l'année 2008 le nombre de postes offerts aux concours de recrutement dans le corps interministériel des chargés d'études documentaires.

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 7 Décret n° 2007-1604 du 13 novembre 2007 portant publication de l'accord-cadre de partenariat global entre le Gouvernement de la République

française et la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, signé à Tripoli le 25 juillet 2007 (article 8 : patrimoine culturel et archéologique).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 37 Arrêté du 7 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 14 juin 2000 fixant, d'une part, les modalités de l'examen des titres professionnels et de l'établissement de la liste d'aptitude à l'emploi d'administrateur civil, d'autre part, l'organisation et le fonctionnement du comité de sélection interministériel prévu à l'article 6 du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 portant statut particulier du corps des administrateurs civils.

Texte n° 38 Arrêté du 9 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 16 octobre 2007 portant ouverture en 2007 de concours d'accès aux instituts régionaux d'administration.

Conventions collectives

Texte n° 81 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de travail du personnel des imprimeries de labeur et des industries graphiques.

J.O n° 266 du 16 novembre 2007

Culture et communication

Texte n° 28 Arrêté du 23 octobre 2007 relatif aux droits de scolarité, d'examen, aux bourses et aux montants des droits d'inscription en vue de l'obtention d'un diplôme par validation de l'expérience de l'École nationale supérieure de création industrielle.

Texte n° 29 Arrêté du 5 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 20 mars 2006 pris pour l'application de l'article 7 du décret n° 2006-325 du 20 mars 2006 pris pour l'application des articles 220 sexies et 220 F du Code général des impôts et relatif à l'agrément des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles ouvrant droit au crédit d'impôt pour dépenses dans la production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles.

Texte n° 54 Arrêté du 8 novembre 2007 portant cessation de fonctions (DRAC Nord - Pas-de-Calais : M. Lagrange Richard).

Texte n° 55 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatifs des listes parues au *Journal officiel* du 28 juillet 2007, du 9 octobre 2007, du 16 octobre 2007 et du 20 octobre 2007).

Avis divers

Texte n° 84 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : Gestion de documents).

J.O n° 267 du 17 novembre 2007

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 37 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 2 au 30 juillet 2007 (Gestion 2007) (pour la

culture : Patrimoines ; Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 90 Arrêté du 6 novembre 2007 conférant le diplôme de conservateur des bibliothèques à des élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques de la promotion 2006-2007.

Culture et communication

Texte n° 93 Arrêté du 17 septembre 2007 portant inscription sur une liste d'aptitude (administration centrale : M^{me} Radano-Coll Françoise).

Texte n° 94 Arrêté du 17 septembre 2007 portant inscription sur une liste d'aptitude (administration centrale : M. Beaulieu Bernard, M^{me} Huguet Paulette, M. Moiselet Dominique, M^{me} Pons Michelle et M. Prouvost Benoît).

Texte n° 95 Arrêté du 11 octobre 2007 portant nomination et titularisation (administration centrale : M^{me} Radano-Coll Françoise).

Texte n° 96 Arrêté du 22 octobre 2007 portant nomination et titularisation (administration centrale : M. Beaulieu Bernard, M^{me} Huguet Paulette, M. Moiselet Dominique, M^{me} Pons Michèle, M. Prouvost Benoît).

J.O n° 268 du 18 novembre 2007

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 9 Arrêté du 13 novembre 2007 portant ouverture de concours internes au titre de l'année 2007 à l'Institut de recherche pour le développement (techniciens de la recherche de classe normale).

Texte n° 10 Arrêté du 13 novembre 2007 portant ouverture de concours internes au titre de l'année 2007 à l'Institut de recherche pour le développement (assistants ingénieurs).

Texte n° 12 Arrêté du 13 novembre 2007 portant ouverture de concours internes au titre de l'année 2007 à l'Institut de recherche pour le développement (ingénieurs de recherche de 2^e classe).

Texte n° 13 Arrêté du 13 novembre 2007 portant ouverture de concours internes au titre de l'année 2007 à l'Institut de recherche pour le développement (ingénieurs d'études de 2^e classe).

J.O n° 269 du 20 novembre 2007

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 34 Arrêté du 24 octobre 2007 modifiant l'arrêté du 11 juin 2001 créant une commission administrative paritaire compétente à l'égard des assistants des bibliothèques.

Texte n° 35 Arrêté du 5 novembre 2007 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires adjoints spécialisés.

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 39 Décret n° 2007-1630 du 19 novembre 2007 modifiant le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires et les décrets n° 2002-62 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des administrations centrales et n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés.

Culture et communication

Texte n° 66 Décision du 18 octobre 2007 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (3°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles.

J.O n° 270 du 21 novembre 2007**Culture et communication**

Texte n° 28 Arrêté du 9 novembre 2007 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial (« Château de Coucy (ruines) » - Aisne).
Texte n° 29 Arrêté du 9 novembre 2007 portant attribution à titre de dotation d'ensembles immobiliers domaniaux (« Parking Font-de-Gaume » - Dordogne).
Texte n° 91 Arrêté du 13 novembre 2007 portant nomination au Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle (M. Jean Claude).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 30 Rapport relatif au décret n° 2007-1634 du 19 novembre 2007 portant virement de crédits.
Texte n° 31 Décret n° 2007-1634 du 19 novembre 2007 portant virement de crédits (pour l'action extérieure de l'État : Rayonnement culturel et scientifique ; pour les médias : Audiovisuel extérieur).

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 79 Décret du 19 novembre 2007 portant nomination et titularisation d'un professeur du Collège de France (paléontologie humaine : M. Brunet Michel).

J.O n° 271 du 22 novembre 2007**Économie, finances et emploi**

Texte n° 21 Arrêté du 7 septembre 2007 relatif aux cautionnements des agents comptables des services de l'État dont les opérations sont décrites dans le cadre d'un budget annexe ou d'un compte spécial du Trésor et des agents comptables des établissements publics nationaux.

Culture et communication

Texte n° 34 Décision du 5 novembre 2007 portant délégation de signature (Centre national de la cinématographie).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 37 Rapport relatif au décret n° 2007-1640 du 19 novembre 2007 portant transfert de crédits.
Texte n° 38 Décret n° 2007-1640 du 19 novembre 2007 portant transfert de crédits (« Administration générale et territoriale de l'État : Vie politique, culturelle et associative » ; « Action extérieure de l'État : Rayonnement culturel et scientifique »).

J.O n° 272 du 23 novembre 2007**Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 29 Arrêté du 14 juin 2007 portant modification d'un traitement automatisé dénommé « REC » (intégration des données de paiement vers les applications ADONIS et ADÉLIE) (dont application Redevance de l'audiovisuel).

Premier ministre

Texte n° 35 Arrêté du 2 novembre 2007 portant détachement (Réunion des musées nationaux : M. Mentré Gilles, inspecteur des finances).

Culture et communication

Texte n° 73 Arrêté du 2 novembre 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'Établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels (MM. de Canchy Jean-François, Glowinski Jacques, Zulberty Claude et M^{me} Mazodier Myriem).
Texte n° 74 Arrêté du 15 novembre 2007 portant nomination au comité du patrimoine culturel au ministère de la Culture et de la Communication (M^{me} Ducros Françoise et le père Hennique Norbert).
Texte n° 75 Arrêté du 15 novembre 2007 portant nomination au conseil des études et de la recherche de l'École du Louvre (MM. Dufrêne Thierry et Jarassé Dominique).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 82 Décision du 5 novembre 2007 portant nomination d'un directeur général adjoint du Conseil supérieur de l'audiovisuel (M. Salmon Jean-Marc).
Texte n° 83 Décision du 6 novembre 2007 portant délégation de signature au Conseil supérieur de l'audiovisuel.
Texte n° 84 Décision du 6 novembre 2007 portant désignation des personnes de l'entité adjudicatrice habilitées à passer des marchés pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel (MM. Japiot Olivier, Salmon Jean-Marc, M^{me} Nicolle-Gace Catherine et M. Breuilly Olivier).

J.O n° 273 du 24 novembre 2007**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 27 Arrêté du 5 novembre 2007 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture de concours pour le

recrutement de conservateurs stagiaires, élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

Texte n° 29 Arrêté du 19 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 27 juin 2001 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'enseignement supérieur aux présidents des universités et aux présidents ou directeurs des autres établissements publics d'enseignement supérieur en matière de gestion des personnels des bibliothèques et de certains agents non titulaires de l'État, affectés dans lesdits établissements.

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 36 Rapport relatif au décret n° 2007-1651 du 21 novembre 2007 portant transfert de crédits.

Texte n° 37 Décret n° 2007-1651 du 21 novembre 2007 portant transfert de crédits (pour la culture : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 54 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 3 au 31 août 2007 (Gestion 2007) (pour les affaires étrangères : Rayonnement culturel et scientifique ; pour la culture : Création, Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

J.O n° 274 du 25 novembre 2007

Économie, finances et emploi

Texte n° 6 Décret n° 2007-1657 du 23 novembre 2007 relatif aux indemnités susceptibles d'être allouées au président et au rapporteur spécial auprès de la Commission nationale des entreprises du patrimoine vivant.

Texte n° 7 Arrêté du 23 novembre 2007 relatif aux indemnités susceptibles d'être allouées au président et au rapporteur spécial de la Commission nationale des entreprises du patrimoine vivant.

Culture et communication

Texte n° 21 Décret du 23 novembre 2007 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École du Louvre (M. Bourg-Broc Bruno).

Texte n° 22 Arrêté du 2 novembre 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'École du Louvre (MM. Audoin Jean-Yves, Bourg-Broc Bruno, M^{me} Le Normand-Romain Antoinette, M. Recht Roland, M^{me} Van Berge-Gerbaud Maria et M. Jarrige Jean-François).

J.O n° 276 du 28 novembre 2007

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 12 Arrêté du 19 novembre 2007 approuvant des modifications apportées aux statuts d'une association reconnue d'utilité publique (La solidarité de l'Imprimerie nationale).

Culture et communication

Texte n° 29 Arrêté du 8 novembre 2007 fixant les modalités des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine.

Texte n° 30 Arrêté du 21 novembre 2007 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Luc Olivier Merson (1846-1920)*, au musée des beaux-arts de Rennes).

Texte n° 31 Décision du 23 novembre 2007 portant délégation de signature (direction des musées de France).

J.O n° 277 du 29 novembre 2007

Santé, jeunesse et sports

Texte n° 15 Décret n° 2007-1676 du 28 novembre 2007 relatif à la durée des contrats conclus pour la commercialisation des droits d'exploitation audiovisuels mentionnés à l'article L. 333-2 du Code du sport.

Culture et communication

Texte n° 21 Décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux supérieurs professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements.

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 25 Arrêté du 9 novembre 2007 portant création par la direction générale de la modernisation de l'État d'un téléservice dénommé « Demande de subvention ».

Texte n° 27 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 3 au 28 septembre 2007 (Gestion 2007) (pour les affaires étrangères : Rayonnement culturel et scientifique ; pour la culture : Création, Patrimoines, Recherche culturelle et culture scientifique, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Conventions collectives

Texte n° 60 Arrêté du 26 novembre 2007 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de la production cinématographique.

Texte n° 61 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de la production de films d'animation.

Texte n° 62 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des artistes-interprètes des émissions de télévision.

Texte n° 63 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

Texte n° 67 Avis relatif à l'extension d'un accord national interbranche concernant les intermittents du spectacle.

J.O n° 278 du 30 novembre 2007

Culture et communication

Texte n° 36 Arrêté du 9 novembre 2007 précisant les conditions d'affichage de l'autorisation de travaux sur immeuble classé au titre des monuments historiques.

Texte n° 37 Arrêté du 26 novembre 2007 autorisant au titre de l'année 2008 un recrutement externe sans concours dans le corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage (femmes et hommes) du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 43 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 1^{er} au 31 octobre 2007 (Gestion 2007) (pour la culture : Création, Patrimoines, Recherche culturelle et culture scientifique, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

DÉCEMBRE

J.O n° 279 du 1^{er} décembre 2007

Culture et communication

Texte n° 24 Arrêté du 21 novembre 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Marie-Antoinette*, aux Galeries nationales du Grand Palais à Paris).

Texte n° 99 Arrêté du 22 novembre 2007 portant nomination à la commission de sélection chargée de donner un avis sur les candidatures au grade d'inspecteur général de l'administration des affaires culturelles (M^{me} de Boisdeffre Martine).

Texte n° 100 Décision du 1^{er} octobre 2007 portant nomination du président, des vice-présidents et des membres de la commission du soutien financier sélectif à la distribution prévue à l'article 107 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 41 Rapport relatif au décret n° 2007-1698 du 29 novembre 2007 portant virement de crédits.

Texte n° 42 Décret n° 2007-1698 du 29 novembre 2007 portant virement de crédits (pour la culture : Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture, Création).

Texte n° 44 Arrêté du 15 juin 2007 modifiant l'arrêté du 6 juillet 2004 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « Accès au dossier électronique des entreprises - ADÉLIE » (dont information sur la redevance audiovisuelle).

Texte n° 48 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 1^{er} au 3 mai 2007 (Gestion 2007) (pour la culture : Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Avis divers

Texte n° 145 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (M. Barre Florent, SARL Totem).

Texte n° 146 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (SARL Totem).

J.O n° 280 du 2 décembre 2007

Premier ministre

Texte n° 3 Décret n° 2007-1699 du 30 novembre 2007 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites (dont Radiodiffusion-télédiffusion française).

J.O n° 281 du 4 décembre 2007

Culture et communication

Texte n° 36 Arrêté du 20 novembre 2007 approuvant des opérations financières réalisées par les sociétés Réseau France outre-mer et France télévisions publicité.

Texte n° 37 Arrêté du 26 novembre 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Babylone*, au musée du Louvre).

Texte n° 38 Arrêté du 26 novembre 2007 approuvant des opérations financières réalisées par les sociétés France 2, France 3, France 5 et ARTE-France.

Texte n° 71 Arrêté du 23 novembre 2007 portant nomination au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (MM. Fansten Jacques, Seligmann Guy, M^{me} Abramowicz Débora, M. Goldsmith Frédéric et M^{me} Pouyat Marine).

Texte n° 72 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Santé, jeunesse et sports

Texte n° 67 Arrêté du 26 novembre 2007 portant détachement (administrateurs civils : M^{me} Coutard Anne, directrice adjointe auprès du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris).

Conventions collectives

Texte n° 77 Arrêté du 26 novembre 2007 portant extension d'un avenant aux conventions collectives nationales de la radiodiffusion (n° 1922) et des journalistes (n° 1480).

Texte n° 78 Arrêté du 27 novembre 2007 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent (n° 567).

Texte n° 90 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des mannequins adultes et des mannequins enfants de moins de seize ans employés par les agences de mannequins.

Texte n° 94 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 95 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 97 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

J.O n° 282 du 5 décembre 2007

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 11 Arrêté du 16 juillet 2007 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Texte n° 12 Arrêté du 27 septembre 2007 portant agrément d'organismes pour effectuer les vérifications techniques réglementaires dans les établissements recevant du public.

Culture et communication

Texte n° 40 Arrêté du 26 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 11 mars 1993 portant création d'un comité d'histoire du ministère de la Culture et portant nomination de ses membres.

Texte n° 86 Arrêté du 27 novembre 2007 portant nomination (DRAC Nord - Pas-de-Calais : M^{me} Chatenay-Dolto Véronique).

Texte n° 87 Arrêté du 27 novembre 2007 portant nomination (DRAC Centre : M. Van Dam Jean-Claude).

Texte n° 88 Arrêté du 27 novembre 2007 portant nomination (DRAC Bourgogne : M. Poulhès Louis).

Texte n° 89 Arrêté du 27 novembre 2007 portant nomination (DRAC Lorraine : M. Bredel Jean-Luc).

Texte n° 90 Arrêté du 27 novembre 2007 portant nomination (DRAC Haute-Normandie : M. Erlenbach François).

Texte n° 91 Arrêté du 27 novembre 2007 portant nomination (DRAC Poitou-Charentes : M. Godderidge Jean-Paul).

Avis divers

Texte n° 125 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (M^{me} Dambrine Virginie, SARL Frimousse).

Texte n° 126 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (agence Bout'Chou).

J.O n° 283 du 6 décembre 2007

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 14 Arrêté du 22 novembre 2007 portant institution d'une régie de recettes auprès du centre culturel français de Moscou (Russie).

Immigration, intégration, identité nationale et codéveloppement

Texte n° 17 Décret n° 2007-1711 du 5 décembre 2007 relatif à la carte de séjour portant la mention « compétences et talents » et modifiant le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) (dont un représentant du ministre chargé de la culture à la Commission nationale des compétences et des talents).

Santé, jeunesse et sports

Texte n° 28 Arrêté du 23 novembre 2007 modifiant les arrêtés du 20 novembre 2006 portant organisation du diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « animation socio-éducative ou culturelle » et du diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « animation socio-éducative ou culturelle » délivrés par le ministère chargé de la jeunesse et des sports.

Culture et communication

Texte n° 30 Décision du 28 novembre 2007 portant délégation de signature (secrétariat général).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 31 Rapport relatif au décret n° 2007-1713 du 5 décembre 2007 portant transfert de crédits.

Texte n° 32 Décret n° 2007-1713 du 5 décembre 2007 portant transfert de crédits (pour la culture : Patrimoines).

Premier ministre

Texte n° 35 Arrêté du 4 décembre 2007 portant réintégration et détachement (Cour des comptes : M. Barbaret Hervé, administrateur général adjoint du musée du Louvre).

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 58 Décret du 3 décembre 2007 portant approbation de l'élection à l'Académie des beaux-arts (section des créations artistiques dans le cinéma et l'audiovisuel : M. Annaud Jean-Jacques).

J.O n° 284 du 7 décembre 2007

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 62 Rapport relatif au décret n° 2007-1718 du 6 décembre 2007 portant transfert de crédits.

Texte n° 63 Décret n° 2007-1718 du 6 décembre 2007 portant transfert de crédits (pour la culture : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 65 Arrêté du 30 octobre 2007 fixant la date des épreuves et la répartition des délégations organisatrices du Centre national de la fonction publique territoriale des concours pour le recrutement dans le cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux (session 2008).

Texte n° 66 Arrêté du 30 octobre 2007 fixant la date des épreuves et la répartition des délégations organisatrices du Centre national de la fonction publique territoriale des concours pour le recrutement dans le cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2008).

Premier ministre

Texte n° 75 Arrêté du 5 décembre 2007 portant réintégration et détachement (Cour des comptes : M. Hébert Jean-François, directeur du cabinet de la ministre de la Culture et de la Communication).

Texte n° 76 Arrêté du 5 décembre 2007 portant réintégration et détachement (Cour des comptes : M. d'Aubert François, président de la Cité des sciences et de l'industrie).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 122 Décision n° 2007-963 du 13 novembre 2007 relative à un appel aux candidatures pour l'exploitation de services de radio par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence à temps complet ou partagé dans le ressort du comité technique radiophonique de Lille.

J.O n° 285 du 8 décembre 2007

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 15 Décret du 6 décembre 2007 portant reconnaissance d'une association comme établissement d'utilité publique (association Société des amis du musée d'Orsay).

Culture et communication

Texte n° 119 Arrêté du 30 novembre 2007 portant cessation de fonctions (DRAC Centre : M. Leprêtre Jean-Louis).

Avis divers

Texte n° 156 Avis relatif à l'homologation et à l'annulation de normes (dont Information et communication : Information et documentation ; Traitement de l'information).

J.O n° 286 du 9 décembre 2007

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 12 Arrêté du 26 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 1^{er} février 2002 fixant la liste des branches d'activités professionnelles et des emplois types dans

les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et les établissements publics scientifiques et technologiques (dont BAP F : Information : documentation, culture, communication, édition, TICE ; BAP G : Patrimoine, logistique, prévention et restauration ; BAP I : Gestion scientifique et technique des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel).

J.O n° 287 du 11 décembre 2007

Culture et communication

Texte n° 20 Arrêté du 29 novembre 2007 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine (paire de globes céleste et terrestre réalisés par l'abbé Jean-Antoine Nollet (1700-1770), dédiés au comte de Clermont et à la duchesse du Maine, époque Louis XV, 1728-1730).

Texte n° 56 Arrêté du 30 novembre 2007 portant cessation de fonctions (DRAC Bourgogne : M^{me} Labourdette Marie-Christine).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 66 Recommandation n° 2007-7 du 13 novembre 2007 du Conseil supérieur de l'audiovisuel à l'ensemble des services de télévision et de radio en vue des élections cantonales et municipales.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 89 Avis concernant le dépôt des candidatures aux places de membre de l'École française de Rome, au titre de l'année 2008-2009.

Texte n° 98 Avis de vacance d'emplois de directeur régional des affaires culturelles (Limousin, Martinique, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Réunion).

Avis divers

Texte n° 108 Avis de la Commission consultative des trésors nationaux (paire de globes céleste et terrestre réalisés par l'abbé Jean-Antoine Nollet (1700-1770), dédiés au comte de Clermont et à la duchesse du Maine, époque Louis XV, 1728-1730).

J.O n° 288 du 12 décembre 2007

Immigration, intégration, identité nationale et codéveloppement

Texte n° 84 Arrêté du 10 décembre 2007 portant nomination à la Commission nationale des compétences et des talents (pour la culture : M. Castro Philippe).

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 89 Liste de qualification aux fonctions de maître de conférences du Muséum national d'histoire naturelle arrêtée en 2007 par les sections du Conseil national des universités (dont Section 20 : anthropologie biologique, ethnologie, préhistoire ; Section 21 : histoire,

civilisation, archéologie et art des mondes anciens et médiévaux ; Section 22 : histoire et civilisations : histoire des mondes modernes, histoire du monde contemporain, de l'art, de la musique).

J.O n° 289 du 13 décembre 2007

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 46 Décret n° 2007-1742 du 11 décembre 2007 portant relèvement du taux de la contribution aux charges de pension des fonctionnaires, des militaires et magistrats tributaires du Code des pensions civiles et militaires de retraite.

Écologie, développement et aménagement durables

Texte n° 50 Arrêté du 10 octobre 2007 portant nomination à la Commission nationale des secteurs sauvegardés.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 77 Décret du 11 décembre 2007 portant nomination, titularisation et affectation (conservateurs généraux des bibliothèques : M. Bassinet Stéphane, M^{mes} Chaudoreille Hélène, Danis Sophie, Diu-Lambrechts Isabelle, Malibert Anne-Marie et Zali Anne).

Conventions collectives

Texte n° 94 Arrêté du 11 décembre 2007 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des chaînes thématiques (n° 2411).

J.O n° 290 du 14 décembre 2007

Économie, finances et emploi

Texte n° 19 Arrêté du 22 novembre 2007 portant attribution de licences d'agents artistiques et transferts de siège.

Culture et communication

Texte n° 48 Arrêté du 6 novembre 2007 portant approbation de dispositions statutaires (application de l'article 14 [5°] du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié) (Association pour le développement du cinéma, de l'audiovisuel et du multimédia).

Texte n° 49 Arrêté du 5 décembre 2007 portant insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Vlaminck : un instinct fauve*, au musée du Luxembourg).

Texte n° 50 Arrêté du 5 décembre 2007 portant insaisissabilité de biens culturels (exposition *Alexandre Roslin (1718-1793), peintre européen*, à l'établissement public du château de Versailles, appartements de Mesdames).

Texte n° 86 Arrêté du 28 novembre 2007 portant nomination à la commission prévue à l'article 15 du décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (M^{me} Teissier Virginie).

Texte n° 87 Arrêté du 28 novembre 2007 portant nomination à la commission prévue à l'article 15 du décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (M^{me} Bentaïeb Malika).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 94 Décision n° 2007-1098 du 4 décembre 2007 complétant la décision n° 2007-475 du 24 juillet 2007 relative à un appel aux candidatures pour l'exploitation de services de radio par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence à temps complet ou partagé dans le ressort du comité technique radiophonique de Poitiers.

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Texte n° 97 Avis n° 2007-0841 du 9 octobre 2007 sur la demande d'autorisation d'exploitation d'assignations de fréquence formulée par Eutelsat SA auprès de l'Agence nationale des fréquences, pour un système satellitaire à la position orbitale 1° Est.

Texte n° 98 Décision n° 2007-0994 du 15 novembre 2007 fixant les contributions provisionnelles des opérateurs au coût du service universel pour l'année 2008.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 126 Avis de vacance de l'emploi de directeur des collections de la Bibliothèque nationale de France.

J.O n° 291 du 15 décembre 2007

Travail, relations sociales et solidarité

Texte n° 21 Décret n° 2007-1753 du 13 décembre 2007 fixant un régime d'équivalence quotidien dans la branche de la production audiovisuelle.

Culture et communication

Texte n° 42 Décret n° 2007-1758 du 13 décembre 2007 modifiant le décret n° 82-883 du 15 octobre 1982 portant création du Centre national des arts plastiques.

Texte n° 70 Arrêté du 13 décembre 2007 portant nomination du directeur général de la Cité de la musique (M. Bayle Laurent).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 45 Arrêté du 4 décembre 2007 portant composition du comité directeur de l'opérateur national de paye.

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 53 Décret du 14 décembre 2007 portant nomination d'un ambassadeur, chargé de la dimension culturelle de la présidence française de l'Union européenne (M. Donnedieu de Vabres Renaud).

Conventions collectives

Texte n° 76 Arrêté du 10 décembre 2007 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la

convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles (n° 1285).

Texte n° 78 Arrêté du 10 décembre 2007 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des artistes-interprètes engagés pour des émissions de télévision (n° 1734).

Texte n° 81 Arrêté du 10 décembre 2007 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des théâtres privés (n° 951).

J.O n° 292 du 16 décembre 2007

Culture et communication

Texte n° 30 Décret n° 2007-1768 du 14 décembre 2007 modifiant le décret n° 55-1650 du 17 décembre 1955 relatif aux annonces judiciaires et légales.

Texte n° 31 Décret n° 2007-1769 du 14 décembre 2007 modifiant le décret n° 2006-410 du 5 avril 2006 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2005-652 du 6 juin 2005 relative au registre public de la cinématographie et de l'audiovisuel et créant un registre des options et modifiant le décret n° 67-513 du 30 juin 1967 relatif aux tarifs des droits et taxes perçus par le Centre national de la cinématographie.

Texte n° 71 Arrêté du 10 décembre 2007 portant nomination de membres du jury du concours en vue de la désignation d'une « capitale européenne de la culture » pour 2013 (M. Crombecque Alain, M^{me} Gautrand Manuelle, M. Guéguinou Jean, M^{me} Magnant Anne, MM. Martinet Patrice et Nachbar Philippe).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 34 Rapport relatif au décret n° 2007-1771 du 14 décembre 2007 portant annulation de crédits.

Texte n° 35 Décret n° 2007-1771 du 14 décembre 2007 portant annulation de crédits (pour la culture : Patrimoines).

Texte n° 36 Rapport relatif au décret n° 2007-1772 du 14 décembre 2007 portant ouverture et annulation de crédits.

Texte n° 37 Décret n° 2007-1772 du 14 décembre 2007 portant ouverture et annulation de crédits (pour l'action extérieure de l'État : Rayonnement culturel et scientifique).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 86 Avis de vacance d'un emploi de direction (sous-directeur, secrétaire général à la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles).

J.O n° 293 du 18 décembre 2007

Culture et communication

Texte n° 32 Arrêté du 10 octobre 2007 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 86-616 du 12 mars 1986 instituant une aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires.

Texte n° 84 Décision du 3 décembre 2007 portant nomination à la commission des prix de qualité prévue à l'article 92 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

Conventions collectives

Texte n° 94 Arrêté du 10 décembre 2007 portant extension d'un avenant à un accord national professionnel applicable aux artistes-interprètes pour leurs prestations de doublage, commentaire ou narration.

Texte n° 98 Arrêté du 10 décembre 2007 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale régissant les rapports entre les entrepreneurs de spectacles et les artistes dramatiques, lyriques, chorégraphiques, marionnettistes, de variétés et musiciens en tournées (n° 2310).

Texte n° 101 Arrêté du 11 décembre 2007 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'édition (n° 2121).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 107 Décision n° 2007-1097 du 4 décembre 2007 définissant les modalités de programmation du temps d'émission accordé aux organisations syndicales et professionnelles représentatives à l'échelle nationale pour l'année 2008.

J.O n° 294 du 19 décembre 2007

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 18 Décret n° 2007-1780 du 17 décembre 2007 relatif à la gestion des personnels des bibliothèques relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Logement et ville

Texte n° 34 Arrêté du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.

Culture et communication

Texte n° 35 Décret n° 2007-1781 du 17 décembre 2007 portant délégation de pouvoir au président de la Bibliothèque nationale de France en matière de gestion de personnels relevant de divers corps de fonctionnaires.

Texte n° 36 Arrêté du 17 décembre 2007 portant délégation de pouvoir en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de la Bibliothèque nationale de France.

Texte n° 72 Arrêté du 10 décembre 2007 portant nomination à la commission des acquisitions des musées nationaux d'archéologie nationale (des origines à l'an mille) - château de Saint-Germain-en-Laye et de préhistoire des Eyzies-de-Tayac.

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 37 Rapport relatif au décret n° 2007-1782 du 17 décembre 2007 portant transfert de crédits.

Texte n° 38 Décret n° 2007-1782 du 17 décembre 2007 portant transfert de crédits (pour la culture : Patrimoines).

Conventions collectives

Texte n° 81 Avis relatif à l'extension d'un accord collectif conclu dans le cadre de la convention collective nationale des professions de la photographie.

Texte n° 83 Avis relatif à l'extension d'avenants à la convention collective nationale de l'animation.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 110 Information relative à la désignation d'un président de comité technique radiophonique (M. Dubreuil Henri).

J.O n° 295 du 20 décembre 2007

Écologie, développement et aménagement durables

Texte n° 4 Arrêté du 7 décembre 2007 relatif à l'affichage du diagnostic de performance énergétique dans les bâtiments publics en France métropolitaine.

Économie, finances et emploi

Texte n° 25 Arrêté du 11 décembre 2007 relatif à la dénomination et aux attributions d'une mission du service du contrôle général économique et financier (mission du service du contrôle général économique et financier « Culture »).

Texte n° 28 Arrêté du 11 décembre 2007 portant suppression de missions du service du contrôle général économique et financier et création de la mission « Conseil ».

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 108 Arrêté du 16 novembre 2007 portant nomination au Conseil national des universités (dont : Section 20 : anthropologie biologique, ethnologie, préhistoire ; Section 21 : histoire, civilisation, archéologie et art des mondes anciens et médiévaux ; Section 22 : histoire et civilisations : histoire des mondes modernes, histoire du monde contemporain ; de l'art ; de la musique ; Section 73 : cultures et langues régionales).

Culture et communication

Texte n° 111 Arrêté du 30 octobre 2007 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public de la porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration (MM. Gourarier Zeev et Martin Jean-Hubert).

Texte n° 112 Arrêté du 11 décembre 2007 portant nomination à la commission des acquisitions des musées nationaux Picasso à Paris, de l'Orangerie des Tuileries, du Message biblique Marc-Chagall à Nice, Fernand-Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt (M. Andral Jean-Louis, M^{mes} Giraudy Danièle, Pagé Suzanne, Pijaudier-Cabot Joëlle et M. Prat Jean-Louis).

Conventions collectives

Texte n° 125 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 127 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Franche-Comté) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 132 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Picardie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

J.O n° 296 du 21 décembre 2007

Texte n° 2 Loi n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 relative à la simplification du droit.

Écologie, développement et aménagement durables

Texte n° 11 Arrêté du 17 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2007 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture de deux concours (externe et interne) pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État élèves et d'un examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État.

Culture et communication

Texte n° 62 Arrêté du 1^{er} octobre 2007 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Universelle européenne de danse « Paul et Yvonne Goubé »).

Texte n° 63 Arrêté du 30 novembre 2007 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (CESMD de Toulouse).

Texte n° 64 Arrêté du 30 novembre 2007 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Association pour la danse, l'art et la création « Choreia »).

Texte n° 65 Arrêté du 30 novembre 2007 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Centre de formation professionnelle et d'études supérieures en danse « Off Jazz »).

Texte n° 66 Arrêté du 13 décembre 2007 fixant les programmes des matières de la première épreuve écrite d'admissibilité du concours externe d'accès au corps des conservateurs du patrimoine pour l'année 2008.
Texte n° 67 Décision du 12 décembre 2007 portant délégation de signature (inspection générale de l'administration des affaires culturelles).

Texte n° 122 Arrêté du 1^{er} octobre 2007 portant dispense du diplôme d'État de professeur de danse au titre de la renommée particulière et/ou de l'expérience confirmée en matière d'enseignement de la danse (Held Corinne, Pillain Marie-Pierre, Plomptoux Catherine, de Castro Fernandez Paula, du Laurent de la Barre Cyrille et Guegan Lénaïg).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 68 Décret n° 2007-1796 du 19 décembre 2007 relatif à la cotisation et à la contribution dues pour la couverture des charges de pensions et allocations temporaires d'invalidité des fonctionnaires de l'État, des magistrats et des militaires détachés ainsi que des agents des offices ou établissements de l'État dotés de l'autonomie financière.

Texte n° 69 Rapport relatif à l'arrêté du 12 décembre 2007 portant ouverture de crédits.

Texte n° 70 Arrêté du 12 décembre 2007 portant ouverture de crédits (Gestion du patrimoine immobilier de l'État).

Conventions collectives

Texte n° 132 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des professions de la photographie.

Texte n° 135 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des artistes-interprètes des émissions de télévision.

Texte n° 137 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

J.O n° 297 du 22 décembre 2007

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 26 Ordonnance n° 2007-1801 du 21 décembre 2007 relative à l'adaptation à Mayotte de diverses dispositions législatives (dans l'article 13 : loi sur le prix du livre).

Culture et communication

Texte n° 98 Décret du 20 décembre 2007 portant nomination et titularisation dans le corps des conservateurs généraux du patrimoine.

J.O n° 298 du 23 décembre 2007

Culture et communication

Texte n° 97 Arrêté du 14 décembre 2007 portant nomination du jury du concours en vue de la désignation d'une « capitale européenne de la culture » pour 2013.

Avis divers

Texte n° 129 Vocabulaire du patrimoine et de la création contemporaine (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

Texte n° 130 Vocabulaire de l'audiovisuel et de la communication (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

Texte n° 131 Vocabulaire de l'automobile (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

Texte n° 132 Vocabulaire des sciences et techniques spatiales (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

J.O n° 299 du 26 décembre 2007

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 26 Arrêté du 12 décembre 2007 portant autorisation de modifications statutaires de la fondation d'entreprise « Louis Vuitton pour la création ».

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 65 Arrêté du 11 décembre 2007 fixant les dates et les conditions d'organisation des épreuves d'admissibilité des concours d'entrée à l'École nationale des chartes en 2008.

Culture et communication

Texte n° 86 Arrêté du 14 décembre 2007 approuvant des opérations financières réalisées par la société France 4.

Texte n° 87 Arrêté du 17 décembre 2007 portant modification de l'arrêté du 9 novembre 2006 relatif à l'organisation et aux missions de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles.

Texte n° 152 Arrêté du 18 décembre 2007 portant nomination à la commission des auteurs d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 91 Arrêté du 18 décembre 2007 fixant l'assignation comptable de dépenses et de recettes sur le contrôleur budgétaire et comptable ministériel placé auprès du ministère de la Culture et de la Communication.

Économie, finances et emploi

Texte n° 112 Arrêté du 4 décembre 2007 portant nomination au conseil d'administration du musée de l'air et de l'espace.

Conventions collectives

Texte n° 163 Arrêté du 19 décembre 2007 portant extension d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 164 Arrêté du 19 décembre 2007 portant extension d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 165 Arrêté du 19 décembre 2007 portant extension d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Avis divers

Texte n° 201 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants.

Texte n° 202 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (Major Model Management).

Texte n° 203 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (société Bout'chou).

Texte n° 204 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (Viva Model Management).

Texte n° 205 Avis relatif à l'attribution d'une licence d'agence de mannequins (Regard'Cute Models).

J.O n° 300 du 27 décembre 2007

Texte n° 2 Loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008.

Premier ministre

Texte n° 4 Arrêté du 20 décembre 2007 pris pour l'application du dernier alinéa de l'article 11 du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié.

Travail, relations sociales et solidarité

Texte n° 34 Arrêté du 17 décembre 2007 portant approbation des modifications apportées aux statuts de la section interprofessionnelle des architectes, agréés en architecture, ingénieurs, techniciens, géomètres, experts et conseils, artistes auteurs ne relevant pas de l'article L. 382-1, enseignants, professionnels du sport, du tourisme et des relations publiques, et de toute profession libérale non rattachée à une autre section.

Culture et communication

Texte n° 50 Arrêté du 29 octobre 2007 portant composition de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics passés par le service à compétence nationale Archives nationales d'outre-mer.

Texte n° 51 Arrêté du 29 octobre 2007 portant création, composition et fonctionnement d'une commission d'appel d'offres au service à compétence nationale Archives nationales.

Texte n° 52 Arrêté du 10 décembre 2007 modifiant la répartition par spécialité des postes ouverts au concours interne de recrutement des conservateurs du patrimoine.

Texte n° 95 Arrêté du 17 décembre 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du musée du quai Branly.

Texte n° 96 Arrêté du 17 décembre 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son.

Texte n° 97 Arrêté du 20 décembre 2007 portant maintien en fonctions (DRAC Guadeloupe : M. Laurent Heulot).

Texte n° 98 Arrêté du 20 décembre 2007 portant maintien en fonctions (DRAC Guyane : M. Alain Hauss).

Texte n° 99 Arrêté du 20 décembre 2007 portant maintien en fonctions (DRAC Alsace : M. François Laquière).

Texte n° 100 Arrêté du 20 décembre 2007 portant maintien en fonctions (DRAC Midi-Pyrénées : M. Dominique Paillarse).

Texte n° 101 Arrêté du 20 décembre 2007 portant maintien en fonctions (DRAC Corse : M. François Rodriguez-Loubet).

Texte n° 102 Arrêté du 21 décembre 2007 portant nomination au Conseil supérieur des archives (M^{me} Georgette Elgey nommée présidente).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 140 Avis de vacance d'un emploi de sous-directeur (sous-directeur de la presse écrite et de l'information dans les services du Premier ministre - direction du développement des médias).

J.O n° 301 du 28 décembre 2007

Texte n° 1 Loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 44 Décret n° 2007-1831 du 24 décembre 2007 portant création du label « Qualité français langue étrangère ».

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 80 Arrêté du 19 décembre 2007 pris en application de l'article 23 du décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007 relatif à la participation de l'État et de ses établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs personnels.

Texte n° 81 Arrêté du 19 décembre 2007 relatif à l'avis d'appel public à la concurrence publié au *Journal officiel de l'Union européenne* pour le choix des organismes de référence par l'employeur public.

Texte n° 82 Arrêté du 19 décembre 2007 relatif aux critères de choix des employeurs publics.

Texte n° 83 Arrêté du 19 décembre 2007 relatif à la répartition de la participation de l'État et de ses établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs personnels.

Texte n° 84 Arrêté du 19 décembre 2007 relatif aux majorations de cotisations prévues par l'article 16-2 du décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007 relatif à la participation de l'État et de ses établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs personnels.

Texte n° 85 Arrêté du 19 décembre 2007 relatif aux modalités d'application de l'article 17 du décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007 relatif à la participation de l'État et de ses établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs personnels.

J.O n° 302 du 29 décembre 2007

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 22 Décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale.

Economie, finances et emploi

Texte n° 33 Décret n° 2007-1850 du 26 décembre 2007 modifiant les seuils applicables aux marchés passés en application du Code des marchés publics et de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics et aux contrats de partenariat.

Texte n° 36 Arrêté du 26 décembre 2007 pris en application de l'article 133 du Code des marchés publics et relatif à la liste des marchés conclus l'année précédente par les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices.

Travail, relations sociales et solidarité

Texte n° 50 Arrêté du 18 décembre 2007 relatif aux remises de gestion allouées aux mutuelles de fonctionnaires.

Conseil constitutionnel

Texte n° 96 Décision n° 2007-560 DC du 20 décembre 2007 (Traité modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la communauté européenne).

Avis et communications

Texte n° 106 Avis relatif au calendrier prévisionnel des recrutements pour 2008 (fonction publique de l'État, armées et ville de Paris).

J.O n° 303 du 30 décembre 2007

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 158 Décret n° 2007-1942 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'État et de ses établissements publics et des ouvriers affiliés au régime des pensions résultant du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004.

Texte n° 160 Décret n° 2007-1944 du 26 décembre 2007 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi de finances rectificative pour 2007 (Culture : Création, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 161 Décret n° 2007-1945 du 26 décembre 2007 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances initiale pour 2008 (Gestion 2008) (pour la culture : Création, Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO AN n° 43 du 6 novembre 2007

Réponse à la question de :

- M. Marc Le Fur sur les **coûts de fonctionnement** des services du **médiateur de l'édition publique** pour 2005 et 2006.
(Question n° 2464-07.08.2007).

JO AN n° 44 du 13 novembre 2007

Réponse aux questions de :

- M. Nicolas Dupont-Aignan sur les risques pour les **droits d'expression et la diversité culturelle** si La Poste met un terme aux **tarifs postaux** préférentiels en vigueur pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 135-03.07.2007).

- M. Jean-Luc Warsmann sur la **publication du décret d'application** de la **loi relative au droit d'auteur** et aux droits voisins dans la société de l'information concernant la fixation du taux d'incapacité ouvrant droit au bénéfice de l'**exception en faveur des personnes handicapées**.
(Question n° 2109-07.08.2007).

- M. Jean-Luc Warsmann sur la **publication du décret d'application** de la **loi relative au droit d'auteur** et aux droits voisins dans la société de l'information concernant les **modalités de diffusion des messages de sensibilisation à la propriété littéraire et artistique**.
(Question n° 2115-07.08.2007).

- M. Kléber Mesquida sur la **pérennité de l'édition indépendante** en raison de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste**.
(Question n° 2243-07.08.2007).

- M. Jean-Paul Dupré sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 2317-07.08.2007).

- M. Jean-Paul Anciaux sur les risques pour les **droits d'expression et la diversité culturelle** si La Poste met un terme aux **tarifs postaux** préférentiels en vigueur pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 4082-11.09.2007).

- M. Dino Cinieri sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 4243-11.09.2007).

- M. Joël Giraud sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 4299-11.09.2007).

- M. David Habib sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 4448-18.09.2007).

- M. Marc Dolez sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 4556-18.09.2007).

- M. Jean-Paul Chanteguet sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 4682-18.09.2007).

- M. Christian Ménard sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 4711-18.09.2007).

- M. Laurent Hénart sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 4806-18.09.2007).

- M. Michel Sainte-Marie sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 5147-25.09.2007).

- M. Rudy Salles sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 5334-25.09.2007).

- M. Jean-Paul Garraud sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 5437-25.09.2007).

- M. Gaëtan Gorce sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 5497-25.09.2007).

- M. Patrick Beaudouin sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 5679-02.10.2007).

- M. André Chassaigne sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 6118-02.10.2007).

- M. Patrick Lemasle sur les conséquences de l'**abandon des tarifs particuliers de La Poste** pour les **livres** et les **revues**.
(Question n° 6221-02.10.2007).

JO AN n° 45 du 20 novembre 2007

Réponse aux questions de :

- M. Jacques Remiller sur la **reconnaissance et le classement de l'église Saint-Louis de Paimboeuf** contre l'avis du maire.
(Question n° 124-03.07.2007).

- M. Armand Jung sur la **diminution** progressive des **programmes régionaux à France 3 Alsace** (question signalée).
(Question n° 1963-31.07.2007).

JO AN n° 46 du 27 novembre 2007

Réponse à la question de :

- M. Daniel Boisserie sur la **redevance** versée à la **SACEM** au titre des droits d'auteur par certaines **associations**.
(Question n° 4187-11.09.2007).

JO AN n° 47 du 4 décembre 2007

Réponse à la question de :

- M^{me} Marie-Françoise Pérol-Dumont sur la **redevance** versée à la **SACEM** au titre des droits d'auteur par certaines **associations**.
(Question n° 699-17.07.2007).

JO AN n° 48 du 11 décembre 2007

Réponse aux questions de :

- M^{me} Claude Darciaux sur la **diffusion de programmes violents et/ou pornographiques** dans les médias dont les **enfants mineurs** sont les victimes (question signalée).
(Question n° 2624-07.08.2007).

- M. Dino Cinieri sur les intentions du Gouvernement de **modifier le décret d'application des articles 19 à 22 du Code de l'industrie cinématographique**.
(Question n° 4210-11.09.2007).

- M. Francis Saint-Léger sur l'accès aux **émissions de télévision** pour les **personnes sourdes et malentendantes**.
(Question n° 5536-25.09.2007).

- M. Régis Juanico sur les inquiétudes des éditeurs indépendants et de leurs lecteurs concernant la suppression des **tarifs particuliers** appliqués par **La Poste** pour la **diffusion des livres et des revues**.
(Question n° 6357-09.10.2007).

- M. Marc Le Fur sur la possibilité pour les **bretons** d'obtenir des **adresses Internet** avec la terminaison « .bzh ».
(Question n° 6816-09.10.2007).

- M. Marc Le Fur sur la suppression des **tarifs particuliers ou intermédiaires** appliqués par **La Poste** pour la **diffusion des livres et des revues**.
(Question n° 6887-09.10.2007).

- M. Christian Blanc sur les **problèmes** que rencontrent les **vidéoclubs** face au **téléchargement illégal**.
(Question n° 7200-16.10.2007).

- M^{me} Marietta Karamanli sur la suppression des **tarifs particuliers** appliqués par **La Poste** pour la **diffusion des livres et des revues**.
(Question n° 8260-23.10.2007).

- M. Claude Birraux sur les inquiétudes des éditeurs indépendants et de leurs lecteurs concernant la suppression des **tarifs particuliers** appliqués par **La Poste** pour la **diffusion des livres et des revues**.
(Question n° 8570-23.10.2007).

- M. Marc Goua sur les inquiétudes des éditeurs indépendants et de leurs lecteurs concernant la suppression des **tarifs particuliers** appliqués par **La Poste** pour la **diffusion des livres et des revues**.
(Question n° 8586-23.10.2007).

- M. André Vézinhét sur la suppression des **tarifs particuliers** appliqués par **La Poste** pour la **diffusion des livres et des revues**.
(Question n° 8949-30.10.2007).

- M. Jacques Groperrin sur la suppression des **tarifs particuliers** appliqués par **La Poste** pour la **diffusion des livres et des revues**.
(Question n° 9227-30.10.2007).

JO AN n° 49 du 18 décembre 2007

Réponse aux questions de :

- M. Michel Hunault sur les difficultés rencontrées par les communes pour l'**entretien des églises**.
(Question n° 904-17.07.2007).

- M^{me} Marie-Jo Zimmermann sur le respect de l'**équité du temps** accordé, à la **télévision**, aux différents **candidats** pour une même **élection** (question transmise).
(Question n° 4738-18.09.2007).

- M. Daniel Boisserie sur les difficultés rencontrées par les communes pour l'**entretien des églises**.
(Question n° 2928-14.08.2007).

- M. Marc Le Fur sur les difficultés rencontrées par les communes pour **l'entretien des églises**.
(Question n° 4327-11.09.2007).
- M. Christian Vanneste sur les difficultés rencontrées par les communes pour **l'entretien des églises**.
(Question n° 4738-18.09.2007).
- M. Marc Le Fur sur la liste des **commissions et instances consultatives** placées sous son autorité.
(Question n° 4916-25.09.2007).
- M. Jean-Marc Nesme sur les difficultés rencontrées par les communes pour **l'entretien des églises**.
(Question n° 6290-02.10.2007).
- M. Jacques Le Nay sur le développement du **sous-titrage des émissions télévisées** pour les **personnes sourdes et malentendantes**.
(Question n° 6612-09.10.2007).
- M. Marc Le Fur sur les critères de **sélection des livres à numériser** pour représenter la **culture française sur Internet**.
(Question n° 6837-09.10.2007).
- M. Jacques Le Nay sur la **réforme de la billetterie dans les salles de cinémas**.
(Question n° 8702-30.10.2007).

JO AN n° 50 du 25 décembre 2007

Réponse aux questions de :

- M. Étienne Mourrut sur l'**avancement** du réseau de la télévision numérique terrestre (TNT).
(Question n° 1579-31.07.2007).
- M^{me} Marie-Jo Zimmermann sur le fonctionnement des **réseaux de distribution de la télévision par câble**.
(Question n° 2541-07.08.2007).
- M. Jean-Louis Dumont sur les difficultés d'**inscription des maîtres d'œuvre** auprès de **l'ordre des architectes**.
(Question n° 4423-18.09.2007).
- M. Stéphane Demilly sur l'augmentation du **volume sonore** lors de la diffusion des **publicités télévisées**.
(Question n° 5424-25.09.2007).
- M. Éric Raoult sur la possibilité de programmer en France l'**exposition Citoyens ordinaires** relative aux ressortissants soviétiques victimes des purges stalinienne.
(Question n° 5611-02.10.2007).

- M. Hervé Mariton sur la possibilité d'utiliser, à la **télévision**, un **code de couleurs** identique afin de faciliter le visionnage des programmes par les **daltoniens**.
(Question n° 6251-02.10.2007).
- M. Marc Le Fur sur la **taxe** prélevée sur la **vente des photocopieurs**.
(Question n° 6974-09.10.2007).

SÉNAT

JO S n° 45 du 15 novembre 2007

Réponse à la question de :

- M. Jean Besson sur la création d'un **tarif postal** pour les **revues et les livres**.
(Question n° 65-28.06.2007).

JO S n° 46 du 22 novembre 2007

Réponse à la question de :

- M. Jean Louis Masson sur la **conservation** de la **fresque d'Albert Herter** à la gare de l'Est à Paris.
(Question n° 1422-09.08.2007).

JO S n° 47 du 29 novembre 2007

Réponse à la question de :

- M. Robert Tropeano sur la **redevance** versée à la **SACEM** au titre des droits d'auteur par certaines **associations locales**.
(Question n° 1530-23.08.2007).

JO S n° 49 du 13 décembre 2007

Réponse à la question de :

- M. Jean Louis Masson sur le respect de **l'équité du temps** accordé, à la **télévision**, aux différents **candidats** pour une même **élection** (question transmise).
(Question n° 838-12.07.2007).

JO S n° 50 du 20 décembre 2007

Réponse aux questions de :

- M. Jean Louis Masson sur les **réseaux de télédistribution**.
(Question n° 1478-23.08.2007).
- M. Jean Louis Masson sur le fonctionnement des **réseaux municipaux de distribution de la télévision par câble**.
(Question n° 1547-23.08.2007).

DIVERS

Annexe de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *JO n° 13* du 16 janvier 2008).

Liste des biens transférés à la ville de Douai

Direction des musées de France :

Musée du Louvre, département des antiquités grecques, étrusques et romaines

INV. ÉTAT	INV. MUSÉE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
11, 12, 13 ou 14 (liste d'envoi)		Amphore	terre cuite		1863	récolé-vu
19 (liste d'envoi)	2227 (inventaire de Douai)	Ænochoé	terre cuite		1863	récolé-vu
27 (liste d'envoi)	2.235 (inventaire de Douai)	Plat	terre cuite		1863	récolé-vu
28 (liste d'envoi)	2.236 (inventaire de Douai)	Plat	terre cuite		1863	récolé-vu
29 (liste d'envoi)	2232 (inventaire de Douai)	Lécythe	terre cuite		1863	récolé-vu
30 ou 31 (liste d'envoi)	2238 ou 2239 (inventaire de Douai)	Alabastre	terre cuite		1863	récolé-vu
31 ou 30 (liste d'envoi)	2239 ou 2238 (inventaire de Douai)	Alabastre	terre cuite		1863	récolé-vu
32 (liste d'envoi)	2240 (inventaire de Douai)	Aryballe	terre cuite		1863	récolé-vu
34 (liste d'envoi)	2242 (inventaire de Douai)	Alabastre	terre cuite		1863	récolé-vu
36 (liste d'envoi)	2244 (inventaire de Douai)	Lagynos	terre cuite		1863	récolé-vu
37 à 38 (liste d'envoi)	2253 (inventaire de Douai)	Lagynos	terre cuite		1863	récolé-vu
39 ou 40 (liste d'envoi)	2243 (inventaire de Douai)	Péliké	terre cuite		1863	récolé-vu
41 (liste d'envoi)		Skyphos	terre cuite		1863	récolé-vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 9381 ; B 2009	Anonyme (France, xviii ^e s.)	Portrait du dauphin Louis de France, fils de Louis XV	peinture à l'huile ; toile	H. : 112 ; L. : 73	1872	récolé-vu
RF 74	Desbordes Constant-Joseph	Une Scène de vaccine	peinture à l'huile ; toile	H. : 111 ; L. : 139	1890	récolé-vu
INV 5051 ; MR 1610	Grimou Alexis	Une Pèlerine de Saint-Jacques	peinture à l'huile ; toile	H. : 97 ; L. : 85	1872	récolé-vu
INV 1979 ; C 590	Maître de la Manne	Israélites recueillant la manne dans le désert	peinture à l'huile ; bois	H. : 66,5 ; L. : 51	1876	récolé-vu
INV 8131 ; C 3474	Taunay Nicolas-Antoine	Messe en l'honneur de Saint-Roch en Italie ; Messe en plein air	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 195	1872	récolé-vu

Musée du Louvre, département des sculptures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
LL 218	Guillois François Pierre	Enfant donnant à manger à un serpent	taille ; marbre	H. : 57 ; L. : 95 ; P. : 35	1892	récolé-vu

Musée d'Orsay

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 119	Jalabert Charles-François	Le Christ au Jardin des Oliviers	peinture à l'huile ; toile	H. : 336 ; L. : 268	1885	récolé-vu

Délégation aux arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 984	Astanière Eugène-Nicolas-Clément, comte d'	L'Enfant à la vague	taille ; marbre	H. : 100,5 ; L. : 42 ; P. : 46	1886	récolé-vu
FNAC 365	Astruc Zacharie	Blanche de Castille (1188-1252)	moulage ; plâtre	H. : 105 ; L. : 37 ; P. : 31	1895	récolé-vu
FNAC PFH-2766	Auvray Louis	Solon, d'après le camée de Sancti Bartoli	marbre	H. : 50 ; L. : 20 ; P. : 25	1876	récolé-vu
FNAC PFH-2949	Bra Théophile-François-Marcel	Aristodème au tombeau de sa fille	taille ; marbre	H. : 246 ; L. : 118 ; P. : 77	1822	récolé-vu
FNAC 1799	Carlos-Lefebvre A.	Soleil d'automne	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 300	1892	récolé-vu
FNAC PFH-2754	Chabry Martin-Léonce	Lisière de forêt (Gironde)	peinture à l'huile ; toile	H. : 61 ; L. : 73,5	1874	récolé-vu
FNAC PFH-2947	Chavet Victor Joseph	Portrait de Jean-François Romanelli	peinture à l'huile ; toile	H. : 215 ; L. : 130	1862	récolé-vu
FNAC 196	Chenillion Jean Louis	Religieux du Moyen Âge taillant une vigne	taille ; marbre	H. : 67 ; L. : 80 ; L. : 37	1885	récolé-vu
FNAC 352	Chrétien Eugène Ernest	Printemps	taille ; marbre	H. : 240 ; L. : 95 ; P. : 85	1890	récolé-vu
FNAC PFH-2645	Cordier Charles Henri Joseph	La Nympe des eaux	taille ; marbre	H. : 191 ; L. : 70 ; P. : 47	1858	récolé-vu
FNAC FH 868-74	Cordier Léonce-Lucien	Prométhée et les Océanides	peinture à l'huile ; toile	H. : 235 ; L. : 162	1868	récolé-vu
FNAC PFH-2953	Corot Jean-Baptiste Camille	Impression d'Italie ; Un site d'Italie	peinture à l'huile ; toile	H. : 87 ; L. : 117	1848	récolé-vu
FNAC 1790	Coutan-Montorgueil Laure, Martin Laure (née)	La Source	plâtre	H. : 97 ; L. : 34 ; P. : 38	1895	récolé-vu
FNAC PFH-2755	De Coninck Pierre-Louis-Joseph	Geneviève de Brabant	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 120	1872	récolé-vu
FNAC 1321	Escoula Jean	Jeunes baigneuses	plâtre	H. : 155 ; L. : 56 ; P. : 57	1889	récolé-vu
FNAC PFH-2756	François François-Louis	Un Sentier dans les blés, plateau d'Ormesson	peinture à l'huile ; toile	H. : 146 ; L. : 232	1871	récolé-vu
FNAC PFH-2769	Fromentin Eugène	Rue Bab-el-Gharbi à Laghouat	peinture à l'huile ; toile	H. : 142 ; L. : 103	1859	récolé-vu
FNAC PFH-2756	Harpignies Henri-Joseph	La Petite marine, à Sorrente	peinture à l'huile ; toile	H. : 72 ; L. : 119	1866	récolé-vu
FNAC 430	Houssin Édouard	Henri Berthoud	taille ; marbre	H. : 80 ; L. : 40 ; P. : 40	1875	récolé-vu
FNAC PFH-2776	Jeanron Philippe-Auguste	Les Pêcheurs, vue prise au Creux-Mazeux (Pas-de-Calais)	peinture à l'huile ; toile	H. : 160,5 ; L. : 230	1852	récolé-vu
FNAC PFH-2946	Justin Jules	Portrait en pied du roi Louis-Philippe	peinture à l'huile ; toile	H. : 232 ; L. : 167	1841	récolé-vu
FNAC FH 869-346	Kreyder Alexis	Une source	peinture à l'huile ; toile	H. : 182 ; L. : 128	1875	récolé-vu
FNAC PFH-2751	La Foresterie Louis-Édmond	Réverie	taille ; marbre	H. : 100 ; L. : 100 ; P. : 62	1877	récolé-vu
FNAC PFH-2750	Lagier Eugène	Une Napolitaine	peinture à l'huile ; toile	H. : 137 ; L. : 90	1871	récolé-vu
FNAC 117	Laoust André-Louis-Adolphe	Saint-Jean faisant sa croix	taille directe ; marbre	H. : 130 ; L. : 39 ; P. : 47	1879	récolé-vu
FNAC 112	Lenglet Alfred Adolphe	La Victoire cède à la Force	peinture à l'huile ; toile	H. : 180 ; L. : 120	1879	récolé-vu
FNAC 1196	Perrandeu Charles	Un Banc d'attente, à la clinique	peinture à l'huile ; toile	H. : 170 ; L. : 225	1889	récolé-vu
FNAC PFH-2753	Perrey Léon-Auguste	Un Joueur à la toupie	taille ; marbre	H. : 80 ; L. : 61 ; P. : 87	1867	récolé-vu
FNAC PFH-2771	Schopin Henri-Frédéric	Béatrix Cenci	peinture à l'huile ; toile	H. : 368 ; L. : 290	1835	récolé-vu
FNAC PFH-2767	Villain Eugène-Marie-François	Nature morte	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 101	1857	récolé-vu

Annexe de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO n° 13 du 16 janvier 2008).

Liste des biens transférés à la ville de Montauban

Direction des Musées de France :

Concessions de la Restauration

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
MR 5210 ; B 2530	Duplessis Joseph Siffred	Portrait de Louis XVI	peinture à l'huile ; toile	H. : 227 ; L. : 175	1827	récolé-vu

Collection Campana, peintures, envoi de 1863

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
Cornu 470	Carrucci (Jacopo) ; Andrea del Sarto (d'après)	La Sainte Famille	peinture à l'huile ; bois	H. : 132 ; L. : 95	1863	récolé-vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
MI 353	Anonyme (école byzantine)	Saint-Demetrios	peinture à l'huile ; bois	H. : 32 ; L. : 27	1872	récolé-vu
MI 352	Anonyme (école byzantine)	Sainte-Catherine	peinture à l'huile ; bois	H. : 32 ; L. : 27	1872	récolé-vu
INV 1051	Anonyme (Flandres, xvi ^e s.)	La Salutation angélique	peinture à l'huile ; cuivre	H. : 30 ; L. : 25	1891	récolé-vu
MR 5213 ; B 2542	Anonyme (France, xviii ^e s.)	Portrait de Louis XV	peinture à l'huile ; toile	H. : 223 ; L. : 159	1824	récolé-vu
INV 8600 ; MR 1209	Bonnemer François	Apollon poursuivant Daphné	peinture à l'huile ; toile	H. : 151 ; L. : 187	1872	récolé-vu
L 3890	Franque Jean Pierre	Jupiter endormi dans les bras de Junon sur le mont Ida	peinture à l'huile ; toile	H. : 317 ; L. : 249	1827	récolé-vu
INV 5258 ; L 3627	Guillemot Alexandre-Charles	Mars, attiré par l'Amour, surprend Rhéa Sylvia endormie	peinture à l'huile ; toile	H. : 245 ; L. : 245	1872	récolé-vu
INV 8934 ; B 840	Monnoyer Jean-Baptiste (école de)	Fleurs dans un vase antique posé sur un tapis	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 160	1872	récolé-vu
RF 344 ; FNAC FH 869-295	Mussini Luigi	L'Éducation à Sparte	peinture à l'huile ; toile	H. : 122 ; L. : 160	1885	récolé-vu
INV 765	Tiziano Vecellio, Le Titien (dit, d'après)	Persée délivrant Andromède	peinture à l'huile ; toile	H. : 195 ; L. : 135	1872	récolé-vu
INV 936	Zurbaran (d'après) ; Murillo (anc. attribution)	Saint Augustin en méditation	peinture à l'huile ; toile	H. : 82 ; L. : 102	1872	récolé-vu

Délégation aux arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC PFH-1569	Appert Eugène	Néron devant le cadavre d'Agrippine	peinture à l'huile ; toile	H. : 247 ; L. : 265	1846	récolé-vu
FNAC PFH-1579	Bourgeois de Garençiere Juliette ; Lefevre Robert (d'après)	Portrait en pied du roi Charles X	peinture à l'huile ; toile	H. : 270 ; L. : 200	1829	récolé-vu
FNAC FH 864-26	Brincourt H.-A. (M ^{me}) ; Winterhalter Franz-Xaver (d'ap.)	Portrait en pied de Napoléon III	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 130	1864	récolé-vu
FNAC 818	Cabanes Louis-François	Rêve de gloire	peinture à l'huile ; toile	H. : 178 ; L. : 145	1898	récolé-vu
FNAC 1770	Cabanes Louis-François ; Ingres (d'après)	Portrait de M ^{me} Devauçay	peinture à l'huile ; toile	H. : 76 ; L. : 59	1904	récolé-vu
FNAC 1204	Cabanes Louis-François ; Ingres (d'ap.)	Portrait de M. Bertin	peinture à l'huile ; toile	H. : 115 ; L. : 92	1897	récolé-vu
FNAC 983	Cabanes Louis-François ; Pils Isidore (d'ap.)	La Marseillaise	peinture à l'huile ; toile	H. : 73,5 ; L. : 91,5	1896	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC PFH-1443	Cambon Armand	Le Christ au jardin des oliviers	peinture à l'huile ; toile	H. : 225 ; L. : 169	1849	récolé-vu
FNAC PFH-1577	Desgoffe Alexandre	L'Eucel	peinture à l'huile ; toile	H. : 116 ; L. : 159	1858	récolé-vu
FNAC PFH-1578	Desgoffe Alexandre	L'Evanouissement du Christ au jardin des oliviers	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 195	1858	récolé-vu
FNAC 10	Diranian Sarkis	Le Repos	peinture à l'huile ; toile	H. : 128 ; L. : 195	1893	récolé-vu
FNAC 2758	Domergue-Lagarde Édouard	Cour ensoleillée	peinture à l'huile ; toile	H. : 54,5 ; L. : 81	1909	récolé-vu
FNAC 1350	Faure Marie	Rosier du Bengale	peinture ; tissu	H. : 146 ; L. : 151	1889	récolé-vu
FNAC 1615	Flandrin Jules-Léon ; Ingres (d'ap.)	Odalisque couchée	peinture à l'huile ; toile	H. : 91 ; L. : 160	1903	récolé-vu
FNAC FH 866-129	Flandrin Paul	Paysage en Languedoc	peinture à l'huile ; toile	H. : 28 ; L. : 20	1866	récolé-vu
FNAC PFH-1581	Gironde Bernard de	Judith	peinture à l'huile ; toile	H. : 195 ; L. : 130	1875	récolé-vu
FNAC PFH-1580	Gironde Bernard de	Le sommeil ; La Dorneuse	peinture à l'huile ; toile	H. : 89 ; L. : 175	1874	récolé-vu
FNAC FH 867-115	Glaize Pierre-Paul-Léon	L'Egide ; Un jeune homme entre le Vice et la Vertu	peinture à l'huile ; toile	H. : 300 ; L. : 190	1867	récolé-vu
FNAC FH 861-95	Glaize Pierre-Paul-Léon	Nymphes et faune	peinture à la cire ; toile	H. : 161 ; L. : 120,5	1864	récolé-vu
FNAC FH 869-168	Grellet François, Frère Athanase	Le Christ en croix ; Derniers moments du Rédempteur	peinture à l'huile ; toile	H. : 343 ; L. : 273	1869	récolé-vu
FNAC 661	Guignard Gaston	Au verger	peinture à l'huile ; toile	H. : 181 ; L. : 232	1885	récolé-vu
FNAC FH 869-200	Hausy Arsène Désiré d'	Herbage près de Trouville	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 130	1869	récolé-vu
FNAC ?	Ingres Jean Auguste Dominique (d'ap.)	120 photographies de dessins d'Ingres	photographie		1874	récolé-vu
FNAC 657	La Lyre Adolphe	Sainte-Geneviève instruisant Sainte-Clotilde	peinture à l'huile ; toile	H. : 131 ; L. : 180	1885	récolé-vu
FNAC FH 865-173	Lamothe Louis	L'Origine du Dessin	peinture à l'huile ; toile	H. : 140 ; L. : 100	1865	récolé-vu
FNAC FH 862-176	Landelle Charles	Les Femmes de Jérusalem captives à Babylone	peinture à l'huile ; toile	H. : 230 ; L. : 140	1864	récolé-vu
FNAC 1138	Laporte-Blaisys Léo, Laporte-Blainsi Léo (dit)	Les Rameaux	bronze à la cire perdue ; patine noire	H. : 50 ; L. : 22 ; P. : 18	1906	récolé-vu
FNAC FH 867-161	Loyeux Charles-Antoine ; Winterhalter Franz-Xaver (d'après)	Portrait en pied de l'Impératrice Eugénie	peinture à l'huile ; toile	H. : 240 ; L. : 155	1868	récolé-vu
FNAC PFH-1351	Marzocchi de Belluci Tito ; Winterhalter Franz-Xaver (d'après)	Portrait de Louis-Philippe	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 130	1841	récolé-vu
FNAC FH 865-283	Nazon Henry-François	Deux Moulins sur le Tam : effet de soleil couchant	peinture à l'huile ; toile	H. : 77 ; L. : 137	1865	récolé-vu
FNAC 44	Ottin Auguste-Louis-Marie	La Vérité	marbre ; ronde-bosse	180 ; 80 ; 70	1879	récolé-vu
FNAC PFH-1584	Pegot Bernard	La Prière du soir	peinture à l'huile ; toile	H. : 123 ; L. : 86	1871	récolé-vu
FNAC 159	Princeteau René	Le Relais	peinture à l'huile ; toile	H. : 210 ; L. : 160	1882	récolé-vu
FNAC 507	Rambaud Joseph-Pierre	Buste de Jean-Auguste-Dominique Ingres	plâtre	H. : 74 ; L. : 56 ; P. : 30	1904	récolé-vu
FNAC 488	Rosset-Granger Édouard	Charmeuse	peinture à l'huile ; toile	H. : 185 ; L. : 115	1885	récolé-vu
FNAC PFH-1488	Schroeder Louis	Muse pastorale ; La poésie pastorale	marbre ; ronde-bosse	170 ; 90 ; 65	1874	récolé-vu
FNAC 817	Steck Paul Albert	Symphonie	peinture à l'huile ; toile ; tryptique	H. : 212 ; L. : 95 ; H. : 209 ; L. : 95 ; H. : 211 ; L. : 94	1903	récolé-vu
FNAC FH 860-222	Stürler Franz-Adolphe	La Translation de la Vierge peinte par Cimabue à l'église Santa Maria Novella en 1270	peinture à l'huile ; toile	H. : 261 ; L. : 350	1860	récolé-vu

Annexe de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO n° 13 du 16 janvier 2008).

Liste des biens transférés à la ville de Tarbes

Direction des musées de France :

Collection Campana, antiques, envoi de 1863

INV. ÉTAT	INV. MUSÉE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
1 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.1 ; 19	Ænochoé	bucchero incisé	H. : 19	1863	récolé-vu
2 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.2 ; 61	Ænochoé	bucchero incisé	H. : 20	1863	récolé-vu
3 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.3 ; 37	Ænochoé	bucchero incisé	H. : 27	1863	récolé-vu
4 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.4 ; 48	Ænochoé	bucchero incisé	H. : 21	1863	récolé-vu
6 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.6 ; 47	Skyphos	terre cuite beige ; vernis noir ; décor surpeint	H. : 9	1863	récolé-vu
8 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.8 ; 38	Amphore	bucchero incisé	H. : 10 ; L. : 10	1863	récolé-vu
9 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.9 ; 39	Canthare	bucchero incisé	H. : 5 ; L. : 17	1863	récolé-vu
11 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.11 ; 16	Calice	bucchero incisé	H. : 14 ; D. : 14,5	1863	récolé-vu
12 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.12 ; 49	Calice	bucchero incisé	H. : 15,7 ; D. : 16,2	1863	récolé-vu
13 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.13 ; 17	Kyathos	bucchero incisé	H. : 15	1863	récolé-vu
17 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.17 ; 60	Ænochoé	terre cuite beige ; vernis noir	H. : 15 ; L. : 9,5 ; D. : 8	1863	récolé-vu
18 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.18 ; 62	Ænochoé	terre cuite beige ; peinture écrue	H. : 25,5 ; L. : 12 ; D. : 10,8	1863	récolé-vu
19 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.19 ; 57	Ænochoé	terre cuite ocre ; vernis noir et décor surpeint	H. : 25,5	1863	récolé-vu
20 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.20 ; 27	Ænochoé	terre cuite beige ; figures rouges	H. : 18	1863	récolé-vu
22 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.22 ; 13	Patère, tête de déesse diadémée	terre cuite beige rose ; figures rouges	D. : 12	1863	récolé-vu
33 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.33	Alabastre	terre cuite blanche ; décor brun et rouge	H. : 11,5	1863	récolé-vu
34 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.34	Coupe	terre cuite beige ; vernis noir	D. : 13,5	1863	récolé-vu
35 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.35	Coupe	terre cuite beige ; vernis noir	D. : 14,5	1863	récolé-vu
36 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.36 ; 52	Coupe	terre cuite ; bucchero	D. : 12,5	1863	récolé-vu
37 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.37 ; 7	Coupe à anses horizontales	terre cuite orangée ; vernis noir	H. : 20	1863	récolé-vu
38 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.38 ; 64	Coupe	terre cuite beige ; décor surpeint	D. : 12,5	1863	récolé-vu
40 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.40 ; 6	Coupe	terre cuite beige ; vernis noir	D. : 14, 8 ; H. : 4,5	1863	récolé-vu
41 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.41 ; 44	Olpé	terre cuite beige ; figures noires	H. : 18,6 ; L. : 10,5 ; D. : 8,5	1863	récolé-vu
42 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.42 ; 24	Lecythe	terre cuite orangée ; vernis noir, figures noires	H. : 14 ; D. : 8,5	1863	récolé-vu
44 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.44 ; 15?	Coupe	terre cuite beige ; figures noires	H.	1863	récolé-vu
45 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.45 ; 50	Cratère en cloche	terre cuite ; figures rouges	H. : 20 ; D. : 20,5	1863	récolé-vu
47 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.47 ; 20	Ænochoé	terre cuite beige ; vernis noir	H. : 15,7	1863	récolé-vu
48 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.48 ; 55?	Lecythe arybalisque	terre cuite beige ; figures rouges	H. : 5 ; L. : 3,5	1863	récolé-vu
49 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.49 ; 58	Olpé	bucchero	H. : 13	1863	récolé-vu
50 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.50	Olpé	bucchero	H. : 16,5	1863	récolé-vu
55 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.55 ; 5	Patère	terre cuite beige ; vernis noir	D. : 20	1863	récolé-vu
57 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.57 ; 8	Patère	terre cuite beige ; vernis noir	D. : 13,5	1863	récolé-vu

INV. ÉTAT	INV. MUSÉE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
58 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.58 ; 2	Patère	terre cuite beige ; vernis noir	D. : 18,5	1863	récolé-vu
59 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.59 ; 9	Patère	terre cuite beige ; vernis noir	D. : 17,5	1863	récolé-vu
60 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.60 ; 10	Patère	terre cuite beige ; vernis noir	D. : 16	1863	récolé-vu
61 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.61 ; 73	Patère ou Braserio	terre cuite beige	D. : 8	1863	récolé-vu
63 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.63 ; 30	Lampe ; ours en bas-relief	terre cuite beige ; peinture ; moulage	H. : 4,5 ; L. : 9 ; D. : 7,5	1863	récolé-vu
64 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.64 ; 30	Lampe	terre cuite beige ; peinture ; moulage	H. : 4,3 ; L. : 9,8 ; D. : 6,8	1863	récolé-vu
66 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.66	Relief ; combat d'hommes et de femmes	terre cuite beige, plâtre et chanvre ; moulage	H. : 37 ; L. : 62	1863	récolé-vu
68 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.68 ; 77	Statuette d'un éphèbe nu	terre cuite micassée beige	H. : 13,2 ; L. : 5,5 ; P. : 5,5	1863	récolé-vu
70 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.70 ; 80	Tête de femme voilée	terre cuite micassée orangée	H. : 11,5 ; L. : 7 ; P. : 6	1863	récolé-vu
71 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.71 ; 79	Tête de femme voilée	terre cuite micassée ; trace de bleu	H. : 12,8 ; L. : 9 ; P. : 6,5	1863	récolé-vu
72 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.72 ; 78	Tête de femme	terre cuite micassée orange	H. : 8,5 ; L. : 7 ; P. : 7	1863	récolé-vu
73 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.73 ; 75	Pied	terre cuite micassée	H. : 7,5 ; L. : 2,4 ; P. : 3,8	1863	récolé-vu
74 (n° d'envoi Campana 1863)	D 863.3.74 ; 76	Figurine de truie	terre cuite micassée	H. : 11,5 ; L. : 4,7 ; P. : 5,7	1863	récolé-vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 9393 ; B 1856	Anonyme, xviii ^e s. : Roslin Alexandre (d'après)	Portrait en buste du dauphin, fils de Louis XV	peinture à l'huile ; toile	H. : 73 ; L. : 59	1872	récolé-vu

Musée du Louvre, département des sculptures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
ENT 1891.01	Anonyme (xviii ^e s. ?) ; Praxitele (d'après)	Apollon de Florence	taille ; marbre	H. : 151 ; L. : 60	1891	récolé-vu

Musée d'Orsay

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
227 ; FNAC PFH-1841	Lapostollet Charles	Vue du canal Saint-Martin à Paris pendant l'hiver, prise du pont de la rue des Buttes-Chaumont.	peinture à l'huile ; toile	H. : 100,5 ; L. : 155	1889	récolé-vu

Délégation aux arts plastiques :Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC PFH-1700	Achard Jean-Alexis	Un sentier dans les roches du Dauphiné	peinture à l'huile ; toile	H. : 62 ; L. : 42,5	1855	récolé-vu
FNAC PFH-1848	Barry François-Pierre-Bernard	L'Entrée du vieux port de Marseille ; Après la tempête	peinture à l'huile ; toile	H. : 133 ; L. : 199	1856	récolé-vu
FNAC 862-76	Clère Jacques François Camille	Le Retour des champs à Saracinesco (Italie)	peinture à l'huile ; toile	H. : 139 ; L. : 190	1866	récolé-vu
FNAC PFH-1845	Collette Alphonse ; Lanfranco (d'après)	Saint-Pierre	peinture à l'huile ; toile		1875	récolé-vu
FNAC PFH-1846	Collette Alphonse ; Dominiquin (d'après)	Saint-Jérôme	peinture à l'huile ; toile		1875	récolé-vu
FNAC 390	Coutan Jules-Félix	Saint-Christophe	marbre	H. : 275 ; L. : 90 ; P. : 90	1880	récolé-vu
FNAC 1655	Dastugue Maxime	Anniversaire de deuil	peinture à l'huile ; toile	H. : 206 ; L. : 160	1903	récolé-vu
FNAC PFH-1711	Dauzats Adrien	Intérieur de la cathédrale de Tolède ; Intérieur de l'église Saint-Jean des Rois à Tolède	peinture à l'huile ; toile	H. : 141,5 ; L. : 181,5	1855	récolé-vu
FNAC 963	Durand Ludovic-Eugène	Le Tacheron	marbre	H. : 162 ; L. : 110 ; P. : 95	1902	récolé-vu
FNAC PFH-1736	Lasalle, Cabaillet Louis-Simon, (dit)	Un trait de la jeunesse de l'Empereur Napoléon III ; Charité	peinture à l'huile ; toile	H. : 76 ; L. : 97,5	1857	récolé-vu
FNAC 862-178	Lazerges Jean Raymond Hippolyte	Des Kabyles moissonnant dans la plaine de la Mitidja	peinture à l'huile ; toile	H. : 85 ; L. : 132	1864	récolé-vu
FNAC FH 868-337	Winckler Pierre-Baptiste ; Winterhalter Franz-Xaver (d'après)	Portrait en pied de Napoléon III	peinture à l'huile ; toile	H. : 242 ; L. : 158	1868	récolé-vu
FNAC FH 868.353	Zo Achille	La Justice du sultan	peinture à l'huile ; toile		1903	récolé-vu

Annexe de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO n° 15 du 18 janvier 2008).

Liste des biens transférés à la ville de Chalon-sur-Saône**Direction des musées de France :**Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 2959 ; B 718	Le Brun Charles (d'après)	Porcia avalant des charbons ardents	peinture à l'huile ; toile	H. : 85 ; L. : 75	1872	récolé-vu
INV 8611 ; B 761	Le Brun Charles (école de)	Minerve protège les Arts et les Sciences	peinture à l'huile ; toile	D. : 166	1872	récolé-vu
INV 6943 ; B 2165	Nivelon Anne-Baptiste	Portrait en buste du maréchal de Belle-Isle, son bâton de commandement à la main	peinture à l'huile ; toile	H. : 91 ; L. : 73	1872	récolé-vu

Délégation aux arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 813	Altemer Clénence (M ^{me}) ; Velasquez Diego (d'après)	L'Infante Marguerite	peinture à l'huile ; toile	H. : 70 ; L. : 58	1897	récolé-vu
FNAC PFH-1146	Andre Édmond, Marthe, Alphonse	Brigands pour les oiseaux	peinture à l'huile ; toile	H. : 86 ; L. : 130	1875	récolé-vu
FNAC PFH-1148	Athanase-Martyr Frère, Grellet François (dit)	Jahel	peinture à l'huile ; toile	H. : 185 ; L. : 285	1875	récolé-vu
FNAC 1564	Badin Jean-Victor	La Source dort	marbre	H. : 150 ; L. : 130	1900	récolé-vu
FNAC PFH-1166	Bar Alexandre de	Le Sultan Amrou au vieux Caire ; Vue de la mosquée d'Amrou au vieux-Caire	peinture à l'huile ; toile	H. : 80 ; L. : 120	1874	récolé-vu
FNAC FH 863-17	Blanchard Henri, Léon, Charles, Pharamond	L'Arrivée d'une division française à Plan del Rio (Mexique)	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 120	1866	récolé-vu
FNAC 2132	Bourgeois Eugène	Ruisseau sous bois	peinture à l'huile ; bois	H. : 34 ; L. : 26	1909	récolé-vu
FNAC 115	Captier François, Étienne	La Rosée	plâtre original	H. : 170 ; L. : 52 ; P. : 61	1879	récolé-vu
FNAC PFH-1147	Carbillet Jean-Baptiste-Prudent	Sainte-Madeleine ; Madeleine pénitente	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 147	1875	récolé-vu
FNAC FH 869-82	Cicéri Eugène	Environs de Saint-Mammès	peinture à l'huile ; toile	H. : 80 ; L. : 115	1872	récolé-vu
FNAC FH 862-96	Dauzats Adrien	Une Vue prise aux environs de Blidah	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 120	1868	récolé-vu
FNAC 1226 ; FNAC 425	Dupré Victor	Vue des bords du Sauceron ; Sous-bois	peinture à l'huile ; toile	H. : 43 ; L. : 36	1898	récolé-vu
FNAC 1252	Franc-Lamy, Lamy Pierre-Désiré (dit)	Pâquerette	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 190	1889	récolé-vu
FNAC 1977	Gautier Marie (M ^{me})	El Biar	pastel et aquarelle	H. : 38 ; L. : 55	1909	récolé-vu
FNAC PFH-1865	Jacques Charles, Jacques Charles-Émile (dit)	Les Bœufs à l'abreuvoir	peinture à l'huile ; toile	H. : 75 ; L. : 108	1856	récolé-vu
FNAC FH 863-119	Jolyet Philippe	Prudhon copiant les tableaux de l'abbaye de Cluny	peinture à l'huile ; toile	H. : 89 ; L. : 115	1864	récolé-vu
FNAC 896	Jouant Jules	Tête de supplicié	marbre	H. : 30 ; D. : 42	1903	récolé-vu
FNAC 2144	Lambert Albert-Antoine	Après la promenade	peinture à l'huile ; toile	H. : 72 ; L. : 59	1909	récolé-vu
FNAC FH 868-221	Lanoüe Hippolyte, Félix	Une Vue aux environs de Cannes	peinture à l'huile ; toile	H. : 84 ; L. : 67	1868	récolé-vu
FNAC PFH-1149	Lassalle Émile	Portrait d'Abel Niepce de Saint-Victor	peinture à l'huile ; toile	H. : 145 ; L. : 111	1871	récolé-vu
FNAC 1988 ; FNAC PFH 3402	Maillart Diogène, Ulysse, Napoléon	L'Orage	peinture à l'huile ; toile marouflée sur carton	H. : 26 ; L. : 33,5	1909	récolé-vu
FNAC 880	Morlot Alexis	Un Clair de lune	peinture à l'huile ; bois	H. : 38 ; L. : 46	1902	récolé-vu
FNAC PFH-1150	Mouillon Alfred	Lever de lune à Ermenonville (Oise)	peinture à l'huile ; toile	H. : 252 ; L. : 151	1875	récolé-vu
FNAC 156	Nicolas Marie-Joséphine (M ^{lle})	Qui vivra verra	peinture à l'huile ; toile	H. : 155 ; L. : 116	1882	récolé-vu
FNAC 197	Perrey Léon, Auguste	Charmeuse de pigeons	plâtre	H. : 220 ; L. : 60 ; P. : 60	1886	récolé-vu
FNAC PFH-1151	Raffort Étienne	Vue de Chalon-sur-Saône	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 300	1837	récolé-vu
FNAC PFH-1168	Rapin Alexandre	Bords de l'étang à Mortefontaine (Oise)	peinture à l'huile ; toile	H. : 108 ; L. : 161	1875	récolé-vu
FNAC FH 864-290	Sieurac Henri	Bacchus jouant avec un enfant ; L'Enfance de Bacchus	peinture à l'huile ; toile	H. : 140 ; L. : 210	1865	récolé-vu

Liste des dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (conformément au décret n° 2000-1137 du 24 novembre 2000) accordées en novembre et décembre 2007 à des œuvres cinématographiques par le ministre chargé de la culture.

Titre	N° du visa	Date du visa	Editeur	Date de dérogation
Wilderness	117.154	28-02-2007	La Fabrique de Films	02-11-2007
Si le vent soulève les sables	114.173	24-01-2007	Bac Films	02-11-2007
Mimsy, le messager du futur To : The last Mimzy	117.495	15-05-07	Metropolitan Filmexport	02-11-2007
Ma place au soleil	114.318	23-02-2007	Studio Canal	02-11-2007
Pur week-end	106.191	27-04-2007	Wild Side Vidéo	02-11-2007
Spider-man 3	116.980	23-04-2007	Colombia	02-11-2007
Dangereuse séduction To : Perfect strange	117.311	29-03-2007 ...	Colombia	02-11-2007
À la recherche du bonheur To : The pursuit of happyness	116.789	08-01-2007	Colombia	02-11-2007
Incroyable destin de Harold Crick (L') To : Stranger than fiction	116.788	20-12-2006	Colombia	02-11-2007
J'veux pas que tu t'en ailles	109.945	20.02.2007	UGC International	07-11-2007
Still life To : Sanxia Haoren	117.841	02-05-2007	MK2	07-11-2007
Cendrillon & le prince (pas trop) charmant To : Happily n'ever after	117.689	27-03-2007	TF1 Vidéo	08-11-2007
Clerks II	117.968	07-05-2007	TF1 Vidéo	08-11-2007
Voix des morts 2 - La lumière (La) To : White noise 2 : The light	117.911	09-05-2007	Universal Pictures Vidéo	09-11-2007
Ensemble, c'est tout	114.297	02-03-2007	Pathé Distribution	14-11-2007
Hitcher To : The Hitcher	117.565	25-04-2007	SND	14-11-2007
Sunshine	117.481	30-03-2007	Twentieth Century Fox	14-11-2007
Zodiac	117.523	10-05-2007	Warner Home France	21-11-2007
Loft	116.929	21-12-2006	Arte France Développement	21-11-2007
Steppin To : Stomp the yard	117.594	10-04-2007	Colombia	21-11-2007
École des dragueurs (L') To : Scholl of scoundrels	118.034	15-05-2007	TF1 Vidéo	22-11-2007
Pirates des Caraïbes 3 : Jusqu'au bout du monde To : Pirates of the Caribbean : at the world's end .	117.897	14-05-2007	Buena Vista Home Entertainment	23-11-2007
Lucky you	117.951	04-05-2007	Warner Home France	28-11-2007
Disparue de Deauville (La) To : Trivial	109.468	27-04-2007	SND	28-11-2007
Black snake moan To : Black snake moan	117.575	11-05-2007	Paramount Home Entertainment	30-11-2007
Avenir est ailleurs (L')	110.579	24-01-2007	Doriane Films	30-11-2007
Loin d'elle To : Away from her	117.360	02-04-2007	La Fabrique de Films	02-12-2007
Faillie (La) To : Fracture	117.818	23-04-2007	Metropolitan Filmexport	04-12-2007
Bug	116.783	20-02-2007	Metropolitan Filmexport	04-12-2007

88 Minutes	116.796	10-05-2007	Metropolitan Filmexport	04-12-2007
Lifted - extraterrien (CM de 4 mn)	118.153	20-07-2007	Buena Vista Home Entertainment	05-12-2007
Shinobi	117.988	11-05-2007	Sté Kaze	05-12-2007
Voisin contre voisin				
To : Deck the Halls	116.585	24-10-2006	Twentieth Century Fox	05-12-2007
Avocat de la terreur (L')	114.608	31-05-2007	Wild Side Vidéo	06-12-2007
Dialogue avec mon jardinier	114.765	19-01-2007	Studio Canal Vidéo	06-12-2007
Une vieille maîtresse	114.674	11-05-2007	Studio Canal Vidéo	06-12-2007
Boulevard de la mort				
To : Grindhouse death proof.	118.175	14-06-2007	TF1 Vidéo	06-12-2007
U.V	115.310	12-04-2007	TF1 Vidéo	06-12-2007
Volem rien à foutre al país	104.275	07-02-2007	CP Production	07-12-2007
Abandonnée				
To : The abandoned	117.367	15-05-2007	Wild Side Vidéo	11-12-2007
Shrek le troisième				
To : Shrek the third	118.002	29-05-2007	Paramount Home Entertainment	13-12-2007
Vent mauvais	112.808	01-06-2007	Gaumont Vidéo	13-12-2007
Gomez Vs Tarares	115.752	26.04.2007	SND	13-12-2007
Bande de sauvages				
To : Wild hogs	117.898	07-06-2007	Buena Vista Home Entertainment ...	13-12-2007
Océan's 13				
To : Océan's thirteen	118.168	15-06-2007	Warner Home Vidéo	20-12-2007
Colline a des yeux (La) - 2				
To : The Hills have eyes - 2	117.524	05-06-2007	Twentieth Century Fox	20-12-2007
Roman de gare	116.299	12-06-2007	Opening	27-12-2007
Persepolis	112.904	15-05-2007	Diaphana Distribution	27-12-2007

Bulletin officiel



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Pour un renouvellement, n° d'abonné :

Adresse complète :

Adresse de livraison (si différente) :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 50€ = pour l'année

Date et signature (3).

(1) À retourner au ministère de la Culture et de la Communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication est à envoyer au ministère de la Culture et de la Communication, D A G, Bureau du fonctionnement des services, **Mme Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.